



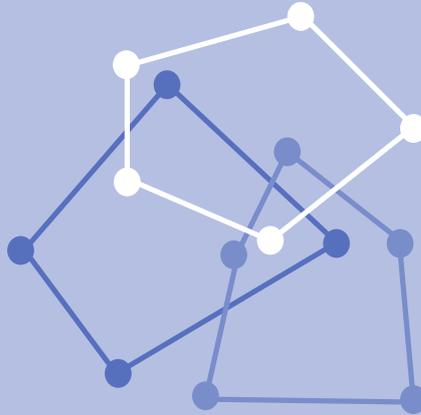
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agreste

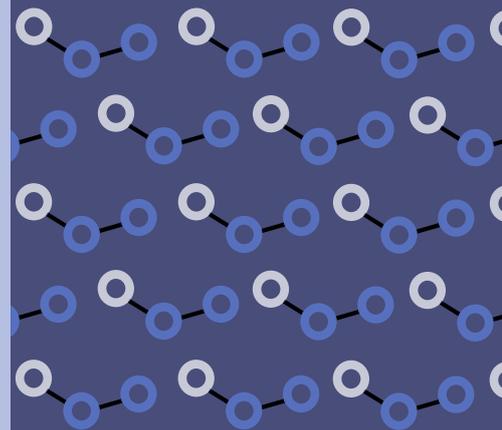
La statistique, l'évaluation et la prospective du
ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire



SYNTHÈSES CONJONCTURELLES

DÉCEMBRE 2022 N°399

Bilan conjoncturel 2022



Publication réalisée par le Service de la statistique et de la prospective (SSP)
au Secrétariat général avec la collaboration de
la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE)
Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Éditorial

2022 : des récoltes très contrastées, sur fond de hausses historiques des prix à la production et des intrants

En 2022, les évolutions des volumes des productions nationales sont très contrastées, entre rebond conséquent (vigne, fruits, oléagineux) et net recul (céréales, betteraves, pommes de terre et productions animales). Déjà en hausse en 2021, les prix à la production des produits agricoles s'envolent en 2022 (+ 22,7 % sur les dix premiers mois, après + 7,3 % en 2021). À l'exception des fruits, les niveaux de prix sont inédits, sous l'effet de divers chocs sur l'offre et de la hausse des coûts de production, coïncidant avec la reprise post-Covid. En février 2022, le déclenchement du conflit en Ukraine provoque une envolée sans précédent des prix des céréales et des oléagineux (resp. + 49,2 % et + 38,3 % sur les dix premiers mois), déjà élevés depuis la fin 2021. S'agissant des vins, des légumes et des productions animales, l'offre plutôt restreinte soutient les prix. À cela s'ajoute, dans le cas des viandes, la reprise de la consommation globale (hors et à domicile), sans toutefois retrouver les niveaux pré-Covid. Elle s'accompagne le plus souvent d'une augmentation des importations tandis que les exportations n'augmentent que légèrement ou diminuent. Sur les dix premiers mois de 2022, les producteurs font face à des hausses également sans précédent du prix des intrants : + 27,3 % sur un an, après + 8,3 % en 2021, en lien principalement avec les tensions sur les approvisionnements en gaz. La hausse des prix atteint 45,5 % pour l'énergie, 24,6 % pour les aliments pour animaux et 87,5 % pour les engrais.

L'année 2022 est à la fois l'année la plus chaude jamais enregistrée en France depuis le début du 20^e siècle (+ 1,5 °C sur les dix premiers mois de l'année par rapport aux normales 1991-2020), en particulier à partir du mois de mai, et l'une des moins pluvieuses (déficit de précipitations de 30 % par rapport aux normales). Ces conditions météorologiques extrêmes ont réduit la production d'herbe et dégradé le potentiel de rendement de plusieurs céréales de printemps.

En 2022, les récoltes céréalières baissent nettement en France (- 10,5 %), après le rebond de 2021, sous l'effet d'une réduction de 6,5 % de la sole des cultures d'hiver et de 28,4 % du rendement des cultures de printemps. La production est estimée à 60,5 Mt, après 67,7 Mt en 2021, et 65,5 Mt en moyenne entre 2017 et 2021 ; celle de maïs est la plus faible depuis 1990. Déjà sous tension en 2021 dans un contexte de reprise économique et de disponibilités mondiales parfois limitées chez les principaux exportateurs, les prix accélèrent de façon inédite avec le déclenchement du conflit russo-ukrainien qui fait craindre des ruptures d'approvisionnement et engendre un redéploiement de certains flux d'échanges mondiaux. Sur les dix premiers mois de 2022, les prix dépassent de 49,2 % les niveaux de 2021, atteignant leur plus haut niveau.

Du fait de la forte hausse des surfaces (+ 22,8 %), les récoltes d'oléagineux augmentent pour la deuxième année d'affilée en France. Cette croissance repose sur la production de colza, celles de tournesol et de soja ayant

reculé. Déjà orientés à la hausse en 2021, les prix des oléagineux grimpent fortement à partir de février 2022, l'Ukraine étant le premier exportateur mondial de tournesol avant le conflit russo-ukrainien. Sur les dix premiers mois de 2022, les prix des oléagineux sont ainsi supérieurs de 38,3 % à ceux de 2021, atteignant des niveaux historiquement élevés. Les récoltes des autres grandes cultures (betterave et pomme de terre) sont réduites sous l'effet d'une baisse des rendements affectés par la sécheresse, mais bénéficient d'une hausse des prix.

En 2022, en France et dans la plupart des autres principaux pays producteurs de l'Union européenne – à l'exception de l'Espagne –, les récoltes de fruits se redressent après le gel destructeur d'avril 2021. Ce rebond s'accompagne d'une baisse des prix sur un an (- 8,1 %), mais grâce à la bonne tenue de la consommation, ils dépassent les cours moyens de la période 2017-2021, hormis pour la cerise et la fraise.

Les récoltes de légumes frais d'été sont en baisse sur un an (hormis pour le melon), le plus souvent affectées par la sécheresse et la canicule estivale, tandis que celles de légumes d'hiver pourraient augmenter. Sur les dix premiers mois de 2022, les prix sont en hausse (+ 5,1 % sur un an), surtout depuis septembre (+ 30 % en moyenne).

Au 1^{er} novembre 2022, la récolte viticole française s'élève à 45,4 Mhl, en nette reprise par rapport à celle de 2021 (+ 20,0 %), fortement touché par le gel, et à la moyenne 2017-2021 (+ 6,0 %). À partir du printemps 2022, la reprise

post-Covid étant freinée par les tensions inflationnistes globales, les exportations françaises de vins fléchissent, hors spiritueux, ainsi que les achats en volume en grande distribution. En conséquence, les prix à la production des vins ralentissent sur la même période, diminuant même en octobre. Sur les dix premiers mois de 2022, ils augmentent toutefois (+ 11,2 % sur un an), surtout pour les AOP hors Champagne (+ 16,1 %).

En 2022, les productions animales sont pour la plupart en retrait par rapport à celles de 2021. S'agissant des productions bovine, ovine et porcine, la baisse s'explique en partie par la poursuite de la décapitalisation du cheptel en France et dans l'UE. Concernant la réduction de la collecte laitière, à l'impact de la décapitalisation s'ajoutent les moindres disponibilités fourragères. L'offre de volailles de chair est, elle, fortement affectée par un nouvel épisode d'influenza aviaire, d'ampleur exceptionnelle cette année, apparu à l'hiver 21-22 dans le Sud-Ouest et qui s'est propagé ensuite au Grand Ouest. La bonne tenue de la production de poulets ne compense que partiellement le recul de celle de palmipèdes, dindes et pintades. Après deux ou trois années de baisse, la consommation globale (hors et à domicile) de viande est à nouveau en progression, à l'exception de celle de volaille, sans retrouver les niveaux pré-Covid, de 2019. Pour y répondre, la France accroît ses importations tandis que les exportations n'augmentent que légèrement ou diminuent. Sous l'effet d'une demande mondiale toujours ferme malgré le ralentissement des achats chinois, les prix à la production de l'ensemble des animaux et du lait de vache accélèrent fortement en 2022. Sur les dix premiers mois de 2022, les prix des animaux s'accroissent de 23,4 % sur un an, après + 3,2 % en 2021, quand les prix du lait progressent de 18,0 % sur un an, après + 3,4 % en 2021. Ils atteignent des niveaux sans précédent depuis 20 ans dans un contexte où les éleveurs font face à une hausse historique du coût de leurs intrants.

Sous tension depuis la fin 2020, les prix d'achat des intrants utilisés par les agriculteurs (Ipampa) accélèrent fortement en 2022 du fait de la guerre en Ukraine (+ 27,3 % sur les dix premiers mois, après + 8,3 % en 2021 et une stabilité en 2020). Ils sont portés par l'envolée des prix des aliments pour animaux (+ 24,0 %), de l'énergie (+ 46,6 %), et surtout

des engrais (+ 93,4 %). Cette dernière reflète en grande partie le renchérissement du gaz dont l'approvisionnement par la Russie a été brutalement interrompu avec le conflit.

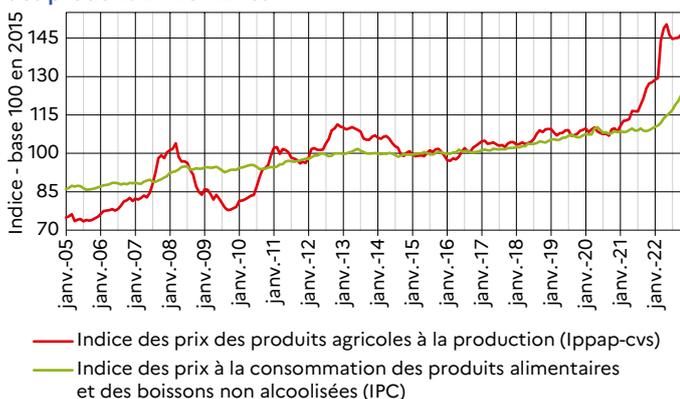
Parallèlement, en 2022, les cours de l'ensemble des produits agricoles, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production, accélèrent : + 22,7 % sur les dix premiers mois, après + 7,3 % en 2021 et + 0,6 % en 2020. En mai 2022, ils atteignent leur niveau le plus élevé, en hausse de 29,2 % sur un an. Depuis, ils se détendent quelque peu en lien principalement avec l'ouverture d'un corridor en mer Noire pour les exportations de ukrainiennes, tout en restant à des niveaux inégalés depuis 20 ans.

La production des industries agroalimentaires (hors tabac) est en légère hausse en 2022 (+ 0,8 % sur les neuf premiers mois). La consommation alimentaire des ménages recule pour la deuxième année consécutive, après le niveau élevé de 2020. Pour autant, les prix à la production des IAA augmentent fortement (+ 13,1 % sur les neuf premiers mois), favorisant la progression du chiffre d'affaires, dans un contexte d'augmentation des coûts de fabrication. La hausse des prix à la production aux stades agricole et industriel se diffuse au stade consommation, les prix à la consommation (IPC) augmentant de 6,1 % en moyenne sur les dix premiers mois de 2022 (contre + 0,6 % l'année précédente sur la même période).

En 2022, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires atteint son plus niveau depuis 2013, en hausse de 41 % sur les neuf premiers mois par rapport aux mêmes mois de 2021. À l'inverse des années précédentes, la hausse de l'excédent est avant tout portée par les produits bruts à travers des exportations record de céréales. *A contrario*, l'excédent des produits transformés se réduit, sous l'effet de la forte hausse des importations, principalement de viande. La hausse globale de l'excédent repose en grande partie sur la réduction du déficit avec l'Union européenne, la consolidation de l'excédent avec les pays tiers étant comparativement plus faible.

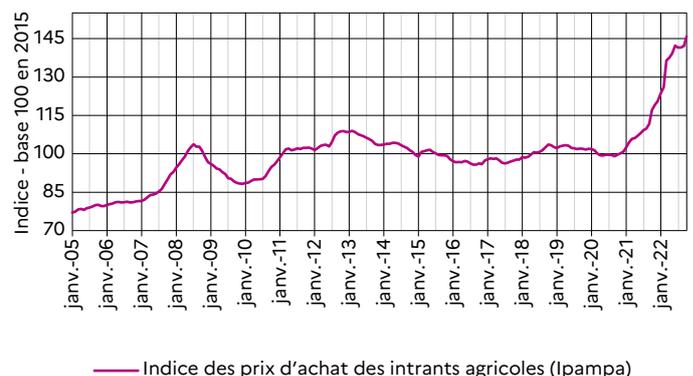
Au moment de la rédaction de cet éditorial, les évolutions de prix et de coût des intrants ont été calculées avec un mois (10 mois) de plus par rapport aux fiches (9 mois).

Graphique 1
Prix à la production des produits agricoles et prix à la consommation des produits alimentaires



Sources : Insee, Agreste

Graphique 2
Prix d'achat des intrants agricoles



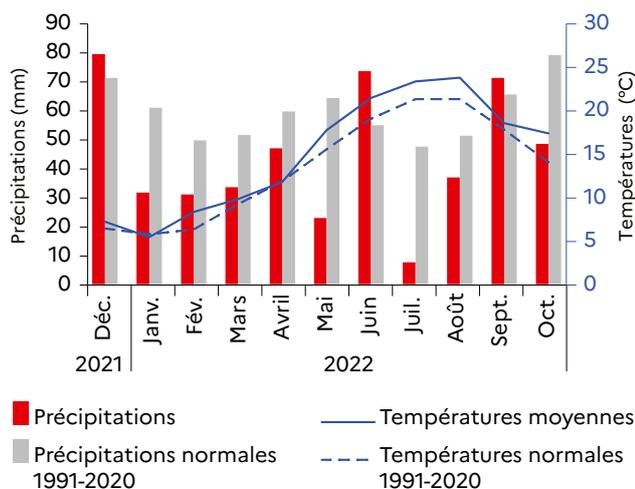
Sources : Insee, Agreste

Météorologie

Avec un excédent de 1,5 °C sur les dix premiers mois, 2022 est l'année la plus chaude jamais observée en France. Ces températures élevées s'accompagnent d'une sécheresse exceptionnelle dès l'hiver sur la quasi-totalité du pays avec un déficit pluviométrique de 30 % par rapport à la moyenne 1991-2020. Ces conditions météorologiques pénalisent très fortement la production d'herbe au printemps et à l'été. À l'automne, la baisse des températures favorise une reprise de la pousse mais est insuffisante pour combler le déficit des périodes précédentes. Fin octobre, la production cumulée d'herbe est ainsi inférieure de 27 % à celle de référence au niveau national.

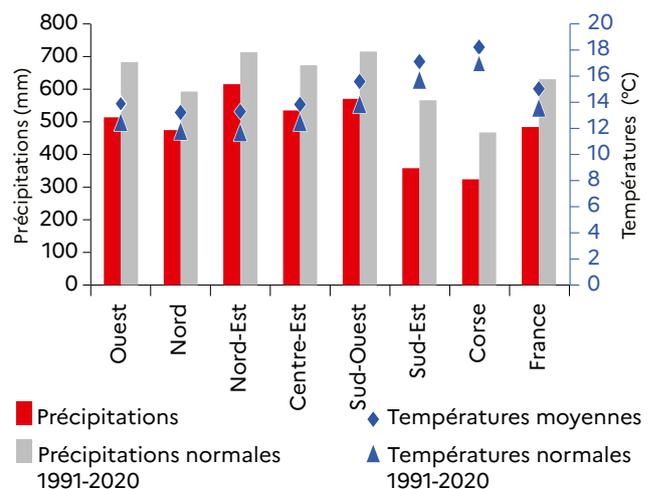
Principaux indicateurs

Graphique 1
2022 : chaleur estivale et importante sécheresse



Source : Météo-France

Graphique 2
2022, une année exceptionnellement sèche et chaude



Source : Météo-France

L'année 2022 a été particulièrement chaude (+ 1,5 °C sur les dix premiers mois de l'année par rapport aux normales 1991-2020), en particulier depuis le mois de mai (*graphique 1 - annexe Météorologie*). Elle est également marquée par des précipitations déficitaires de près de 30 % par rapport aux normales. Aucune région n'est épargnée par la sécheresse et l'excédent thermique (*graphique 2 - annexe*).

Un hiver doux et sec

L'hiver 2021-2022 connaît une alternance de périodes de grande douceur et de rares refroidissements. Les températures sont particulièrement excédentaires (plus de 2 °C), notamment près des frontières du Nord et du Nord-Est. Les précipitations, localement

abondantes en décembre 2021, sont déficitaires en janvier et février dans toutes les régions. Ce déficit hivernal est très important près des côtes méditerranéennes, et dans une moindre mesure dans l'Ouest.

Un printemps doux et toujours sec

Le printemps 2022 est globalement doux sur l'ensemble du pays, surtout en mai. C'est le long de la façade atlantique que l'excédent thermique est le plus élevé globalement. Des gelées parfois fortes affectent toutefois le pays début avril. Les précipitations sont rares et peu abondantes, sauf en juin. Le déficit en eau est souvent proche de 50 %, voire supérieur sur le Massif Central, le long du Rhône et près de la frontière belge. Seul le Languedoc-Roussillon bénéficie

de pluies excédentaires après un épisode méditerranéen tardif.

Les températures élevées sont propices au redémarrage précoce de la pousse de l'herbe, le manque de précipitations ne provoquant pas encore d'assèchement des sols en surface. Les gelées de début avril marquent un premier ralentissement de la pousse puis, à partir du mois de mai, les effets de la sécheresse pèsent de plus en plus : au 20 juin, la pousse est déficitaire dans l'ensemble des régions. Au niveau national, la production d'herbe est déjà inférieure de 19 % à la normale.

La chaleur et la sécheresse estivales assèchent les sols

Entre mi-juin et mi-août, l'été est marqué par trois vagues de chaleur,

remarquables par leur intensité et leur durée. Sur les mois de juin à août, la température moyenne est excédentaire de plus de 2 degrés, faisant de l'été 2022 le deuxième plus chaud, derrière celui de 2003. Si les orages de juin atténuent localement la sécheresse des sols, la situation se dégrade de nouveau en juillet et août avec un déficit pluviométrique supérieur à 50 %. La sécheresse estivale est particulièrement marquée dans le Nord-Ouest et en Occitanie, un peu moins pour une partie des régions centrales et le Languedoc. La sécheresse des sols est inédite avec fin juillet des niveaux jamais observés sur toute la moitié sud du pays.

La pousse de l'herbe se dégrade de façon importante jusqu'à fin août. Malgré un timide redémarrage de la pousse en septembre avec l'arrivée de quelques précipitations et surtout de températures moins

chaudes, la production estivale est inférieure de presque 60 % à la normale saisonnière. À la fin de l'été, la production d'herbe cumulée depuis le début de la campagne accuse un déficit d'un tiers par rapport à la normale. Le déficit dépasse les 40 % dans les Hauts-de-France, le Grand-Est, en Occitanie et en Paca.

La chaleur persiste en automne

Le début de l'automne reste marqué par des températures élevées, en particulier durant la seconde quinzaine d'octobre. Octobre est le mois le plus chaud jamais observé. La sécheresse s'atténue sur la moitié Nord, mais le déficit pluviométrique s'accroît sur le Sud-Ouest et près de la Méditerranée.

Ces conditions météorologiques permettent toutefois une bonne

reprise de la pousse de l'herbe au niveau national, notamment dans le quart Nord-Est du pays et près des massifs de l'Est. Cette reprise est par contre insuffisante pour combler le déficit estival. En cumul sur les 10 premiers mois de l'année, la production d'herbe est déficitaire de 27 % par rapport à celle de référence au niveau national (moyenne 1989-2018). Les régions les plus affectées sont Paca avec un déficit proche de 45 %, mais également les Hauts-de-France et l'Occitanie avec 40 % de déficit. En Bourgogne-Franche-Comté et Centre-Val de Loire, les pertes sont plus limitées, comprises entre 15 et 20 % en général. Dans les autres régions, la production est souvent inférieure de 30 % à 40 % à la normale. La majorité des régions fourragères ont un déficit supérieur à 30 %, une sur cinq dépasse les 40 %.

Annexe - Météorologie

Températures et précipitations en 2022

	Température moyenne (°C)	Température moy. annuelle 1991-2020 (°C)	Précipitations (mm)	Précipitations moy. annuelle 1991-2020 (mm)
Janvier	5,4	5,8	31,8	61,1
Février	8,4	6,3	31,1	49,8
Mars	9,8	9,2	33,6	51,7
Avril	11,8	11,9	47,1	59,8
Mai	17,8	15,6	22,9	64,5
Juin	21,5	19,1	73,8	55,0
Juillet	23,4	21,4	7,6	47,6
Août	23,8	21,4	37,0	51,4
Septembre	18,6	17,9	71,5	65,7
Octobre	17,4	14,1	48,6	79,3

Source : Météo-France

Températures par bassin en 2022 (écarts aux normales 1991-2020, en °C)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	- 0,1	0,0	0,1	- 1,0	- 1,1	- 0,2	0,0
Février	1,7	2,2	2,6	2,1	1,9	2,1	1,4
Mars	1,4	1,0	0,8	0,7	1,1	- 0,4	- 0,4
Avril	0,6	- 0,1	- 0,4	- 0,3	0,0	0,1	- 0,5
Mai	1,6	1,8	2,3	2,7	2,9	2,3	1,8
Juin	1,3	1,6	2,4	2,7	2,2	3,1	3,5
Juillet	2,0	1,4	1,8	1,6	2,5	2,8	2,3
Août	2,6	2,6	2,7	2,3	3,4	2,2	1,6
Septembre	0,6	0,3	0,2	0,4	1,2	0,9	1,5
Octobre	2,9	3,3	4,0	4,0	4,3	2,8	2,0

Source : Météo- France

Précipitations par bassin en 2022 (écarts aux normales 1991-2020, en mm)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	- 37	- 13	- 20	- 25	- 32	- 48	- 30
Février	- 28	- 18	- 5	- 13	- 17	- 22	- 28
Mars	- 25	- 31	- 30	- 23	- 3	- 1	- 14
Avril	- 22	- 16	14	- 38	- 10	- 33	16
Mai	- 34	- 36	- 52	- 60	- 59	- 39	- 11
Juin	14	36	12	73	34	- 19	- 19
Juillet	- 39	- 49	- 59	- 61	- 44	- 19	- 8
Août	- 25	- 45	- 25	- 4	- 35	8	26
Septembre	6	25	16	- 6	- 8	18	- 10
Octobre	- 31	- 11	- 2	- 20	- 42	- 49	- 59

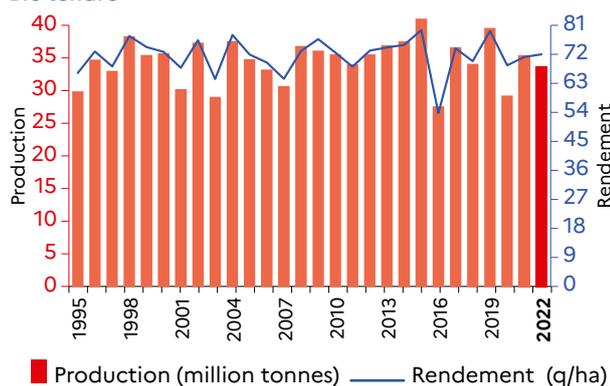
Source : Météo-France

Céréales

En 2022, la récolte céréalière de la France baisserait par rapport à 2021. La production s'établirait à 60,5 Mt, contre 67,7 Mt en 2021 et 65,5 Mt en moyenne sur la période 2017-2021. Le recul s'explique par le repli général des surfaces et un épisode de sécheresse exceptionnel qui a réduit les rendements de la plupart des céréales, à l'exception du blé tendre. Après l'envolée des cours provoquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022, les cours mondiaux se détendent légèrement en début de campagne 2022-2023, dans un contexte d'amélioration des échanges en provenance de la mer Noire et de rebond de certaines productions comme le blé et l'orge.

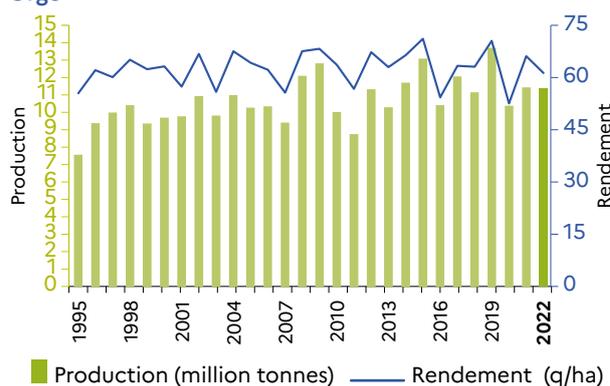
Principaux indicateurs

Graphique 1
Blé tendre



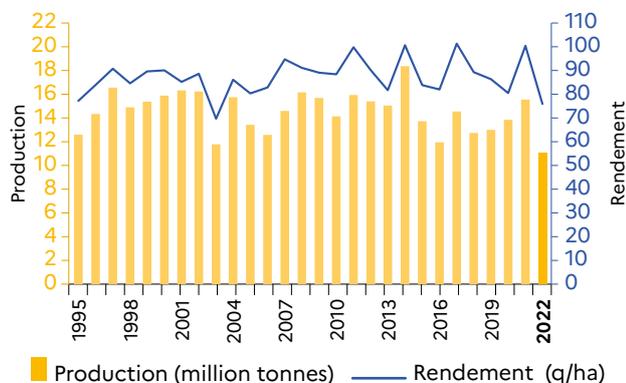
Source : Agreste

Graphique 2
Orge



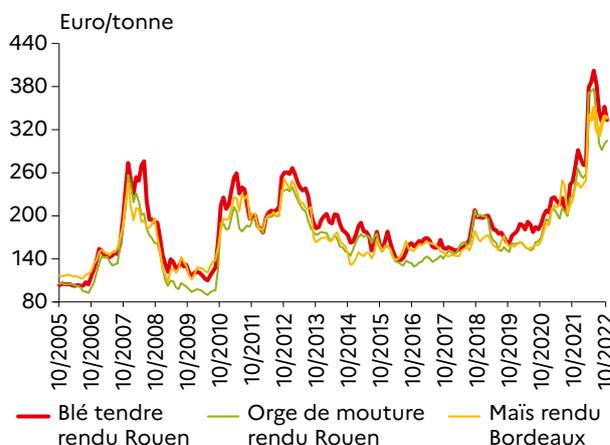
Source : Agreste

Graphique 3
Maïs



Source : Agreste

Graphique 4
Cours



Source : La Dépêche

En 2022, repli de la production céréalière

En France, en 2022, les surfaces céréalières baissent de 3,9 % sur un an, à 8,96 millions d'hectares (Mha). Les conditions météorologiques défavorables (sécheresse intense, chaleur, déficit hydrique) qui ont

prévalu sur le territoire ont en outre impacté les rendements (encadré 1). Le rendement, toutes céréales, serait de 67,6 quintaux par hectare (q/ha), contre 72,6 q/ha en 2021 et 71,2 q/ha pour la moyenne quinquennale. La récolte céréalière, estimée à 60,5 millions de tonnes (Mt), se replierait ainsi de 7,1 Mt par rapport à 2021.

Blé tendre : baisse des récoltes sous l'effet d'un repli des surfaces

La récolte de blé tendre est estimée à 33,7 Mt, en baisse par rapport à 2021 (35,4 Mt) mais également par rapport à la moyenne quinquennale (34,9 Mt) (graphique 1 – annexe Céréales). Le recul de la

production s'explique par le recul des surfaces (- 6,0 %) de blé d'hiver comme de blé de printemps, les rendements ayant progressé de 1,1 %, à 71,8 q/ha. Les surfaces régressent de façon différenciée selon la région de production (1,5 % en Bretagne, 7,4 % en Île-de-France et 8,8 % en Champagne-Ardenne). Malgré les craintes dues à la météo et notamment les orages en fin de cycle, la qualité des grains est globalement au rendez-vous.

Blé dur : nette baisse de la récolte sous l'effet conjugué du recul de la sole et du rendement

En 2022, la récolte française de blé dur est attendue à 1,3 Mt, en retrait de 15,7 % par rapport à celle de 2021 et de 20,0 % par rapport à la moyenne quinquennale (1,7 Mt). La baisse s'explique par le recul combiné de la sole (14,4 % sur un an et 16,9 % par rapport à la moyenne) et des rendements (53,3 q/ha en 2022 après 54,1 q/ha en 2021). En région Centre, principale zone de production, le rendement augmente (+ 9,3 %) mais sous l'effet d'un repli des surfaces (- 16,9 %), la production baisserait de 9,2 %, à 486 Kt.

Orges : léger recul de la production, lié à la baisse des rendements

En 2022, la récolte d'orges est estimée à 11,4 Mt, en baisse de 0,6 % par rapport à 2021 et de 3,2 % par rapport à la moyenne sur cinq ans (*graphique 2*). Alors que la sole en orges progresse (+ 7,2 % à 1,86 Mha), le rendement moyen fléchit pour s'établir à 61,4 q/ha. Il baisserait de 7,2 % sur un an et de 2,7 % par rapport à la moyenne 2017-21. Les rendements diminueraient pour les variétés d'hiver (- 4,1 %, à 65,7 q/ha) et, plus encore, pour celles de printemps (- 15,2 %, à 51,7 q/ha) sous l'effet du manque d'eau en mai et juin. La récolte d'orges de printemps serait de 2,9 Mt, en recul de 9,2 % par rapport à 2021 et de 16,6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Encadré 1

Bilan de la campagne culturale : des conditions climatiques extrêmes pour les cultures de printemps

Après un début d'année sec, le manque de pluie s'est poursuivi au printemps, doublé de températures anormalement élevées qui ont généré un stress hydrique pour les cultures. Ces conditions climatiques exceptionnelles ont tout particulièrement touché les cultures de printemps (orge, maïs, sorgho) générant une disparité

inédite des rendements. Elles ont toutefois permis de limiter la pression parasitaire et de débiter les récoltes précocement. La qualité des grains serait globalement au rendez-vous malgré le stress thermique rencontré au moment du remplissage des grains de certaines céréales, comme le blé ou l'orge, et les orages intervenus en fin de cycle.

Maïs : chute de la production du fait de la faiblesse des rendements

En 2022, la récolte de maïs (y compris maïs humide) est estimée à 11,0 Mt (dont 1,0 Mt pour le maïs humide), après 15,5 Mt en 2021, soit un volume en baisse de 29,2 % sur un an et de 21,0 % par rapport à la moyenne 2017-21 (*graphique 3*). La sole se contracte (- 6,5 %, à 1,45 Mha), et surtout les rendements (- 24,3 %, à 75,9 q/ha), la chaleur estivale et le manque de précipitations ayant conduit à leur nette détérioration. Ces niveaux de rendement sont à comparer aux 100,3 q/ha de 2021, proches des records de 2017 (101,2 q/ha) et en 2014 (100,5 q/ha). En 2022, le rendement du maïs irrigué (101,8 q/ha) est inférieur de 8,1 % à la moyenne quinquennale. Celui du maïs non irrigué (67,4 q/ha) chute de 19,7 % sur cinq ans. En Aquitaine, principale zone de production, la surface se réduit de 3,9 % et les rendements de 30,9 %, à 72,5 q/ha (après 105,0 q/ha en 2021).

Autres céréales : la plus faible récolte de sorgho depuis 2008

En 2022, sous l'effet conjugué de la baisse des surfaces (- 24,2 %) et des rendements (- 21,4 %), la production de sorgho baisse de 40,5 %, à 232 Kt, la plus faible production depuis 2008.

Moins de céréales produites dans le monde en 2022-23

En 2022-23, la production mondiale de céréales baisserait (- 33,8 Mt sur un an), s'établissant à 2,26 milliards de

tonnes, selon le Conseil international des céréales (CIC). Les hausses des récoltes de blé (+ 10,3 Mt) et d'orges (+ 4,8 Mt) ne suffiraient pas à compenser le recul de la production de maïs (- 4,2 %, soit - 51,3 Mt). Les États-Unis, 1^{er} producteur mondial, et l'Ukraine sont les principaux contributeurs à cette baisse des récoltes de maïs. Aux États-Unis, en raison d'une baisse des surfaces (au profit du soja notamment) et d'un temps excessivement sec sur la Corn Belt, la production de maïs devrait s'établir à 353,0 Mt, en repli de 30,0 Mt et de 11,6 Mt par rapport à la moyenne quinquennale.

Dans la région de la mer Noire, la Russie engrangerait une production exceptionnelle de céréales, estimée à 139,2 Mt (+ 25,6 Mt), dont un record de 95,4 Mt (+ 20,4 Mt) pour le blé et de 22,1 Mt pour l'orge (+ 4,5 Mt). En Ukraine, où les semis ont été entravés par le conflit avec la Russie, la production se contracterait de près de 28 Mt : - 12,2 Mt pour le maïs, à 29,9 Mt, - 11,6 Mt pour le blé, à 21,5 Mt, et - 3,5 Mt pour l'orge, à 6,5 Mt.

Après avoir atteint des volumes record en 2021-22 (196,7 Mt) les exportations mondiales de blé sont estimées à 192,3 Mt en 2022-23, en baisse de près de 2 %, mais en hausse par rapport à la moyenne quinquennale (+ 4,9 %). Les exportations de la Russie devraient s'accroître de 10,6 %, atteignant même un record (36,5 Mt), tandis que celles de l'Ukraine se replieraient de 31,2 %, à 13,0 Mt.

Encadré 2

Conséquences sur le marché des céréales du déclenchement du conflit en Ukraine le 24 février 2022

Le conflit déclenché par la Russie en Ukraine perturbe fortement les flux d'échanges mondiaux de céréales et d'oléagineux en seconde partie de campagne 2021-22. La Russie, premier exportateur mondial de blé, et l'Ukraine (4^e exportateur mondial de maïs, 5^e en blé, 3^e en orge avant le conflit), sont des puissances agricoles de premier plan.

Du fait de l'arrêt de la circulation maritime en mer Noire, les exportations ukrainiennes sont complètement interrompues dans un premier temps. En Russie, les expéditions de céréales ne sont pas directement sous sanctions internationales mais sont freinées par les sanctions financières et notamment par l'exclusion partielle d'un certain nombre de banques russes du système de transactions financières internationales SWIFT. Par ailleurs, la flambée des primes d'assurance des navires se révèle être un frein

à l'activité maritime pour la Russie.

L'envolée des cours générée par le conflit fait peser le risque de crises alimentaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, très dépendants des céréales ukrainiennes. Craignant une flambée des prix alimentaires, un certain nombre de pays interdisent ou limitent leurs exportations de céréales et d'oléagineux.

Le 22 juillet 2022, l'Ukraine et la Russie ont signé un accord entré en vigueur le 1^{er} août et garantissant le transport sécurisé des céréales, des oléagineux, ainsi que des engrais en mer Noire. La signature de cet accord contribue à une certaine détente des cours mondiaux de céréales, et ce malgré une offre mondiale anticipée en baisse par rapport à l'an dernier. Cet accord demeure cependant très fragile. La Russie l'a suspendu le 29 octobre et réintégré le 2 novembre.

à la suite de la guerre en Ukraine (graphiques 4 et 5 - encadré 2). En France, le cours du blé rendu Rouen augmente de 73,8 % entre le 30 juin 2021 (200,5 €/t) et le 29 juin 2022 (348,5 €/t).

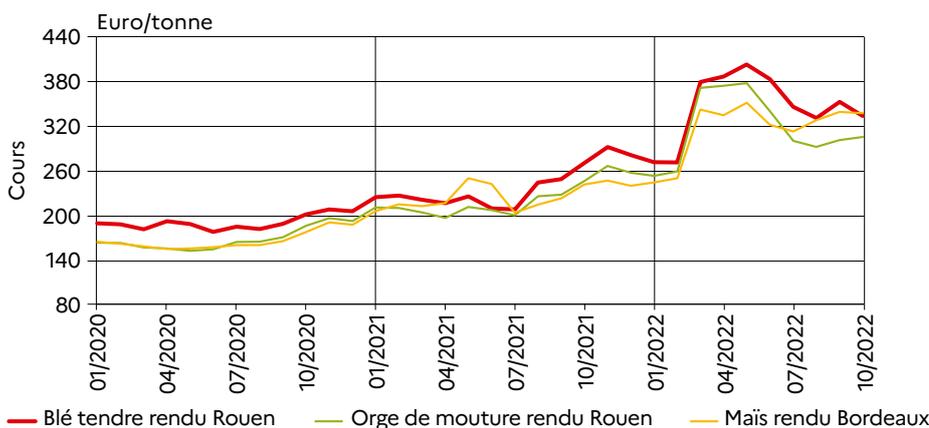
Le début de la campagne 2022-23 est marqué par une certaine détente des prix. De juillet à octobre 2022, la baisse sur un an est de 0,4 % en moyenne pour le blé russe, 7,2 % pour le blé ukrainien et 2,0 % pour le Soft Red Winter nord-américain. Le bilan mondial est anticipé comme peu tendu dans un contexte de reprise des échanges de céréales ukrainiennes à la suite de l'ouverture d'un corridor en mer Noire. Les utilisations de blé tendre sont attendues en hausse de 0,4 %, en lien avec la croissance démographique. Les stocks devraient croître de 2,8 %. En revanche, en France, sur les quatre premiers mois de la nouvelle campagne (de juillet à octobre), les prix du blé tendre rendu Rouen continuent de progresser en euros (+ 40,4 % par rapport à la même période de la campagne précédente), s'établissant à 340,5 €/t.

Blé dur : des prix à des niveaux sans précédent

Au Canada (premier exportateur mondial de blé dur), sur la campagne 2021-22, le prix de la référence CWAD Fob Saint-Laurent s'accroît de 89,3 % sur un an, à 625,7 \$/t sous l'effet d'une nette baisse de l'offre, en lien avec la chute des récoltes laminées par le dôme de chaleur de l'été 2021. En 2022-23, les prix refluent (- 23,2 % par rapport à 2021-22), tout en restant nettement supérieurs à ceux de 2020-21 (+ 54,6 %).

En France, sur la campagne 2021-22, les cours du blé dur, départ Eure-et-Loir, augmentent de 51,9 % sur un an, atteignant un pic en juin 2022, à 496,7 €/t. Il faut remonter à la campagne 2008-09 pour trouver des niveaux de prix aussi élevés (312,5 €/t en moyenne). En juillet 2022, à l'ouverture de la campagne 2022-23 (juillet 2022-juin 2023), les prix restent élevés, à 441,7 €/t,

Graphique 5
Envolée des cours suite au conflit en Ukraine



Source : La Dépêche

Blé tendre : accélération des cours début 2022, à des plus hauts historiques

Amorcée en début de campagne 2021-22 (juillet 2021-janvier 2022)

dans un contexte d'offre moins favorable, de forte demande et de limitation des exportations de la Russie, la hausse des cours mondiaux du blé tendre s'amplifie en seconde partie de campagne,

et progressent en octobre, à 467,5 €/t.

Orges : une hausse des cours aussi marquée que pour le blé tendre

Sur la campagne 2021-22, dans un contexte de tensions sur le marché mondial de l'affouragement générées par le conflit en Ukraine, et de forte demande malgré la baisse des achats des deux principaux importateurs d'orge fourragère (Chine, Arabie saoudite), les prix atteignent des niveaux inédits. Sur l'ensemble de la campagne, les cours de l'orge fourragère, rendu Rouen, augmentent de 47 % à près de 283 €/t en moyenne, enregistrant un pic à 377,4 €/t en mai 2022, le précédent record datant d'octobre 2008, à 256 €/t.

Sur les quatre premiers mois de la campagne 2022-23, la hausse des prix se poursuit en France (+ 33,3 % en moyenne sur un an, à 299,4 €/t). Dans l'UE, les utilisations sont estimées en hausse (+ 3,9 %), en raison d'une plus forte incorporation d'orges dans les rations animales liée à la faiblesse des disponibilités en maïs et à son prix élevé. Au niveau mondial, les prix de l'origine mer Noire, qui ont atteint 425 \$/t entre le 14 et le 28 mars 2022, se replient (- 24,7 % sur un an, à 290 \$/t) tout comme le prix de l'orge fourragère en provenance d'Australie (- 18,3 % à 311,2 \$/t).

Maïs : poursuite de la hausse des cours

À la différence du blé et de l'orge, la hausse des prix observée sur la

campagne 2021-22 (+ 35 % sur un an) s'amplifie sur les premiers mois de la nouvelle campagne 2022-23 : en septembre 2022, les cours du maïs rendu Bordeaux augmentent de 52,1 % sur un an, à 338,8 €/t. Cette hausse reflète les tensions sur le marché mondial suite aux perspectives de récoltes à la baisse aux États-Unis, mais aussi en France.

Les utilisations mondiales sont prévues en baisse, en raison de moindres besoins en aliments pour animaux, alors que les utilisations chinoises sont dans le même temps prévues en hausse. L'Union européenne devrait se placer au 1^{er} rang des importateurs mondiaux de maïs, devant la Chine qui devrait poursuivre sa politique de déstockage afin de pourvoir à la demande intérieure.

Annexe - Céréales

Productions nationales 2021 et 2022

	Récolte 2021 (1)			Récolte 2022 (2)			Variation production	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	22/21 (%)	22/MOY(c*) (%)
CÉRÉALES (a)	9 326	72,6	67 668	8 962	67,6	60 546	-10,5	-7,6
CÉRÉALES D'HIVER	7 089	66,7	47 251	6 629	68,3	45 305	-4,1	-2,7
CÉRÉALES DE PRINTEMPS	2 238	91,3	20 418	2 333	65,3	15 241	-25,4	-19,6
Blé tendre	4 983	71,0	35 396	4 686	71,8	33 664	-4,9	-3,7
hiver	4 960	71,1	35 250	4 665	71,9	33 532	-4,9	-3,7
printemps	22	66,2	146	21	62,7	132	-9,5	-4,6
Blé dur	294	54,1	1 593	252	53,3	1 344	-15,7	-20,0
hiver	285	54,3	1 548	244	53,4	1 303	-15,8	-19,1
printemps	9	50,7	45	8	52,2	40	-10,9	-42,2
Orge, escourgeon	1 730	66,2	11 455	1 855	61,4	11 388	-0,6	-3,2
hiver	1 199	68,5	8 215	1 286	65,7	8 447	+2,8	+2,5
printemps	531	61,0	3 239	568	51,7	2 940	-9,2	-16,6
Avoine	107	45,3	486	96	39,5	381	-21,5	-15,3
hiver	61	46,3	283	54	40,6	219	-22,5	-16,2
printemps	46	44,0	203	42	38,2	162	-20,1	-14,1
Seigle	43	45,5	197	41	39,0	159	-19,2	+15,6
Triticale	339	51,9	1 757	339	48,5	1 644	-6,4	+8,6
Autres (pures et mélanges)	201	39,4	792	181	37,2	674	-14,8	+2,8
Riz	12	53,1	64	12	52,3	60	-5,6	-22,1
Céréales à paille	7 709	67,1	51 739	7 462	66,1	49 314	-4,7	-3,7
Maïs (a)	1 549	100,3	15 539	1 449	75,9	10 999	-29,2	-21,0
grain	1 461	104,1	15 202	1 361	78,9	10 738	-29,4	-21,4
irrigué	459	117,3	5 380	418	101,8	4 259	-20,8	-25,3
non irrigué	882	98,4	8 682	814	67,4	5 485	-36,8	-20,6
semences	88	38,1	337	88	29,7	261	-22,5	-0,8
Sorgho grain	68	57,3	391	52	45,0	232	-40,5	-38,9
Maïs fourrage (b)	1 241	142,1	17 638	1 272	107,9	13 733	-22,1	-20,0

Source : Agreste

(1) Statistique agricole annuelle

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2022

Note : les cases grisées indiquent les hausses de production

(a) y c. maïs grain humide

(b) production matière sèche

(c) moyenne 2017-2021

Productions régionales (1000 t)

Régions	Blé tendre				Blé dur				Orges				Maïs (a)			
	Moy 2017-2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)	Moy 2017-2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)	Moy 2017-2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)	Moy 2017-2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)
31 - Nord-Pas-de-Calais	2 553	2 334	2 692	+15,3	3	2	3	+25,0	363	325	369	+13,7	203	366	235	-35,9
22 - Picardie	4 510	4 464	4 532	+1,5	2	4	2	-30,3	883	814	881	+8,3	353	505	350	-30,6
21 - Champagne-Ardenne	3 203	3 348	3 177	-5,1	2	3	4	+36,0	1 904	1 880	1 837	-2,3	326	407	269	-33,8
23 - Haute-Normandie	2 233	2 186	2 322	+6,2	3	5	4	-28,2	459	479	548	+14,5	72	82	97	+18,1
25 - Basse-Normandie	1 487	1 459	1 563	+7,2	2	4	2	-37,2	392	408	462	+13,3	200	261	252	-3,6
41 - Lorraine	1 658	1 755	1 490	-15,1	0	0	1	...	910	913	884	-3,1	131	196	87	-55,5
42 - Alsace	372	372	361	-3,0	1	5	2	-52,4	39	40	37	-7,4	1 334	1 314	1 199	-8,7
11 - Île-de-France	1 752	1 817	1 732	-4,7	23	31	27	-12,1	658	634	635	+0,1	378	473	349	-26,1
26 - Bourgogne	2 009	2 033	1 765	-13,2	6	7	3	-52,6	1 121	1 089	957	-12,1	385	432	320	-25,9
24 - Centre	4 430	4 612	4 104	-11,0	532	535	486	-9,2	1 978	1 975	1 930	-2,3	1 197	1 275	961	-24,6
53 - Bretagne	2 108	2 148	2 206	+2,7	2	3	2	-35,9	667	622	628	+1,0	1 331	1 462	1 349	-7,7
43 - Franche-Comté	430	407	422	+3,5	1	1	1	-46,6	193	175	206	+17,5	183	211	164	-22,3
52 - Pays de la Loire	2 528	2 687	2 572	-4,3	170	161	150	-7,0	471	484	512	+5,8	1 186	1 497	749	-50,0
54 - Poitou-Charentes	2 335	2 388	1 946	-18,5	248	219	156	-28,7	657	580	565	-2,5	1 280	1 306	788	-39,6
83 - Auvergne	607	615	484	-21,4	2	1	1	-1,7	139	138	113	-18,2	312	361	311	-14,0
74 - Limousin	138	138	134	-3,1	1	1	1	-31,2	62	60	54	-9,4	47	56	38	-32,1
82 - Rhône-Alpes	665	730	594	-18,6	55	59	53	-10,0	230	223	204	-8,8	899	1 000	654	-34,5
72 - Aquitaine	543	518	460	-11,3	11	9	5	-39,6	101	96	103	+7,3	2 759	2 884	1 913	-33,7
73 - Midi-Pyrénées	1 291	1 267	1 013	-20,0	338	286	229	-19,8	438	409	372	-9,0	1 303	1 403	872	-37,9
93 - Provence-Alpes-Côte d'Azur	32	45	35	-21,3	103	110	85	-22,4	47	53	43	-18,5	24	24	21	-12,2
91 - Languedoc-Roussillon	61	71	58	-18,2	176	148	126	-15,0	54	56	45	-19,4	19	21	15	-27,9
France	34 946	35 396	33 664	-4,9	1 680	1 593	1 344	-15,7	11 767	11 455	11 388	-0,6	13 927	15 539	10 999	-29,2

Source : Agreste

(1) Statistique agricole annuelle

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2021 - Agreste

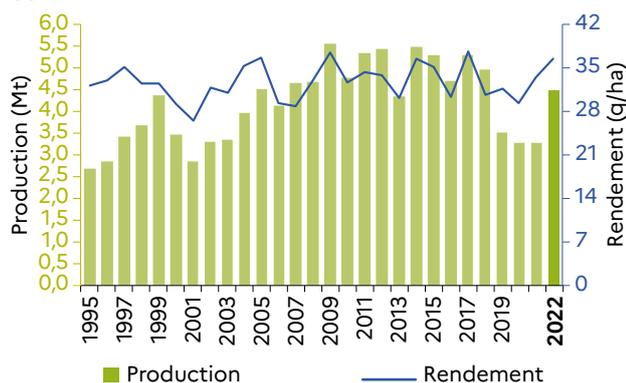
(a) y c. maïs grain humide et semences

Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves

En 2022, la production française d'oléagineux serait en nette progression (+ 18,2 %) sous l'impulsion de la forte hausse de la sole (+ 22,8 %) et malgré la baisse des rendements (- 3,7 %). La production de colza rebondirait (+ 36,3 %). *A contrario*, la récolte de tournesol se replierait (- 4,4 %) tout comme celle de soja (- 11,4 %). Déjà élevés fin 2021, les prix des oléagineux atteignent des niveaux inégalés à la suite du déclenchement du conflit en Ukraine. La récolte de betteraves se contracterait (- 7,1 %) sous l'effet d'une baisse des rendements. Les prix de la pomme de terre sont tirés par la baisse de la production (- 9 %).

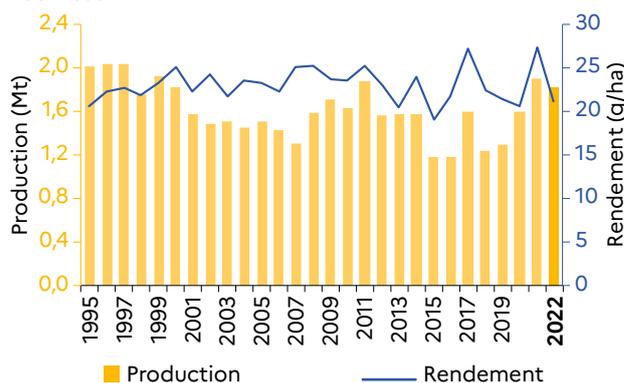
Principaux indicateurs

Graphique 1
Colza



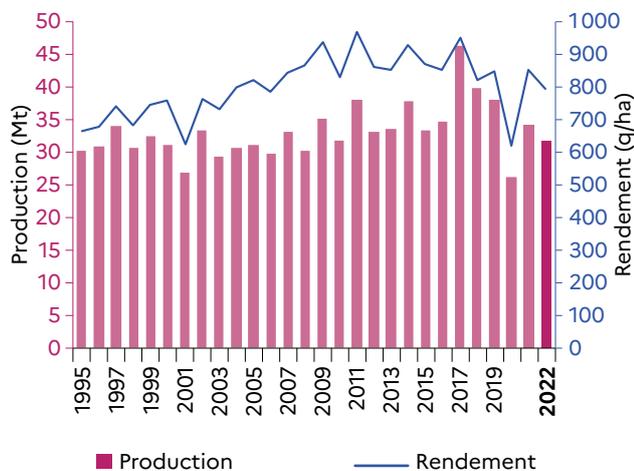
Source : Agreste

Graphique 2
Tournesol



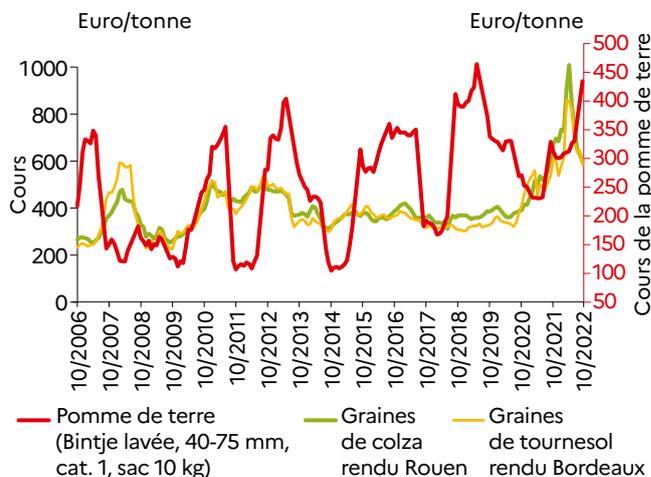
Source : Agreste

Graphique 3
Betterave



Source : Agreste

Graphique 4
Cours



Source : La Dépêche

En 2022, forte hausse de la production française d'oléagineux

En 2022, la récolte française d'oléagineux s'établirait à 6,8 millions de tonnes (Mt), en nette hausse par rapport à 2021 (+ 18,2 %) et par rapport à la moyenne quinquennale (+ 11,3 %) (annexe Oléoprotéagineux).

Ce rebond est imputable à la production de colza.

En 2022, la récolte de **colza** est estimée à 4,5 Mt, en hausse de 36,3 % par rapport à 2021 et de 10,3 % par rapport à la moyenne 2017-21, soit la plus importante depuis 2018. La plupart des grands bassins de production (Centre : + 22,7 %,

Champagne-Ardenne : + 119,8 %) sont concernés par la hausse. Sur des surfaces en rebond (+ 25,1 %), le rendement est estimé à 36,7 quintaux par hectare (q/ha) (graphique 1), soit + 8,9 % sur un an. La hausse des rendements est particulièrement marquée en Champagne-Ardenne (+ 41,4 %), Nord-Pas-de-Calais (+ 39,4 %) et Picardie (+ 33,5 %).

En revanche, la production de **tournesol** diminuerait de 4,4 %, la croissance des surfaces (+ 23,0 %), à leur plus haut niveau depuis 1997 (0,86 million d'hectares), n'ayant pas compensé la forte réduction du rendement (- 22,3 %), estimé à 21,3 q/ha (*graphique 2*), du fait de conditions météorologiques défavorables (*encadré*). Dans la région Midi-Pyrénées, premier bassin de production, le rendement diminue fortement : - 31,5 % sur un an, et - 21,2 % par rapport à la moyenne 2017-21. Les reculs sont également importants en Poitou-Charentes (respectivement - 23,7 % et - 12,8 %), dans le Centre (- 17,1 % et - 5,4 %) ainsi qu'en Aquitaine (- 18,2 % et - 10,4 %).

En soja, le constat est le même que pour le tournesol : hausse des surfaces (+ 17,6 %) et recul des rendements (- 24,7 %) et de la production (- 11,4 % à 0,4 Mt). Le rendement national est estimé à 21,4 q/ha, en baisse de 7,0 q/ha sur un an et de 4,6 q/ha par rapport à la moyenne sur cinq ans. Il se contracte notamment de 30,5 % en Midi-Pyrénées où les surfaces sont les plus importantes.

En 2022, baisse des récoltes de protéagineux malgré la légère hausse des rendements

La récolte 2022 de graines protéagineuses est estimée à 0,7 Mt, en baisse de 21,3 % sur un an, la légère progression des rendements (+ 0,8 % sur un an) n'ayant pas totalement compensé le fort recul des surfaces (- 21,9 % sur un an). Tous les protéagineux (féverole, pois pur et en mélange, lupin doux) contribuent au repli global.

Hausse de la production et de la consommation mondiales de graines oléagineuses

En 2022, la production mondiale de graines oléagineuses atteindrait un niveau record, à 646,6 Mt, contre 604,5 Mt en 2021-22 et 607,5 Mt en 2020-21, selon le département américain de l'agriculture (USDA). Cette forte hausse (+ 42 Mt) s'explique par une production mondiale de soja estimée à un niveau sans précédent (+ 35 Mt,

En 2022, une canicule et une sécheresse défavorables aux cultures de tournesol et de soja

Après un début d'année 2022 très sec, le manque de pluie se poursuit au printemps et s'accroît durant la période estivale. Les températures anormalement élevées ainsi

que la faible pluviométrie engendrent un stress hydrique pour les cultures réduisant les rendements des cultures de tournesol, de soja, de betteraves et de pommes de terre.

à 391 Mt), du fait d'une récolte record au Brésil (+ 25 Mt à 152 Mt, la moyenne quinquennale étant de 127 Mt). *A contrario*, la récolte américaine se replierait à 117,4 Mt (- 4,1 Mt). Elle demeurerait toutefois supérieure à la moyenne quinquennale (114,7 Mt).

La trituration des graines, destinée à la production d'huiles et de tourteaux, serait de nouveau en hausse, à 534,7 Mt (dont 329,4 Mt pour le soja), soit + 22,3 Mt sur un an. Elle est portée par la croissance de la demande (+ 8,3 Mt sur un an) en huiles végétales (palme, tournesol, soja), principalement en Chine, Indonésie et Malaisie, et en tourteaux (Chine, Inde, Thaïlande...). Les échanges mondiaux de graines atteindraient 197,2 Mt (+ 18,7 Mt), ceux de tourteaux 97,71 Mt (+ 1,8 Mt) et les huiles 87,9 Mt (+ 8,9 Mt). En fin de campagne 2022-23, les stocks mondiaux de graines se reconstitueraient à hauteur de 9 Mt, atteignant 120,6 Mt. Le ratio stock sur consommation s'établirait à 22,5 % (21,7 % en 2021-22).

Poursuite de l'envolée des cours mondiaux du soja sous l'effet d'une demande soutenue

Aux États-Unis, à la faveur d'une demande locale et internationale très soutenue et accentuée par les tensions sur le marché des aliments pour animaux à la suite du déclenchement du conflit en Ukraine en février 2022, les prix du soja se hissent à des niveaux historiquement élevés, au plus haut le 9 juin 2022, à 703,2 \$/t. Les prix brésiliens et argentins suivent la même tendance. Malgré une orientation baissière entre juillet et septembre 2022, les prix mondiaux du soja restent

supérieurs de 33,6 % à ceux de 2021 sur la même période, et de 91,4 % à ceux de 2020. Compte tenu des niveaux de production attendus, les exportations sont estimées en hausse pour le Brésil (+ 10 Mt) et pour l'Argentine (+ 4,2 Mt). En revanche, celles des États-Unis diminueraient (- 3 Mt). À l'importation, la Chine, principal acteur sur ce marché, afficherait un recul de 8 Mt, à 98 Mt.

Les cours du colza se hissent à des niveaux inégalés

Sous l'effet d'une nette hausse des surfaces (+ 5,9 % à 40,03 Mha), la production mondiale de colza rebondirait au niveau record de 83,8 Mt (+ 10,8 Mt), largement au-dessus de la moyenne quinquennale (73,1 Mt). La production de canola canadien retrouverait un niveau moyen (+ 41,7 % sur un an, à 19,5 Mt) tandis que la récolte en Russie atteindrait un nouveau record (+ 40,5 % à 2,2 Mt) lié à la hausse des surfaces (+ 35,6 %).

La production dans l'UE augmenterait de 11,4 % sur un an, à 19,2 Mt et de 10,3 % par rapport à la moyenne quinquennale. Elle resterait cependant insuffisante pour couvrir les besoins communautaires, en hausse, à 24,7 Mt. Bien qu'en baisse pour la troisième année consécutive, à 5,5 Mt, l'UE demeurerait le 1^{er} importateur mondial en 2022-23 en raison d'une demande soutenue en alimentation humaine et animale, et pour les usages industriels. Tout en augmentant sur un an (+ 4,2 %), les stocks européens de fin de campagne 2022-23 resteraient à un niveau extrêmement bas (0,6 Mt).

Dans un contexte de tensions mondiale liées à une offre limitée par la baisse de la production

de canola au Canada en 2021 et exacerbées par le conflit en Ukraine, les prix du colza (*graphiques 4 et 5*) enregistrent des hausses inédites à partir de février 2022. L'envolée des cours s'étend rapidement à l'ensemble du complexe oléagineux (huiles, graines, tourteaux). Sur la campagne 2021-22, les prix du colza, rendu Rouen, progressent de 63,4 % en moyenne sur un an, à 725,3 €/t, atteignant leur plus haut niveau le 9 avril 2022, à 1 008 €/t.

En début de campagne 2022-23 (de juillet à octobre 2022), les prix se détendent mais restent supérieurs de 6,0 %, en moyenne, à ceux de 2021-22. Malgré des récoltes en rebond, le Canada, principal exportateur mondial, ne devrait pas retrouver ses capacités d'exportation d'avant 2021 (8 Mt en 2022-23, 5,3 Mt en 2021, 9,2 Mt en moyenne). En conséquence, ses stocks se reconstitueraient (+ 99,7 % à 2 Mt) après avoir atteint un niveau plancher en 2021.

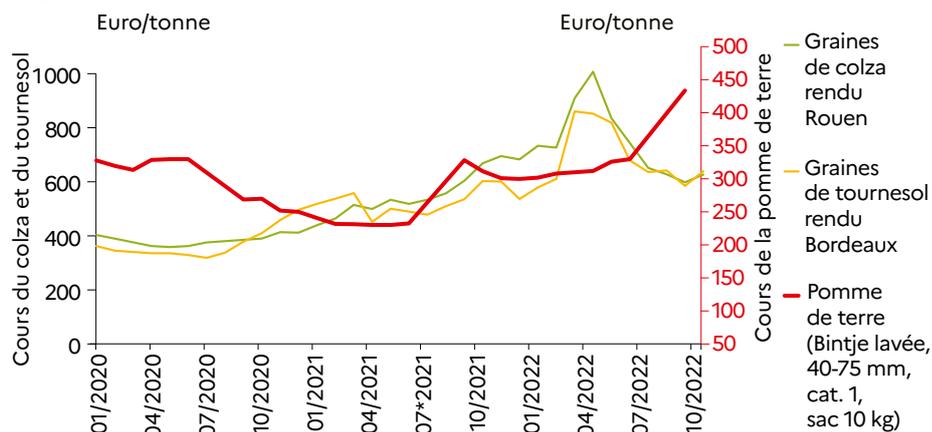
Tournesol : baisse des récoltes mondiales et fortes tensions sur les prix

Sur la campagne 2022-23, la production mondiale de tournesol se replierait de 9 %, à 52 Mt (57 Mt en 2021-22) selon l'USDA, sous l'effet de la baisse des récoltes en Ukraine (- 7 Mt), premier exportateur avant le conflit, du fait de semis entravés par la guerre. *A contrario*, la production russe, autre grand pays producteur et exportateur, s'accroîtrait de 1,4 Mt, atteignant un record à 17 Mt. La récolte de l'UE est anticipée en recul de 1,3 Mt, à 9,1 Mt. Cette baisse se justifie par de moindres récoltes, en particulier en Roumanie (- 31,6 %, à 1,95 Mt) et en Hongrie (- 35 %, à 1,15 Mt). La consommation mondiale de graines de tournesol augmenterait de 2 % et les exportations de 24 % à 4,9 Mt, ce qui conduirait à une ponction dans les stocks mondiaux (- 10 %, à 6,8 Mt).

Amorcée en juillet 2020, la hausse des prix de la graine de tournesol s'amplifie fortement à partir de février 2022. Entre mars et juillet 2022, le cours du tournesol rendu Bordeaux s'accroît de 80 % pour

Graphique 5

Prix



Source : La Dépêche

atteindre le niveau historique de 862 €/t. La guerre en Ukraine entraîne le renchérissement de la plupart des matières premières, notamment énergétiques. Cette situation crée de fortes tensions sur le marché de l'huile de tournesol, l'Ukraine en étant le principal exportateur mondial (5,8 Mt en moyenne). En raison d'une capacité d'écrasement réduite limitant les exportations d'huiles en 2021-22, l'Ukraine a fortement développé celles de graines (multipliées par 8,5). Elles seraient de nouveau en hausse sur la campagne 2022-23 (+ 18,9 %, à 2 Mt).

Pois protéagineux : poursuite de la tendance haussière des cours

Dans le sillage des cours des céréales et des oléagineux, les prix du pois protéagineux augmentent fortement également lors de la campagne 2021-22 (+ 37 % sur un an). Dans la perspective d'une récolte française amputée de 160 000 t, à 393 000 t, les cours du pois (départ Marne) continuent de progresser, atteignant 382,7 €/t (en moyenne) sur les quatre premiers mois de la campagne 2022-23 (+ 32,9 % sur un an).

Sucre : le maintien de prix élevés à court terme mais une évolution incertaine sur le reste de la campagne avec le retour annoncé des excédents au niveau mondial

En France, les semis 2022 se sont déroulés dans des conditions

plutôt correctes malgré des terres difficiles à préparer à la suite d'un vent soutenu ayant desséché les sols en surface. Les surfaces 2022 sont stables par rapport à 2021 mais diminuent de 10,3 % par rapport à la moyenne quinquennale 2017-2021. Le bon développement des betteraves au printemps leur a permis de faire face jusqu'en juillet aux vagues de chaleur et aux déficits hydriques. L'aggravation de ces derniers en août a cependant remis en cause le potentiel de rendement espéré, surtout dans les sols peu profonds. Les pluies de septembre ont permis la reprise de la croissance mais ont limité la teneur en sucre des cultures. Avec 79,4 t/ha en moyenne nationale, le rendement présente de fortes disparités, entre régions et parcelles. Il serait inférieur de 7,1 % à celui de la récolte 2021 et de 3,7 % à la moyenne 2017-2021. La récolte betteravière reculerait donc à 31,9 Mt en 2022 (- 7,1 % par rapport à la production 2021 et - 13,6 % par rapport à la moyenne 2017-2021) (*annexe*).

Parallèlement, la production française de sucre diminuerait en 2022 par rapport à 2021 : elle devrait se situer aux alentours de 4,4 Mt pour le sucre de betterave, après 4,6 Mt en 2021, auxquels il faut ajouter 0,2 Mt de sucre de canne produit dans les DOM, selon les dernières estimations.

Après trois campagnes déficitaires, les perspectives d'un retour à un cycle excédentaire au niveau mondial pour la campagne 2022-2023 ne pèsent qu'à la marge sur les prix du sucre qui se stabilisent à un haut niveau en début de nouvelle campagne (*graphique 6*). Ces niveaux de prix élevés reposent sur trois facteurs principaux. En premier lieu, les faibles disponibilités à court terme, avec des stocks de report à leur plus bas niveau depuis cinq ans, et des incertitudes sur les récoltes de canne au Brésil. Ensuite, la hausse des cours du pétrole qui influent sur le prix de l'éthanol et donc sur l'allocation de la production de canne entre sucre et carburant vert, notamment au Brésil. Enfin, la flambée des prix de l'énergie, en impactant l'ensemble des coûts de production de la filière sucre aussi bien en amont qu'en aval (engrais, carburant pour le machinisme et le transport, gaz pour les chaudières des sucreries), contribue à la hausse des prix à court et moyen terme. À l'inverse, l'excédent de sucre attendu au niveau mondial pourrait être conséquent selon les analystes et repose uniquement sur des hausses de production en Asie (Thaïlande, Pakistan) et au Brésil, l'UE diminuant sa production du fait du recul des surfaces betteravières.

Dans ce contexte, les prix de la betterave payés aux agriculteurs sur la campagne 2022-23 enregistreront une hausse sur un an d'autant plus que la production est contractualisée en amont de la période d'arrachage des betteraves et du début de la campagne.

Pomme de terre : dans un contexte de hausse des coûts de production, le recul de la production tire les prix à la hausse

D'après les estimations du SSP, la production de pommes de terre de conservation et de demi-saison, qui représente plus des trois quarts de la production totale de pommes de terre, s'élèverait à 6 Mt en 2022 (*annexe*). Elle

Graphique 6

Les prix se stabilisent à un haut niveau en ce début de campagne 2022-23



Source : FranceAgriMer

diminuerait de 9,3 % par rapport à la production de 2021 et de 6,8 % par rapport à la moyenne 2017-2021. Cette évolution s'explique par la baisse des rendements (- 11,0 % par rapport à 2021 et - 9,7 % par rapport à la moyenne quinquennale), les surfaces ayant progressé (+ 2,0 % par rapport à 2021 et + 3,3 % par rapport à la moyenne 2017-2021). Alors que l'augmentation des prix liée au recul de la production en 2021 et la reprise de la demande de l'industrie de transformation, de retour à un niveau pré-Covid, ont été des facteurs incitant à l'accroissement des surfaces, les rendements ont souffert des conditions climatiques extrêmes de l'été (sécheresse, fortes chaleurs).

La récolte de pommes de terre de féculerie reculerait, quant à elle, de 23,8 % sur un an en premier lieu sous l'effet conjugué de la baisse des rendements et de celle des surfaces liée à une désaffectation de la part des producteurs, l'amidon de pomme de terre n'étant plus suffisamment valorisé.

La baisse de la récolte française de pommes de terre ne fait pas exception au sein de l'UE. Selon l'estimation provisoire du groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG) rassemblant les principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Pays-Bas,

Allemagne et Belgique), les récoltes s'établiraient entre 20 et 21 Mt, soit une baisse comprise entre 7,0 et 11,0 % par rapport à 2021, en lien avec de moindres rendements liés à un été chaud et sec dans la plupart de ces pays. Par ailleurs, le NEPG mentionne des problèmes de qualité : les vagues de chaleur de l'été ont entraîné des taux de matière sèche trop élevés, des problèmes de calibre, voire des levées de dormance dans certains cas.

Orientés à la hausse depuis septembre, les prix anticipent la baisse de l'offre pour la nouvelle campagne (*graphique 4*). Cependant, de nombreux producteurs ne pourront bénéficier de l'appréciation des prix puisqu'une grande partie de la production est contractualisée avant récolte. Des interrogations existent, en outre, sur la capacité à fournir les volumes contractualisés. Contrairement à 2018-2019 (dernière campagne avec une baisse de la production aussi marquée) où l'utilisation de pommes de terre en provenance d'autres parties de l'Europe (notamment polonaises) avait été largement répandue, le recours aux autres origines devrait être plus difficile en 2022-2023 du fait des baisses de production dans les autres pays européens (- 14,6 % en Pologne), alors que les besoins des transformateurs se sont accrus.

Annexe - Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves

Productions nationales 2021 et 2022

	Récolte 2021 (1)			Récolte 2022 (2)			Variation production	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	22/21 (%)	22/MOY(d) (%)
OLÉAGINEUX (a)	1 879	30,6	5 747	2 307	29,5	6 795	+ 18,2	+ 11,3
Colza	980	33,7	3 307	1 227	36,7	4 506	+ 36,3	+ 10,3
hiver	979	33,7	3 302	1 225	36,7	4 501	+ 36,3	+ 10,4
printemps	1	29,2	4	2	33,4	5	+ 29,4	- 10,8
Tournesol	698	27,4	1 913	859	21,3	1 829	- 4,4	+ 19,4
Soja	154	28,5	439	182	21,4	389	- 11,4	- 6,8
Autres oléagineux	46	19,2	88	40	18,0	71	- 19,5	- 0,2
PROTÉAGINEUX (a)	330	28,2	930	257	28,4	732	- 21,3	- 16,5
Féveroles (et fèves)	78	23,6	184	68	23,4	160	- 13,1	- 5,9
Pois protéagineux	245	29,8	731	184	30,5	561	- 23,2	- 19,3
- dont pois protéagineux purs	194	28,4	552	134	29,4	393	- 28,9	- 38,2
Lupin doux	7	22,6	15	5	20,7	11	- 28,8	- 1,7
BETTERAVES (b)	402	855,1	34 365	402	794,1	31 939	- 7,1	- 13,6
POMMES DE TERRE (c)	211	420,6	8 984	...	...	...	...	...
Plants	24	324,4	780	...	...	...	...	...
Féculerie	24	452,6	1 076	21	391,5	820	- 23,8	- 18,1
Primeurs/nouvelles	12	319,7	392	...	...	...	...	...
Conservation et demi-saison	151	439,0	6 641	154	390,5	6 025	- 9,3	- 6,8

Source : Agreste

(1) Statistique agricole annuelle

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2022

Note : les cases grisées indiquent les hausses de production.

(a) y c. semences

(b) non compris semences, données à 16 % de richesse en sucre

(c) dessus de plants inclus dans la production, non compris dans les surfaces et rendements

(d) moyenne 2017-2021

... Données non disponibles

Productions régionales (1 000 t)

Régions	Colza				Tournesol				Soja				Pois protéagineux (y compris mélanges)			
	Moy 2017- 2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)	Moy 2017- 2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)	Moy 2017- 2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)	Moy 2017- 2021 (1)	2021 (1)	2022 (2)	Évolution 2022/2021 (%)
31 - Nord-Pas-de-Calais	104	83	121	+ 46,6	0	0	1	+ 202,3	0	0	0	+ 166,4	7	6	6	+ 8,6
22 - Picardie	420	306	485	+ 58,5	7	18	29	+ 63,9	1	1	1	+ 29,3	77	73	67	- 7,8
21 - Champagne-Ardenne	455	194	427	+ 119,8	49	109	103	- 5,7	7	7	6	- 15,8	93	117	75	- 36,1
23 - Haute-Normandie	269	264	319	+ 20,5	1	2	5	+ 100,9	0	0	0	+ 38,9	21	16	16	- 2,3
25 - Basse-Normandie	171	169	196	+ 16,0	3	6	13	+ 108,3	0	1	0	- 44,4	33	26	29	+ 10,1
41 - Lorraine	256	97	252	+ 160,3	53	97	91	- 5,3	2	2	2	+ 26,7	33	31	15	- 52,3
42 - Alsace	24	26	29	+ 10,9	2	4	6	+ 69,2	20	18	23	+ 27,6	0	0	1	+ 81,8
11 - Île-de-France	225	191	267	+ 40,0	14	31	31	+ 2,7	5	6	5	- 5,0	40	45	43	- 5,8
26 - Bourgogne	322	199	267	+ 34,2	85	159	153	- 4,2	50	55	36	- 34,1	65	68	41	- 40,2
24 - Centre	791	774	950	+ 22,7	209	282	271	- 3,9	10	9	9	+ 3,4	91	87	62	- 29,4
53 - Bretagne	178	178	234	+ 32,0	1	2	4	+ 122,0	0	1	0	- 19,7	19	19	19	- 1,7
43 - Franche-Comté	93	73	76	+ 3,9	6	11	16	+ 41,9	30	29	28	- 2,9	2	1	1	- 3,0
52 - Pays de la Loire	241	237	290	+ 22,0	98	123	124	+ 1,0	2	2	3	+ 15,4	42	46	39	- 14,6
54 - Poitou-Charentes	277	322	326	+ 1,2	347	370	328	- 11,5	8	7	8	+ 16,3	98	98	70	- 28,6
83 - Auvergne	35	23	34	+ 51,3	34	46	63	+ 38,7	2	2	2	+ 52,7	6	6	4	- 30,9
74 - Limousin	10	8	13	+ 50,7	6	7	15	+ 116,6	0	0	0	+ 111,5	2	2	2	- 11,9
82 - Rhône-Alpes	75	63	72	+ 14,5	41	46	50	+ 8,8	42	36	42	+ 15,4	6	5	4	- 21,0
72 - Aquitaine	39	26	39	+ 53,6	147	145	151	+ 4,2	93	114	110	- 3,3	6	12	11	- 6,8
73 - Midi-Pyrénées	91	62	94	+ 51,9	375	402	341	- 15,2	141	144	106	- 26,1	45	63	52	- 17,3
93 - Provence-Alpes-Côte d'Azur	3	3	4	+ 20,4	13	9	9	- 4,2	2	1	2	+ 12,0	1	1	1	- 30,1
91 - Languedoc-Roussillon	7	9	11	+ 27,7	41	44	25	- 42,7	3	4	2	- 47,9	7	8	5	- 33,0
France	4 084	3 307	4 506	+ 36,3	1 531	1 913	1 829	- 4,4	418	439	389	- 11,4	696	731	561	- 23,2

Source : Agreste

(1) Statistique agricole annuelle

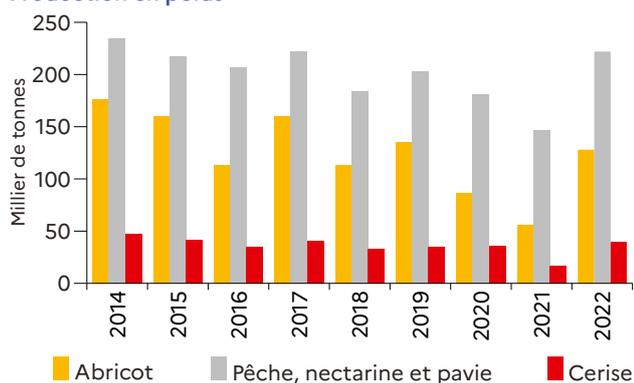
(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2022

Fruits

En 2022, les productions de fruits impactées par le gel printanier de 2021 se redressent en France et dans l'UE, hormis en Espagne. Les récoltes augmentent de 25 % pour la pêche-nectarine, font plus que doubler pour l'abricot, la poire et la cerise, et sont toutes nettement supérieures aux volumes moyens 2017-2021. La production de pommes est en hausse de 9 %. Grâce à la bonne tenue de la consommation intérieure favorisée par la météo, les prix à la production des fruits sont supérieurs à la moyenne quinquennale, sauf pour la cerise et la fraise, ce qui, combiné à la bonne tenue des récoltes, tire les chiffre d'affaires à la production à la hausse.

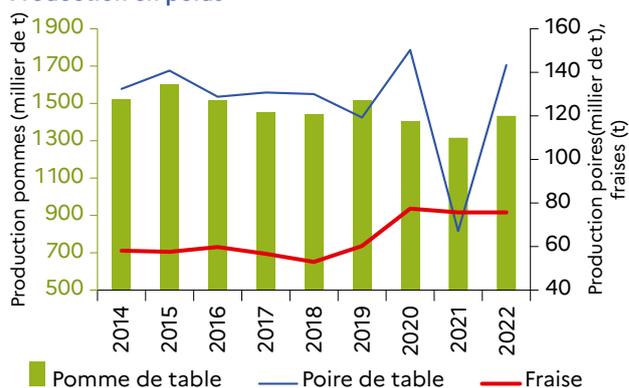
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids



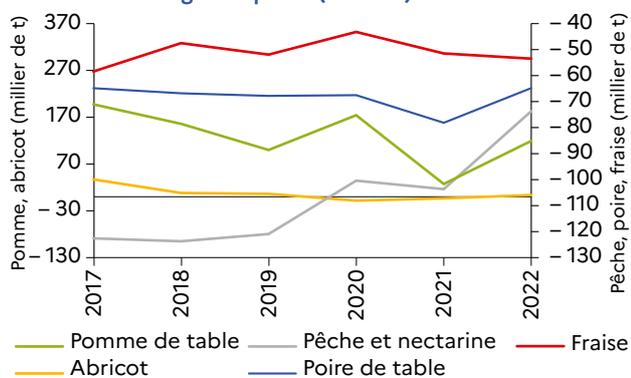
Source : Agreste

Graphique 2
Production en poids



Source : Agreste

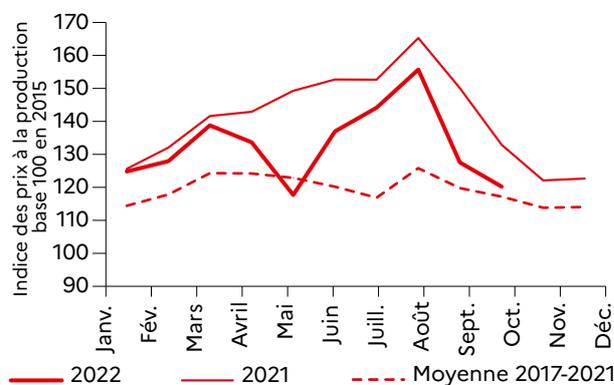
Graphique 3
Solde des échanges en poids (9 mois*)



Source : DGDDI

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 4
Prix des fruits frais



Sources : Agreste, Insee

En 2022, rebond des productions de fruits en France

En 2022, la production française de fruits, notamment d'été, se redresse, après un niveau historiquement bas en 2021 (graphique 1 – annexe Fruits).

Après deux années de faibles récoltes, et malgré la baisse des

surfaces, la récolte d'**abricots** de 2022 est estimée à 128 400 tonnes, soit plus du double de celle de l'an dernier, sévèrement amoindrie par un gel destructeur au printemps. La production dépasse également la moyenne des récoltes 2017-2021 (+ 16 %). La campagne s'est déroulée sans événements climatiques marquants, la canicule estivale ayant eu peu d'effet sur

le niveau de production. Seule la Vallée du Rhône a été touchée par le gel du printemps mais de manière moins marquée qu'en 2021.

La récolte française de **pêches-nectarines** (215 000 tonnes) augmente de 25 % sur un an et de 10 % par rapport à la moyenne 2017 – 2021 (graphique 1), malgré

la canicule et la sécheresse qui ont réduit les calibres. En Vallée du Rhône, la production fait plus que doubler après la faible récolte de l'an dernier due au gel printanier.

Avec 39 000 tonnes, la récolte de **cerises** est 2,5 fois plus importante que les faibles volumes de l'an dernier. Elle dépasse de 29 % la moyenne 2017-2021. La production augmente dans tous les bassins de production. Le calendrier de la campagne de production est plus resserré cette année, conséquence de la précocité de la végétation à la suite de températures élevées.

La production de **fraises** de 2022, estimée à 76 000 tonnes, augmenterait légèrement (+ 1 %). Par rapport à l'an dernier, les surfaces resteraient stables (4 000 ha).

Estimée à 1,43 millions de tonnes en début de campagne, la production française de **pommes** serait proche de la moyenne quinquennale 2017-2021. Elle augmenterait de 9 % par rapport à la faible récolte de 2021 impactée par le gel printanier (*graphique 2 – annexe*). Cette année, une part importante des fruits présentant

des défauts est dirigée vers la transformation ou écartée.

La production de **poires** en 2022, estimée à 143 800 tonnes, ferait plus que doubler sur un an, après la demi-récolte de 2021 causée par un gel destructeur.

Au niveau européen, les récoltes de fruits s'accroissent notamment pour les espèces qui en 2021 avaient été touchées par le sévère épisode de gel au printemps (*encadré*).

Des cours élevés, mais en baisse sur un an pour les fruits

En 2022, sur les neuf premiers mois, les prix des fruits frais fléchissent de 8 % par rapport à l'an dernier, tout en s'établissant 11 % au-dessus de la moyenne quinquennale (*graphique 4*).

Entre juin et août, les prix à la production de l'**abricot** reculent de 8 %, après une année 2021 record. Ils sont néanmoins supérieurs de 20 % à la moyenne 2017-2021. La récolte d'abricots et leur commercialisation sont plus précoces cette année, avec des volumes plus importants en grandes et moyennes surfaces.

En raison de la sécheresse et des fortes températures, les calibres sont plus petits que les années précédentes, mais présentent des taux de sucre plus élevés.

Les exportations françaises d'abricots se maintiennent à un niveau élevé (+ 7 % par rapport à 2021), après la forte progression sur la campagne précédente. Les volumes exportés restent cependant bien inférieurs (- 46 %) à la moyenne quinquennale (*annexe*). Parallèlement, les importations d'abricots reculent de 37 % par rapport à la moyenne 2017-2021. Cette baisse s'explique par le rebond de la production française et la chute de la production espagnole, principale concurrente de l'abricot français. En 2022, le solde du commerce extérieur redevient positif, après deux années de déficit (*graphique 3 – annexe*).

Entre juin et septembre 2022, les cours de la **pêche-nectarine** baissent légèrement sur un an (- 4 %), se situant néanmoins 27 % au-dessus des prix moyens 2017-2021. Cette année, la demande est d'autant plus forte que le fruit est de qualité, les températures caniculaires cet été ayant

Rebond des récoltes de fruits dans l'Union européenne, sauf en Espagne

En 2022, la production européenne d'abricots rebondit. Elle augmenterait de 30 % sur un an, sans atteindre toutefois le niveau moyen 2017-2021 (- 9 %). Elle rebondirait en Italie et en Grèce (respectivement + 40 % et + 17 % sur un an), mais chuterait en Espagne, de nouveau durement affectée par le gel (- 37 %).

Les récoltes européennes de pêches et nectarines se redresseraient également par rapport à la faible production de 2021 (+ 15 %), mais seraient en net recul par rapport à la moyenne quinquennale (- 19 %). Premier producteur européen, l'Espagne prévoit par contre une nouvelle baisse de sa production en 2022 (- 25 % sur un an et - 41 % par rapport à la moyenne quinquennale), après le gel du printemps qui a affecté les rendements. Ce repli s'explique également par la baisse des surfaces. *A contrario*, l'Italie tablerait sur une production supérieure de 43 % à celle de l'an dernier, mais inférieure de 8 % à la moyenne sur cinq ans.

Dans l'UE, la production de poires rebondirait de 20 %, après les gelées destructrices de 2021. Cette hausse est portée par l'Italie, premier pays producteur en Europe, dont la production doublerait sur un an. Dans le même temps, elle baisserait au Portugal (- 26 %) et en Espagne (- 17 %).

La production de pommes se stabiliserait sur un an, maintenant au-dessus de la moyenne quinquennale. La production en Pologne, premier pays producteur européen, augmenterait de 5 % par rapport à 2021. Néanmoins, une grande partie de cette production est destinée structurellement à la transformation, en raison d'une constitution variétale particulière. Les productions en Italie et Allemagne progresseraient également de 5 %. La production espagnole devrait quant à elle reculer de 23 %, conséquence du gel au printemps.

favorisé l'acquisition d'un certain nombre de caractéristiques organoleptiques comme le taux de sucre. En août, le manque de pêches plates espagnoles sur le marché européen conduit les consommateurs à privilégier les pêches d'origine française. Pendant ce mois, les prix sont supérieurs de 5 % à ceux de l'an dernier.

Entre juin et août 2022, les exportations françaises de pêches progressent de 10 % sur un an et de 30 % par rapport à la moyenne 2017-2021. Parallèlement, les importations, provenant majoritairement d'Espagne, baissent de 25 % sur un an et de 17 % par rapport à la moyenne quinquennale. Dans ce contexte, le solde des échanges extérieurs structurellement déficitaire sur la pêche est le plus faible de ces dix dernières années (*graphique 3 – annexe*).

Entre mai et juillet 2022, les prix à la production de la **cerise** baissent de 18 % par rapport à ceux de la campagne précédente et de 3 % par rapport à la moyenne 2017-2021. Les calibres sont divers, avec toutefois une prédominance de petits calibres.

Sur la campagne 2022, les exportations de cerises baissent de 5 % par rapport à l'an dernier et de 15 % par rapport à la moyenne quinquennale. En provenance principalement d'Espagne, les importations diminuent de moitié sur un an.

Sur la campagne 2022 (mars à juillet), les prix à la production de la **framboise** sont orientés à la baisse (- 3 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Sur les trois premiers mois de la campagne de commercialisation

(août à octobre), la hausse de la production de **pommes** s'accompagne d'une baisse des cours par rapport à l'an dernier (- 8 %). Ils se situent cependant au-dessus de la moyenne quinquennale (+ 5 %). Atone jusqu'en septembre, notamment en variété Gala, qui a le plus souffert de la canicule (petits calibres), le marché s'anime en octobre.

À l'exportation, les flux sont bien orientés vers les marchés britannique, espagnol ou italien. Sur la période d'août à septembre, les volumes de pommes exportés vers l'Union européenne se redressent sur un an (+ 28 %), mais se situent en dessous de la moyenne 2017-2021 (- 22 %). Les volumes exportés augmentent également vers les pays tiers (+ 28 % sur un an et - 13 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Entre août et octobre 2022, la **poire** affiche des prix en baisse sur un an (- 21 %) et par rapport à la moyenne quinquennale (- 5 %) en raison des bonnes récoltes. Les sorties sont plus fluides en variété William's qu'en Guyot, mais de façon générale, les fruits présentent un calibre inférieur à celui de 2021 en raison de la sécheresse. Fin octobre 2022, les opérateurs de l'aval mettent en avant le produit auprès de la grande et moyenne distribution pour tenter de dynamiser le marché.

Sur les trois mois de la campagne de commercialisation (juillet à septembre 2022), les volumes exportés de poires augmentent de 41 % sur un an, mais restent inférieurs de 14 % à leur niveau moyen sur cinq ans. Les exportations augmentent fortement vers l'Italie.

Redressement du chiffre d'affaires des producteurs

En 2022, au niveau national, la hausse des quantités produites fait plus que compenser la baisse des cours et favorise la hausse des chiffres d'affaires.

Le chiffre d'affaires à la production de l'**abricot** double quasiment sur un an et augmente de plus de la moitié par rapport à la moyenne 2017-2021. Les hausses les plus importantes se situent en Vallée du Rhône (respectivement + 250 % et + 72 %).

Le chiffre d'affaires de la **pêche** rebondit, lui aussi, au niveau national (+ 20 % sur un an et + 41 % par rapport à la moyenne 2017-2021). En Vallée du Rhône, après quatre années consécutives de baisse, le chiffre d'affaires se redresse de 90 % sur un an et se situe 57 % au-dessus de son niveau moyen.

Le chiffre d'affaires à la production de la **cerise** double sur un an et de 28 % par rapport à la moyenne quinquennale. La hausse touche tous les bassins et plus particulièrement la Provence (+ 170 % sur un an et + 56 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Sur les trois premiers mois de la campagne 2022-2023, le chiffre d'affaires national provisoire de la **pomme** augmente de 2 % sur un an, en lien avec la hausse de la production. Il se situe au-dessus de sa valeur moyenne des cinq dernières campagnes.

Pour la **poire**, le chiffre d'affaires augmente de 75 % sur les trois premiers mois de 2022-2023, sous l'effet du rebond de la production, s'établissant 18 % au-dessus de la valeur moyenne sur cinq ans.

Annexe - Fruits

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
		Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Écart en % par rapport à la campagne précédente	Écart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes
Cerise**	Mai-juil. 2022	+ 110,9	+ 28,3	- 18,2	- 2,8	+ 157,8	+ 29,0	- 4,1	- 5,7
Pêche	Juin-sept. 2022	+ 20,1	+ 41,2	- 3,6	+ 27,1	+ 24,6	+ 10,4	...	...
Abricot	Juin-août 2022	+ 99,5	+ 51,8	- 7,8	+ 19,9	+ 116,4	+ 16,4	- 9,1	- 7,6
Fraise	Mars-juil. 2022	- 18,4	...	- 20,0	- 3,2	+ 1,0	...	+ 0,2	...
Pomme	Août 2022 - juin 2023	+ 1,7	+ 6,0	- 8,0	+ 5,2	+ 9,0	...	- 2,0	...
Poire	Juil. 2022 - avr. 2023	+ 75,4	+ 18,1	- 20,7	- 4,5	+ 120,6	+ 20,7	+ 1,0	...

Champ : France métropolitaine

... données non disponibles

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2022.

** Il s'agit de la cerise de bouche.

Note de lecture : l'évolution est calculée sur la période allant du premier mois au dernier mois de campagne, soit par exemple pour la cerise de mai à juillet 2022.

L'indice de chiffre d'affaires de la cerise sur la période mai-juillet 2022 s'accroît de 110,9 % par rapport à mai-juillet 2021.

L'écart de cet indice par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période mai-juillet est de + 28,3 %.

Commerce extérieur

Tonnes

	Année	Cerise	Pêche	Abricot	Fraise	Pomme	Poire
Exportations	2014	+ 7 079	+ 43 828	+ 65 145	+ 13 201	+ 501 052	+ 16 178
	2015	+ 4 624	+ 46 004	+ 52 704	+ 12 199	+ 402 380	+ 16 933
	2016	+ 2 732	+ 40 880	+ 42 041	+ 11 167	+ 402 438	+ 10 085
	2017	+ 2 721	+ 43 359	+ 56 088	+ 10 701	+ 353 447	+ 10 705
	2018	+ 1 879	+ 25 096	+ 28 173	+ 8 595	+ 295 563	+ 5 669
	2019	+ 1 746	+ 29 020	+ 21 721	+ 8 474	+ 239 719	+ 5 310
	2020	+ 2 844	+ 26 517	+ 11 367	+ 8 033	+ 285 084	+ 11 334
	2021	+ 1 649	+ 25 493	+ 13 795	+ 9 261	+ 201 043	+ 4 935
	2022	+ 1 544	+ 32 745	+ 14 259	+ 9 441	+ 236 639	+ 10 214
Importations	2014	+ 7 011	+ 138 552	+ 17 714	+ 82 427	+ 119 031	+ 74 313
	2015	+ 7 768	+ 159 691	+ 19 010	+ 72 989	+ 149 743	+ 68 926
	2016	+ 7 609	+ 159 819	+ 20 181	+ 77 137	+ 132 559	+ 76 475
	2017	+ 6 598	+ 166 587	+ 20 217	+ 69 201	+ 136 821	+ 75 658
	2018	+ 8 588	+ 149 423	+ 21 398	+ 56 184	+ 122 903	+ 72 534
	2019	+ 10 875	+ 150 791	+ 16 871	+ 60 466	+ 126 508	+ 73 225
	2020	+ 5 952	+ 128 973	+ 21 148	+ 51 307	+ 93 217	+ 78 931
	2021	+ 15 448	+ 131 584	+ 18 160	+ 60 879	+ 165 034	+ 83 449
	2022	+ 8 233	+ 109 217	+ 11 394	+ 63 095	+ 108 518	+ 76 480
Solde des échanges	2014	+ 67	- 94 724	+ 47 430	- 69 226	+ 382 021	- 58 134
	2015	- 3 144	- 113 687	+ 33 694	- 60 790	+ 252 637	- 51 993
	2016	- 4 877	- 118 938	+ 21 860	- 65 969	+ 269 879	- 66 390
	2017	- 3 877	- 123 228	+ 35 871	- 58 500	+ 216 626	- 64 953
	2018	- 6 709	- 124 327	+ 6 775	- 47 588	+ 172 660	- 66 865
	2019	- 9 129	- 121 771	+ 4 850	- 51 992	+ 113 211	- 67 916
	2020	- 3 109	- 102 456	- 9 781	- 43 275	+ 191 867	- 67 596
	2021	- 13 799	- 106 092	- 4 365	- 51 618	+ 36 009	- 78 513
	2022	- 6 689	- 76 472	+ 2 864	- 53 654	+ 128 121	- 66 266

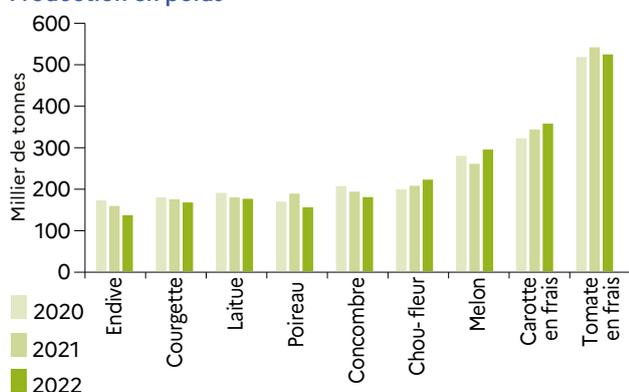
Source : DGDDI, cumul de janvier à septembre

Légumes

En 2022, le renchérissement des coûts de production, en premier lieu de l'énergie, pèse sur les productions légumières, notamment celles sous serres et celles d'endives. Les récoltes de légumes d'été et de légumes primeurs sont souvent pénalisées par la sécheresse et les canicules estivales. Les productions de concombres, courgettes, tomates, endives, poireaux et de laitues diminuerait sur un an ; celle de melon, dont la précocité a permis d'éviter en partie les effets de la sécheresse, serait en hausse. Les productions hivernales de carottes et de choux-fleurs pourraient légèrement augmenter lors de la campagne 2022-2023. La consommation de légumes, en baisse sur les premiers mois de 2022, augmente nettement durant l'été, stimulée par la météo ; cette hausse se prolonge au début de l'automne, en faveur des légumes d'été et au détriment des légumes d'hiver. Les prix à la production des légumes frais, supérieurs aux moyennes 2017-2021, accélèrent nettement à partir de septembre, dépassant de plus de 30 % le niveau 2021 et celui de la moyenne 2017-2021. Si le déficit des échanges extérieurs de légumes se réduit en volume, il se creuse sensiblement en valeur (+ 7,5 %) en raison de la hausse des prix.

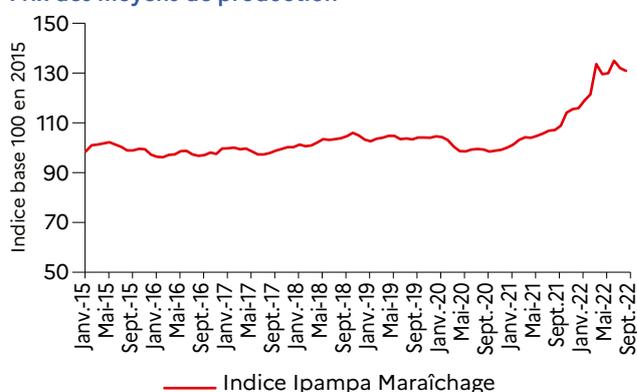
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids



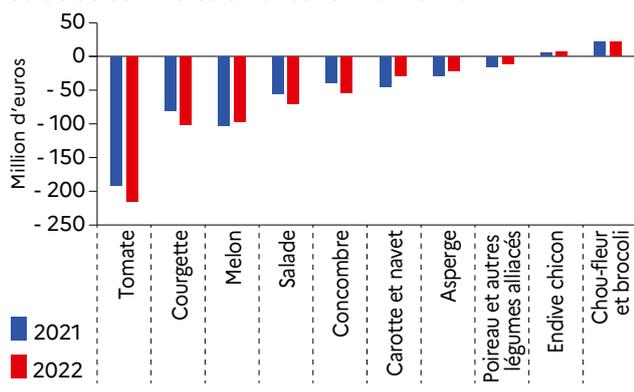
Source : Agreste

Graphique 2
Prix des moyens de production



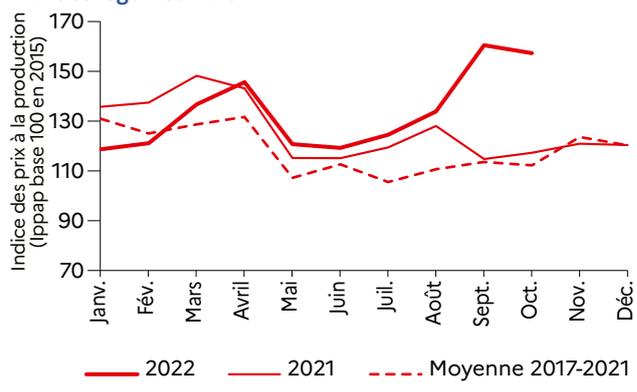
Source : Agreste

Graphique 3
Solde du commerce extérieur en 2021 et 2022



Source : DGDDI

Graphique 4
Prix des légumes frais



Sources : Insee, Agreste

Annexe - Légumes

Commerce extérieur (quantités)

Millier de tonnes

	Année	Asperge	Carotte et navet	Concombre	Chou-fleur et brocoli	Courgette	Endive chicon	Melon	Poireau et autres légumes alliacés	Tomate	Salades	Total
Exportations	2015	+ 4	+ 92	+ 10	+ 102	+ 14	+ 14	+ 46	+ 17	+ 167	+ 55	+ 521
	2016	+ 4	+ 89	+ 13	+ 66	+ 17	+ 12	+ 43	+ 14	+ 181	+ 55	+ 495
	2017	+ 4	+ 72	+ 13	+ 107	+ 17	+ 11	+ 41	+ 15	+ 171	+ 67	+ 520
	2018	+ 4	+ 56	+ 7	+ 71	+ 14	+ 8	+ 37	+ 11	+ 155	+ 64	+ 427
	2019	+ 5	+ 66	+ 6	+ 89	+ 17	+ 8	+ 36	+ 14	+ 162	+ 56	+ 458
	2020	+ 5	+ 65	+ 7	+ 74	+ 16	+ 5	+ 32	+ 8	+ 175	+ 51	+ 438
	2021	+ 6	+ 45	+ 7	+ 74	+ 16	+ 5	+ 33	+ 9	+ 177	+ 51	+ 424
	2022	+ 5	+ 45	+ 8	+ 81	+ 16	+ 6	+ 33	+ 8	+ 216	+ 46	+ 465
Importations	2015	+ 13	+ 111	+ 54	+ 36	+ 88	+ 3	+ 168	+ 15	+ 390	+ 138	+ 1 016
	2016	+ 14	+ 112	+ 57	+ 40	+ 109	+ 2	+ 166	+ 15	+ 398	+ 137	+ 1 052
	2017	+ 14	+ 120	+ 55	+ 39	+ 102	+ 2	+ 171	+ 17	+ 380	+ 133	+ 1 032
	2018	+ 14	+ 116	+ 52	+ 36	+ 103	+ 2	+ 162	+ 15	+ 380	+ 124	+ 1 006
	2019	+ 15	+ 114	+ 50	+ 36	+ 108	+ 3	+ 164	+ 13	+ 374	+ 122	+ 998
	2020	+ 14	+ 132	+ 48	+ 36	+ 109	+ 3	+ 149	+ 18	+ 364	+ 115	+ 987
	2021	+ 15	+ 126	+ 43	+ 48	+ 106	+ 2	+ 155	+ 17	+ 356	+ 124	+ 992
	2022	+ 12	+ 101	+ 49	+ 60	+ 103	+ 1	+ 126	+ 13	+ 384	+ 135	+ 983
Solde des échanges	2015	- 9	- 19	- 43	+ 66	- 74	+ 11	- 122	+ 2	- 224	- 83	- 494
	2016	- 10	- 23	- 45	+ 26	- 92	+ 10	- 124	- 2	- 217	- 82	- 557
	2017	- 10	- 47	- 42	+ 68	- 84	+ 9	- 130	- 1	- 209	- 66	- 512
	2018	- 10	- 61	- 46	+ 34	- 89	+ 6	- 125	- 4	- 225	- 59	- 579
	2019	- 10	- 48	- 44	+ 53	- 92	+ 5	- 127	+ 1	- 212	- 66	- 540
	2020	- 10	- 67	- 41	+ 38	- 92	+ 3	- 117	- 10	- 189	- 65	- 550
	2021	- 9	- 80	- 36	+ 26	- 90	+ 3	- 122	- 7	- 179	- 73	- 568
	2022	- 7	- 56	- 41	+ 21	- 86	+ 5	- 93	- 4	- 168	- 88	- 518

Source : DGDDI - cumul de janvier à septembre

Commerce extérieur (valeur)

Million d'euros

	Année	Asperge	Carotte et navet	Concombre	Chou-fleur et brocoli	Courgette	Endive chicon	Melon	Poireau et autres légumes alliacés	Tomate	Salades	Total
Exportations	2015	+ 22	+ 35	+ 13	+ 70	+ 20	+ 15	+ 66	+ 13	+ 226	+ 104	+ 585
	2016	+ 23	+ 32	+ 16	+ 65	+ 16	+ 14	+ 61	+ 11	+ 235	+ 97	+ 570
	2017	+ 20	+ 26	+ 17	+ 74	+ 27	+ 15	+ 58	+ 13	+ 254	+ 126	+ 629
	2018	+ 20	+ 21	+ 9	+ 54	+ 13	+ 11	+ 55	+ 10	+ 218	+ 109	+ 519
	2019	+ 22	+ 23	+ 7	+ 65	+ 18	+ 11	+ 50	+ 14	+ 242	+ 111	+ 563
	2020	+ 22	+ 20	+ 10	+ 71	+ 19	+ 9	+ 47	+ 9	+ 277	+ 99	+ 583
	2021	+ 34	+ 16	+ 11	+ 72	+ 18	+ 9	+ 46	+ 12	+ 294	+ 95	+ 606
	2022	+ 30	+ 15	+ 14	+ 65	+ 22	+ 9	+ 51	+ 7	+ 422	+ 97	+ 730
Importations	2015	+ 43	+ 52	+ 49	+ 33	+ 113	+ 3	+ 145	+ 17	+ 403	+ 145	+ 1 003
	2016	+ 47	+ 54	+ 52	+ 38	+ 83	+ 3	+ 159	+ 19	+ 415	+ 147	+ 1 017
	2017	+ 44	+ 53	+ 55	+ 42	+ 116	+ 3	+ 164	+ 21	+ 465	+ 152	+ 1 115
	2018	+ 42	+ 63	+ 52	+ 32	+ 87	+ 3	+ 161	+ 18	+ 426	+ 143	+ 1 027
	2019	+ 47	+ 58	+ 46	+ 38	+ 95	+ 3	+ 156	+ 19	+ 449	+ 141	+ 1 053
	2020	+ 48	+ 67	+ 54	+ 45	+ 116	+ 4	+ 158	+ 22	+ 452	+ 139	+ 1 106
	2021	+ 62	+ 61	+ 51	+ 51	+ 98	+ 3	+ 148	+ 27	+ 485	+ 150	+ 1 135
	2022	+ 51	+ 44	+ 68	+ 43	+ 123	+ 2	+ 148	+ 17	+ 636	+ 168	+ 1 299
Solde des échanges	2015	- 21	- 18	- 36	+ 38	- 93	+ 13	- 79	- 4	- 177	- 41	- 418
	2016	- 24	- 22	- 36	+ 28	- 67	+ 11	- 98	- 8	- 180	- 50	- 446
	2017	- 24	- 27	- 38	+ 32	- 89	+ 12	- 106	- 8	- 212	- 26	- 486
	2018	- 22	- 42	- 43	+ 22	- 74	+ 8	- 107	- 8	- 208	- 33	- 508
	2019	- 25	- 35	- 39	+ 27	- 77	+ 8	- 106	- 5	- 207	- 30	- 490
	2020	- 26	- 47	- 44	+ 26	- 98	+ 5	- 111	- 13	- 175	- 40	- 523
	2021	- 28	- 45	- 39	+ 21	- 80	+ 6	- 102	- 15	- 191	- 55	- 529
	2022	- 22	- 29	- 54	+ 22	- 101	+ 7	- 97	- 11	- 215	- 71	- 569

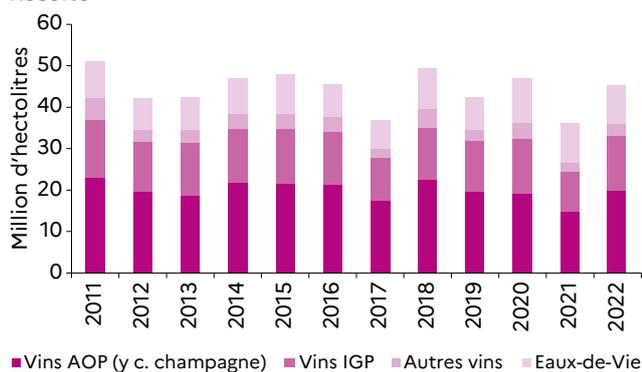
Source : DGDDI - cumul de janvier à septembre

Vins

En 2022, la récolte viticole française s'établirait à 45,4 Mhl, en rebond de 20 % par rapport à la faible récolte de 2021, et de 6 % par rapport à la moyenne des cinq derniers millésimes. Toutes les catégories de vins sont concernées par la hausse, hormis celles des eaux-de-vie. Malgré la faiblesse des stocks, les disponibilités pour la campagne 2022-2023 se redressent, tout en restant limitées par rapport à la moyenne sur cinq ans. Sur la campagne 2021-22, les exportations de vins français, hors spiritueux, diminuent en volume (- 0,8 %) dans un contexte géopolitique tendu depuis le printemps 2022. Elles augmentent cependant fortement en valeur (+ 14,9 %). Les prix à la production des vins augmentent en moyenne sur la campagne.

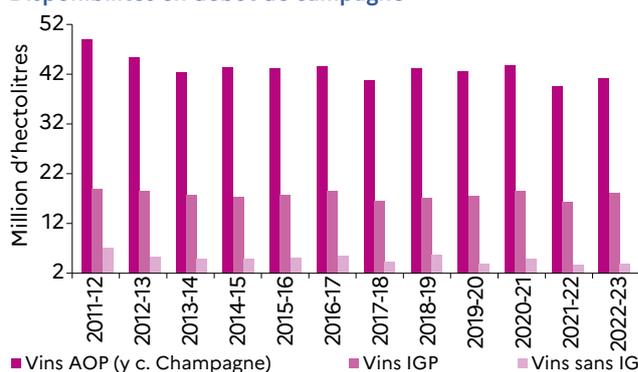
Principaux indicateurs

Graphique 1
Récolte



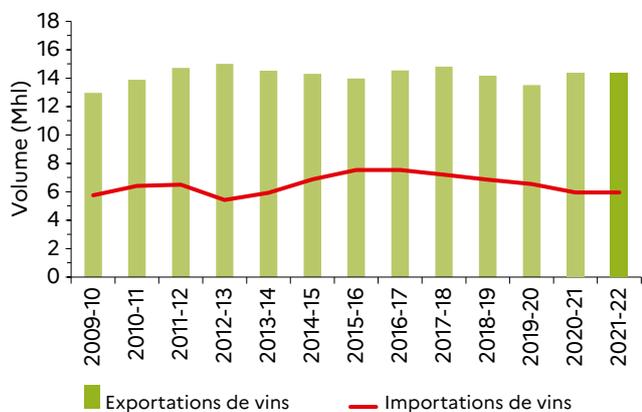
Sources : Agreste (récolte 2022), SAA-DGDDI pour années antérieures)

Graphique 2
Disponibilités en début de campagne



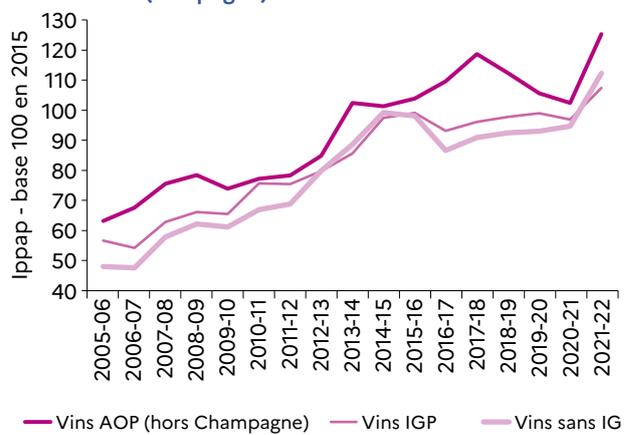
Sources : Agreste, DGDDI

Graphique 3
Commerce extérieur en volume (campagne)



Source : DGDDI

Graphique 4
Prix des vins (campagne)



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) en moyenne sur 12 mois

En 2022, rebond de la récolte française, stabilité en Italie et recul en Espagne

Selon les estimations établies au 1^{er} novembre 2022, la récolte viticole française s'établirait à 45,4 millions d'hectolitres (Mhl) en

2022, supérieure de 20 % à celle historiquement faible de 2021 du fait du gel printanier, et de 6 % à la moyenne des récoltes des cinq dernières années (*graphique 1 – annexe Vins*). Malgré un potentiel de rendement parfois limité par la sécheresse estivale, la production

se redresse sur un an dans la quasi-totalité des bassins (*annexe*), sauf dans les vignobles du Sud-Ouest et des Charentes touchés par le gel printanier, puis la grêle à partir de juin. Les pluies de fin d'été ont permis la maturation finale du raisin et atténué les effets de

la sécheresse sur les volumes. Caractérisées une nouvelle fois par la précocité, les vendanges se sont déroulées dans un excellent état sanitaire pour la plupart.

Malgré des chaleurs extrêmes et une sécheresse record dans de nombreux pays européens, la production mondiale de vins (hors jus et moûts) serait quasiment stable par rapport à 2021, à 262 Mhl et en léger retrait par rapport à la moyenne sur vingt ans, selon l'estimation de novembre de l'Organisation internationale de la vigne et du vin. Les baisses dans l'hémisphère sud et aux États-Unis ont été compensées par une hausse dans l'Union européenne dont la production représente 60 % des volumes mondiaux. Tout en restant stable, la production en Italie resterait la 1^{re} dans le monde ; la France redeviendrait le 2^e producteur mondial, devant l'Espagne dont la récolte reculerait (- 6 %). À eux trois, ils représentent près de la moitié de la production mondiale de vins.

Des disponibilités plus confortables qu'en 2021-22 mais limitées comparées à la moyenne sur cinq ans

En France, sous l'effet du rebond des récoltes, et malgré la baisse des stocks à la production, les disponibilités pour la campagne 2022-23 (ensemble formé par la récolte et les stocks) se redressent mais restent en deçà des volumes moyens sur

cinq ans pour les appellations d'origine contrôlée (AOP) et, surtout, les vins sans indication géographique (IG) (*graphique 2*). En début de campagne 2022-23, les stocks de report (y compris la réserve climatique) tombent quasiment au niveau bas de 2017-18, se contractant quel que soit le segment de vins par rapport à la moyenne sur cinq ans : - 6 % pour les AOP, - 3 % hors Champagne, - 6 % pour les indications géographiques protégées (IGP) et - 32 % pour les vins sans IG. Du fait de la faiblesse des récoltes en 2021, la France a puisé dans ses réserves pendant la campagne 2021-22.

En 2021-22, forte valorisation des exportations françaises de vins mais baisse en volume

Sur la campagne 2021-22 (d'août 2021 à juillet 2022), les exportations françaises en valeur de vins, hors spiritueux, confirment la reprise de 2020-21 (+ 14,7 %, après + 18,4 %) (*graphique 3 – annexe*). Tous les segments de vins profitent de cette forte valorisation.

Cette hausse s'explique par celle des prix. Sur la même période, les exportations diminuent en volume (- 0,8 %), le dynamisme des échanges de vins effervescents n'ayant compensé que partiellement le recul des flux des vins tranquilles. Tous segments confondus, les volumes expédiés dépassent toutefois

légèrement ceux d'avant la Covid, en 2018-19 (+ 0,3 %). Après une hausse en première moitié de campagne, expliquée par la reprise économique mondiale, les exportations font face à un retournement de tendance à partir de février-mars 2022 (*graphique 5*) dans un contexte de moindres disponibilités à l'exportation pour la France – suite à l'arrivée sur le marché de la faible récolte 2021 –, de ralentissement du marché chinois et de tensions inflationnistes accentuées par le déclenchement du conflit en Ukraine.

Les exportations en volume vers l'UE baissent moins que celles vers les pays tiers

Sur la campagne 2021-22, malgré la bonne tenue des marchés hollandais et belges, les exportations en volume de vins vers l'Union européenne sont en légère baisse (- 0,5 %) du fait principalement de la forte contraction des volumes exportés (- 9,0 %) vers l'Allemagne, première destination des vins français (*graphique 6*). Ce sont les volumes les plus bas expédiés vers ce pays depuis plus de vingt ans dans un contexte de ralentissement de son économie.

Les volumes exportés vers les pays tiers diminuent plus fortement (- 1,1 %), le dynamisme des flux vers les États-Unis (+ 3,7 %) et le Japon (+ 3,8 %) ne compensant que partiellement la baisse des volumes

Sur les neuf premiers mois de 2022, repli des exportations de vins

Sur les neuf premiers mois de 2022 (sept derniers mois de la campagne 2021-22 et deux premiers mois de la campagne 2022-23), les exportations des vins français (hors spiritueux) diminuent en volume sur un an (- 3,5 %) (*annexe*), à un niveau légèrement

en deçà de celui de 2019, avant la crise sanitaire. Seuls les volumes expédiés de vins effervescents, surtout de Champagne, tirent leur épingle du jeu. Les échanges sont toutefois soutenus en valeur (+ 12,1 % tous segments confondus).

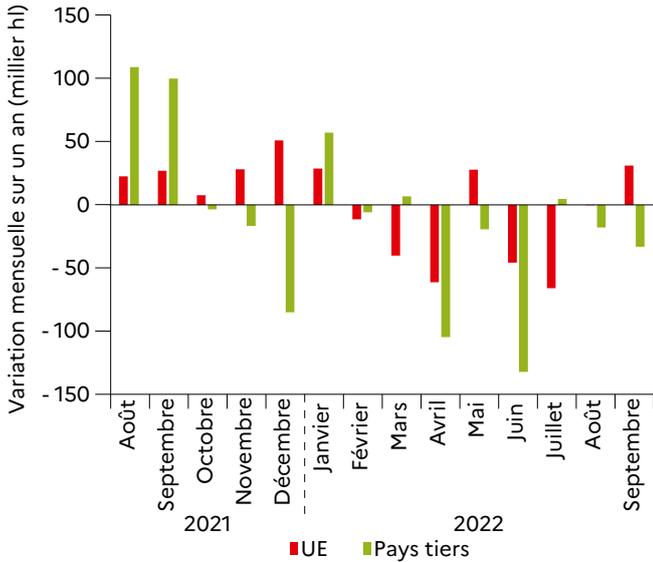
Grande fermeté des prix à la production : + 20 % sur un an pour les AOP

Sur les neuf premiers mois de 2022, les prix à la production des vins d'appellation tranquilles sont en forte hausse sur un an (+ 19,5 %). Il en va de même pour les prix des autres vins (+ 13,4 %).

En grande distribution, la hausse du prix moyen des vins ne compense pas la baisse des volumes de vins tranquilles (- 6 %) et les ventes reculent aussi en valeur (- 4 %). Les vins blancs et rosés s'en sortent mieux que les vins rouges.

Graphique 5

Exportations en volume : retournement de tendance en seconde moitié de campagne 2021-22



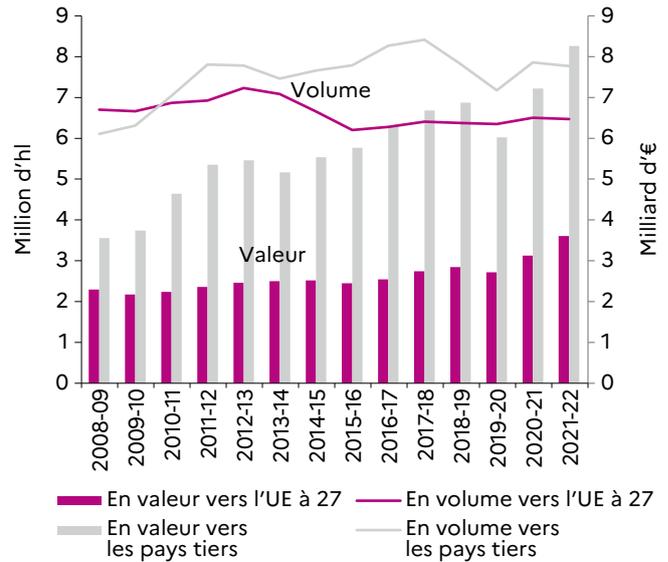
Source : DGDDI

à destination du Royaume-Uni (-1,1 %) et de la Chine (-20,6 %). Le ralentissement économique et les différents confinements en Chine pèsent un peu plus sur les volumes de vins expédiés par la France en recul tendanciel depuis 2017-18, au point que les ventes se contractent même en valeur (-3,4 %). En volume, les États-Unis restent le 2^e partenaire de la France pour les vins, mais talonnent de près l'Allemagne ; en valeur, ils demeurent le premier marché (2,3 Md€) devant le Royaume-Uni (1,6 Md€).

Les exportations de Champagne en volume (*annexe*) et en valeur (+31,4 %) confirment, tout en l'accroissant, le rebond de 2020-21. Elles sont portées par la croissance des échanges notamment avec les États-Unis (+37,1 % en volume, +51,0 % en valeur) et le Royaume-Uni (+9,5 % en volume, +20,6 % en valeur), respectivement 1^{er} et 2^e débouchés pour le Champagne français. À destination de l'Allemagne, 3^e pays acheteur de Champagne, c'est même la seule catégorie de vins dont les volumes augmentent. Les autres vins effervescents dépassent pour la première fois le seuil du million d'hectolitres, mais leur progression est deux fois moins forte en volume (+10,7 %) et près de trois fois en valeur (+12,7 %) que celle du Champagne.

Graphique 6

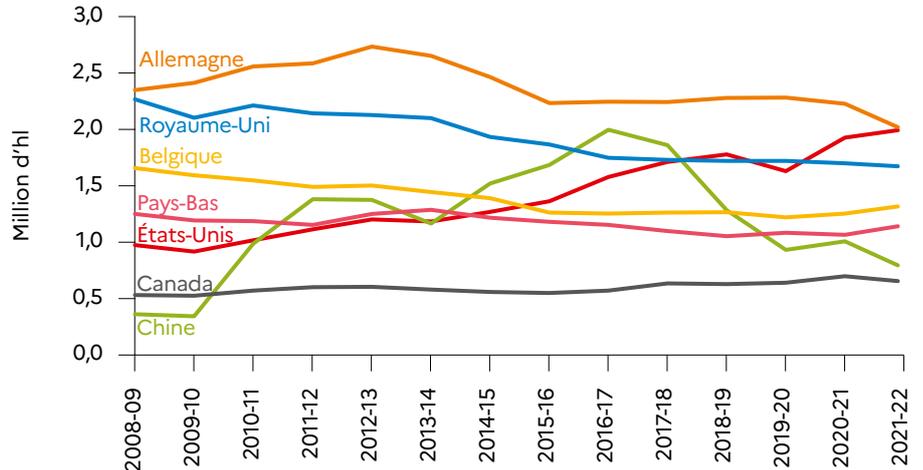
Sur la campagne 2021-22, les exportations de vins vers les pays tiers diminuent



Source : DGDDI

Graphique 7

En 2021-22, baisse en volume des exportations de vins vers la Chine et l'Allemagne



Source : DGDDI

Léger repli de l'excédent commercial en volume

En 2021-22, les importations françaises en volume de vins se stabilisent, après avoir reculé sur les quatre dernières campagnes (*graphique 3 - annexe*). En valeur, elles augmentent à nouveau, surtout en provenance des pays tiers (+48,8 % par rapport à 2020-21). Cette reprise n'empêche cependant pas l'excédent de la balance commerciale de croître en valeur (+14,0 %), dépassant pour la toute première fois le seuil des dix milliards d'euros. Il diminue toutefois légèrement en volume.

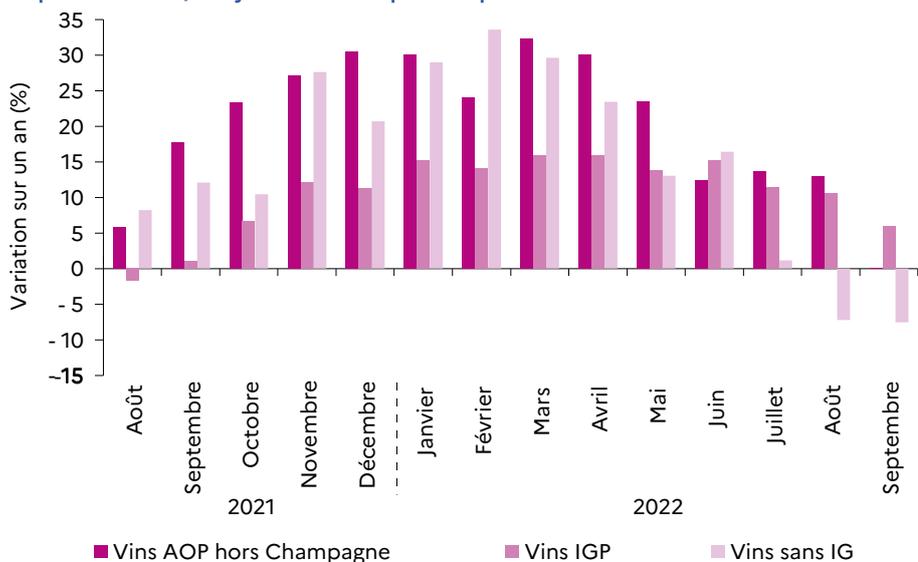
Le vrac continue d'alimenter l'essentiel des importations (76,0 % du total en volume), la France manquant de vins d'entrée de gamme. L'Espagne demeure le principal fournisseur.

En 2021-22, des prix à la production des vins au plus haut en moyenne, malgré un ralentissement à compter du printemps 2022

Sur la campagne 2021-22, en lien notamment avec le fort recul des récoltes en 2021, les prix à la production des vins AOP, hors Champagne, mesurés par l'Ippap (indice des prix des produits agricoles à la production) rebondissent (+22,4 % sur un

Graphique 8

Depuis mai 2022, le dynamisme des prix à la production des vins s'essouffle



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

an) après avoir baissé sur les trois dernières campagnes (*graphique 4 – annexe*). Les Bourgogne enregistrent la progression la plus forte (+ 72,7 % sur un an), les Bordeaux rouges parmi les plus faibles (+ 0,8 %).

Après leur recul en 2020-21, les prix des autres vins progressent à nouveau en 2021-22 (+ 12,4 %). Les vins sans IG sont plus dynamiques que les IGP, leurs disponibilités ayant particulièrement reculé en 2021-22.

Les prix décélèrent toutefois à partir du printemps, surtout pour les vins AOP et les sans IG (*graphique 8*) sur fond de tensions inflationnistes qui freinent la consommation.

Annexe - Vins

Estimation de récolte viticole au 1^{er} novembre 2022

Unité : 1000 hl ou %

	Moyenne 2017-2021	2021	2022	2022/2021	2022/ Moyenne 17-21
Vins AOP	18 921	15 992	19 983	+ 25,0	+ 5,6
Vins pour eaux-de-vie	8 949	9 525	9 307	- 2,3	+ 4,0
Vins IGP	11 785	10 159	13 158	+ 29,5	+ 11,6
Autres vins (dont vins sans IG)	3 014	2 155	2 930	+ 36,0	- 2,8
TOTAL VINS	42 670	37 830	45 377	+ 19,9	+ 6,3

Sources : Agreste pour 2022, Agreste-DGDDI pour années antérieures

Estimation de récolte viticole au 1^{er} novembre 2022

Unités : 1000 hl ou %

	Tous vins (*)					Récolte pour AOP hors vins pour eaux-de-vie				
	Moyenne 17-21	2021	2022	2022/ 2021	2022/ Moy 17-21	Moyenne 17-21	2021	2022	2022/ 2021	2022/ Moy 17-21
Champagne**	2 331	1 580	3 136	99,0	35,0	2 052	1 543	2 975	+ 93,0	+ 45,0
Bourgogne - Beaujolais	2 204	1 584	2 554	+ 61,0	+ 16,0	2 089	1 517	2 406	+ 59,0	+ 15,0
Alsace	1 019	819	907	+ 11,0	- 11,0	982	794	882	+ 11,0	- 10,0
Val de Loire	2 496	1 828	2 428	+ 33,0	- 3,0	2 000	1 540	1 991	+ 29,0	...
Charentes	9 036	9 631	9 565	- 1,0	+ 6,0	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	3 316	2 835	2 612	- 8,0	- 21,0	990	849	900	+ 6,0	- 9,0
Bordelais	4 719	4 128	4 504	+ 9,0	- 5,0	4 442	3 843	4 228	+ 10,0	- 5,0
Languedoc-Roussillon	11 494	9 680	13 183	+ 36,0	+ 15,0	2 386	2 140	2 339	+ 9,0	- 2,0
Sud-Est	4 946	4 793	5 261	+ 10,0	+ 6,0	3 247	3 143	3 462	+ 10,0	+ 7,0
Autres vignobles	493	430	564	+ 31,2	+ 14,4	248	194	285	+ 46,9	+ 14,9

(*) la catégorie « tous vins » inclut outre les vins avec ou sans IG, une estimation des dépassements de plafonds (distillation) et des lies

(**) Pour la Champagne, le total des vins ("tous vins") est constitué uniquement des AOP et des volumes en dépassement de plafond ou de lies

Sources : Agreste pour 2022, Agreste-DGDDI pour années antérieures

Commerce extérieur des vins

	Exportations				Importations			Solde		
	Campagne 2021-2022	21-22/ 20-21	20-21/ 19-20	9 mois 2022/2021	Campagne 2021-2022	2021-2022 /2020-2021	9 mois 2022/2021	Campagne 2021-2022	2021-2022 /2020-2021	9 mois 2022/2021
	Milliers d'hl	%	%	%	Milliers d'hl	%	%	Milliers d'hl	%	%
Vins AOP tranquilles	5 526,4	- 4,0	+ 9,8	- 4,9	777,1	- 5,3	+ 3,7	4 749,3	- 3,7	- 6,3
Vins IGP tranquilles	3 481,6	- 3,7	+ 0,9	- 8,0	189,1	- 14,4	- 12,2	3 292,5	- 3,0	+ 282,9
Autres vins tranquilles	2 762,7	- 4,0	- 1,4	- 4,4	4 497,0	+ 0,7	+ 3,8	- 1 734,3	+ 9,3	- 530,3
Vins effervescents	2 455,3	+ 16,9	+ 18,7	+ 9,6	492,4	+ 9,7	- 0,9	1 962,8	+ 18,9	+ 12,7
dont Champagne	1 403,0	+ 22,1	+ 18,9	+ 15,9	17,9	0,2	23,2	1 385,0	+ 22,4	+ 311,8
Total vins	14 226,0	- 0,8	+ 6,2	- 3,5	5 955,7	+ 0,0	+ 2,8	8 270,3	- 1,4	- 7,8

Source : DGDDI

Prix des vins à la production

	Campagne 2021-2022 /2020-2021	Campagne 2021-2022 /moyenne quinquennale	Campagne 2020-2021 /2019-2020	9 mois 2022/2021	9 mois 2022/ moyenne quinquennale	9 mois 2021/2020
	%					
Vins AOP	+ 22,4	+ 14,2	- 3,1	+ 19,5	+ 15,8	+ 2,1
dont Champagne	- 2,5	- 3,7	- 4,3	- 9,1	- 2,5	- 8,5
Vins IGP	+ 10,9	+ 11,2	- 2,2	+ 1,2	+ 13,3	- 1,8
Autres vins	+ 18,6	+ 22,9	+ 1,7	+ 3,5	+ 21,2	+ 2,9
Total vins	+ 13,5	+ 9,0	- 2,8	+ 13,8	+ 10,3	- 0,8

Source : Insee (Ippap)

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2022, la plupart des productions animales reculent en France. Après deux années de recul du fait de la crise Covid, la consommation globale est en hausse pour toutes les viandes, hormis certaines volailles. Pour répondre à la demande intérieure dans un contexte d'offre limitée, la France augmente ses importations tandis que ses exportations font face parfois à une demande moins dynamique que les années précédentes. Les prix à la production des animaux, des œufs et du lait accélèrent pour atteindre des niveaux historiquement élevés, parallèlement à l'envolée des coûts de production dans toutes les filières.

Après s'être maintenue de 2019 à 2021, la production de gros bovins finis diminue en 2022 tandis que celle des veaux de boucherie continue de baisser. La production ovine recule à un niveau bas. La production porcine se replie pour la deuxième année consécutive, inférieure également au volume moyen des cinq dernières années. Touchée par l'épizootie d'influenza aviaire depuis novembre 2021, la production de volailles de chair se réduit, surtout celle de canards et de dindes. À l'opposé, la production d'œufs est quasiment stable, soutenue par l'élevage alternatif (bio, plein air et sol). La collecte de lait de vache recule de nouveau, en lien avec la baisse continue du cheptel laitier et une production fourragère (herbe, maïs) réduite par la sécheresse.

Après une année 2021 encore marquée par la crise de la Covid, la consommation apparente de viande bovine repart

légèrement à la hausse en 2022, restant néanmoins inférieure à la moyenne 2017-2021. Elle augmente pour les viandes porcine et ovine, tandis qu'elle se contracte légèrement pour celles de volaille, malgré la hausse marquée de la consommation de poulet. La demande d'œufs de consommation est ferme.

Sur les neuf premiers mois de 2022, le déficit des échanges extérieurs des différentes viandes se dégrade : les importations en volume sont en forte hausse, stimulées notamment par le dynamisme de la restauration hors domicile, tandis que les exportations n'augmentent que légèrement (bovins, volailles) ou diminuent (porcins). Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les importations de viande de poulet, en provenance de Pologne notamment, progressent fortement. La baisse des exportations porcines

est en grande partie liée à la diminution de la demande chinoise. L'excédent commercial de l'ensemble des produits laitiers se réduit, malgré la hausse des exportations.

Sur les neuf premiers mois de 2022, les prix des productions animales sont nettement supérieurs à ceux de 2021, atteignant des niveaux record. Ils reflètent à la fois l'accélération des coûts de production et la limitation d'une offre, structurellement contrainte par la décapitalisation des différents cheptels. La hausse des prix des aliments pour animaux, des engrais et de l'énergie, entamée en 2021, s'est fortement accrue en 2022 du fait du déclenchement du conflit russo-ukrainien en février 2022. En moyenne, sur les neuf premiers mois de l'année 2022, la hausse du prix des intrants des exploitations d'élevage est comprise entre 22 % et 25 % selon les filières.

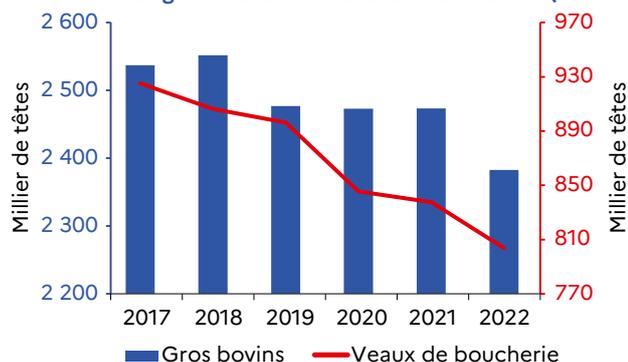
Bovins

Sur les neuf premiers mois de 2022, toutes les productions de bovins sont en recul sur un an. La poursuite de la baisse du cheptel bovin s'accompagne d'une diminution des abattages. Dans un contexte d'offre limitée d'animaux et de consommation en légère hausse, le volume importé de viande bovine augmente. Les cours sont tirés à la hausse, à l'instar des coûts de production dont les niveaux s'élèvent avec le conflit russo-ukrainien.

Principaux indicateurs

Graphique 1

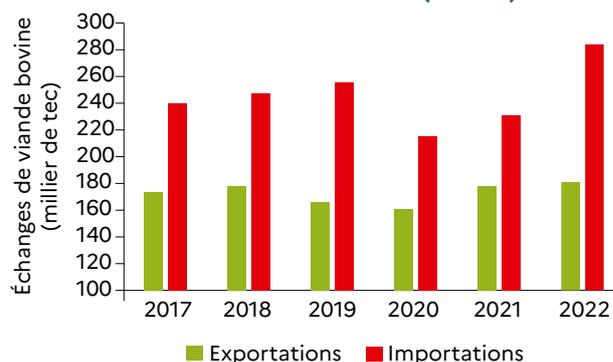
Production de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : Agreste, BDNI - traitement SSP

Graphique 2

Commerce extérieur de viande bovine (9 mois*)

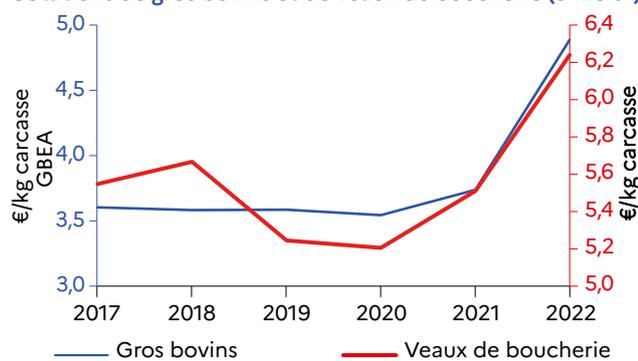


Source : DGDDI

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3

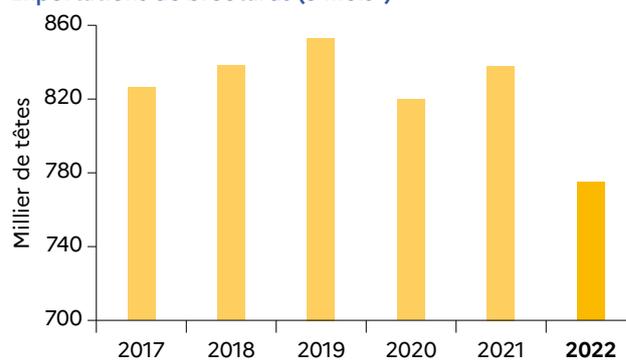
Cotations de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

Graphique 4

Exportations de brouards (9 mois*)



Source : DGDDI

Baisse des productions de gros bovins finis et de veaux de boucherie

Sur les neuf premiers mois de l'année 2022, la production de gros bovins finis en France se replie en nombre de têtes par rapport à 2021 (- 3,7 %), et à la moyenne 2017-2021 (- 4,8 %) (*annexe Bovins*). Cette baisse est la conséquence d'une offre d'animaux limitée en France (*encadré 1*). Elle marque surtout une rupture par rapport à la quasi-stabilité observée

au cours des trois dernières années. En poids, la production recule également sur un an (- 4,1 %) (- 4,4 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Pour les veaux de boucherie, la production baisse de façon plus marquée que pour les gros bovins (- 4,0 % sur un an en têtes et surtout - 8,9 % sur cinq ans) (*graphique 1*).

Au total, la production de bovins finis se contracte de 3,8 % sur

un an. Cette baisse, associée à celle de la production de bovins d'élevage destinée à l'exportation (*encadré 2*), contribue au recul de la production totale de bovins (hors animaux reproducteurs) (- 4,3 %).

Des abattages en recul

Après un léger pic en 2020, les abattages de vaches laitières se replient en 2022 pour la deuxième année consécutive. Sur les neuf premiers mois de 2022, ils reculent de 4,4 % sur un an et de

Encadré 1

En 2022, nouveau repli du cheptel français et européen

Au 1^{er} mai 2022, le cheptel bovin français s'élève à 17,4 millions d'animaux, en repli de 2,5 % sur un an, prolongeant ainsi la tendance à la baisse entamée en 2017. Les effectifs de vaches laitières continuent de reculer (- 65 000 animaux sur un an, soit - 1,9 %), de même que ceux de vaches allaitantes (- 91 000 animaux, soit - 2,3 % sur un an).

À l'image de la France, les effectifs de vaches laitières diminuent dans quasiment tous les pays producteurs de l'Union européenne : - 1,7 % en Allemagne, - 2,6 % en Espagne, - 1,4 % en Irlande. Seuls les cheptels polonais et, dans une moindre mesure, irlandais progressent (respectivement + 0,7 % et + 0,5 % sur un an). S'agissant des vaches allaitantes, les effectifs sont en nette baisse en Espagne (- 103 000 animaux sur un an), 2^e pays producteur européen, derrière la France.

La réduction des effectifs totaux de vaches se traduit par une baisse des naissances et donc des animaux disponibles dans l'UE. Sur les huit premiers mois de 2022, les abattages dans l'UE se replient de 0,4 % en nombre de têtes.

Encadré 2

Baisse des exportations de bovins maigres

Dans un contexte de manque d'animaux, les exportations totales de bovins maigres (ou brouardards) reculent en 2022. Sur les neuf premiers mois, elles sont inférieures de 7,4 % à leur niveau de 2021 et de 7,0 % à la moyenne 2017-2021 (*graphique 4 – annexe*).

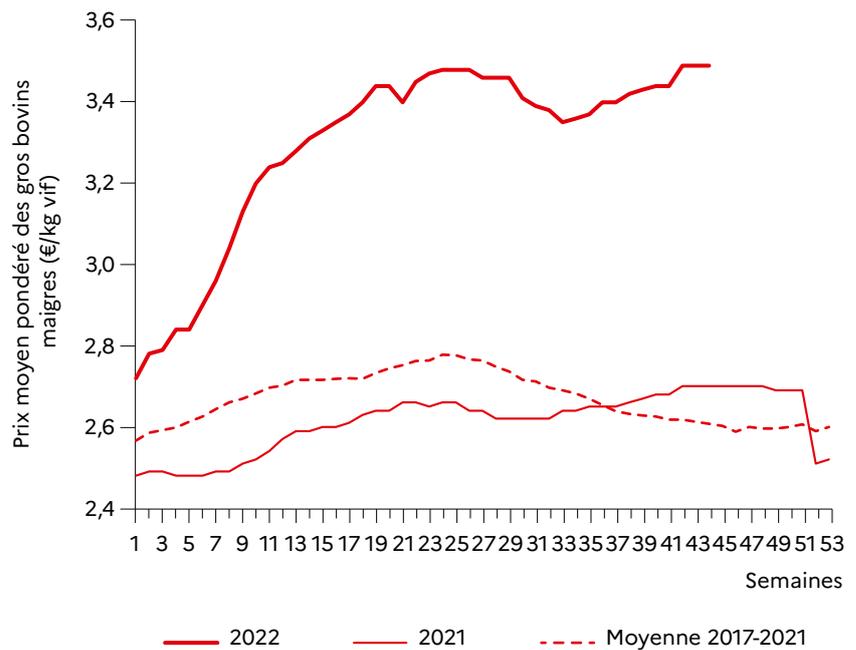
Quel que soit le pays de destination et le type de brouardards (celui des brouardards légers, dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg, ou celui des brouardards lourds – mâles ou femelles –, de plus de 300 kg), les flux sont orientés à la baisse (*annexe*). Les ventes vers l'Italie, destinataire de 83 % des

volumes exportés de brouardards, diminuent notamment pour les brouardards lourds, surtout femelles (- 13,7 %). Les ventes à destination du marché espagnol reculent, les opérateurs espagnols préférant se tourner vers des bovins plus jeunes, moins chers à l'achat.

Sur les neuf premiers mois de 2022, les cours des bovins maigres dépassent de 68 cts/kg vif ceux de 2021 et de 58 cts ceux de la période 2017-2021 (*graphique 5*). Dès le début 2022, ils progressent nettement pour se maintenir durant toute l'année au-dessus des niveaux de 2021 et de la moyenne quinquennale.

Graphique 5

Cours des brouardards



Source : FranceAgriMer

7,6 % par rapport à la moyenne quinquennale (*graphique 6*). Ce constat provient en grande partie du mouvement structurel de décapitalisation du cheptel laitier, mais aussi de la bonne tenue du prix du lait incitant les éleveurs à conserver leurs effectifs plus longtemps.

Les abattages de vaches allaitantes diminuent en nombre de têtes par rapport à 2021 (- 1,2 %) et à la moyenne quinquennale (- 1,1 %).

Après le rebond de 2021, les abattages de jeunes bovins mâles (de 8 à 24 mois) reculent

également (- 6,7 %), et restent nettement en retrait par rapport au niveau moyen 2017-2021 (- 8,1 %). Il en va de même pour les veaux de boucherie (- 5,2 % sur un an et - 8,7 % par rapport à 2017-2021). La baisse des naissances explique en partie ces évolutions.

Augmentation des exportations et importations de bovins finis vivants

Les échanges de bovins finis vivants représentent environ 1 % de la production bovine. Ils concernent essentiellement les veaux de boucherie à l'importation et les gros bovins mâles à l'exportation. En 2022, sur les neuf premiers mois, les volumes importés de veaux de boucherie vivants comme les exportations de gros bovins mâles chutent de 30 %.

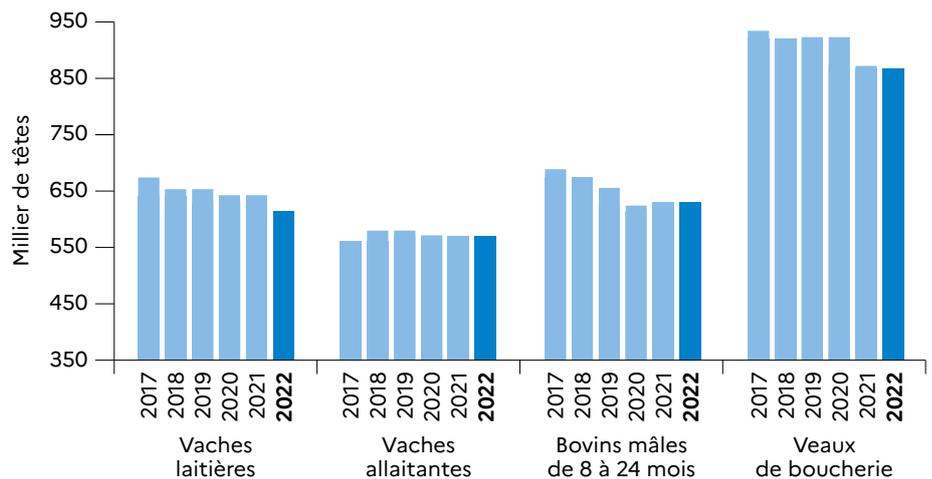
Le déficit commercial de viande bovine s'alourdit

Sur les neuf premiers mois, le déficit du commerce extérieur français de viande bovine se creuse en volume comme en valeur : - 103 000 tonnes-équivalent-carcasse (tec), après - 54 000 tec en 2021, et - 617 millions d'euros, après de - 270 millions d'euros. Il se situe à un niveau très en deçà de celui observé en 2019, avant la crise sanitaire.

Sur les neuf premiers mois de 2022, les volumes importés de viande bovine sont en hausse sur un an (+ 22,8 %) et par rapport à la moyenne quinquennale (+ 19,3 %). Face à la diminution de l'offre dans les exploitations et au dynamisme de la demande, les opérateurs français se tournent vers la viande d'importation en provenance des Pays-Bas, d'Irlande, de Pologne, mais aussi du Royaume-Uni. Avec la hausse des prix, les importations augmentent en valeur sur un an (+ 55,1 %).

Parallèlement, les exportations de viande bovine augmentent en volume de 2,1 % sur un an (+ 5,7 % en moyenne quinquennale (graphique 2 – annexe)). Avec la reprise de l'activité économique et la réouverture des restaurants dans l'UE, la demande de viande bovine progresse dans un contexte d'offre limitée. Les exportations s'accroissent vers les Pays-Bas et l'Espagne,

Graphique 6
Abattages de bovins



Source : Agreste, BDNI - traitement SSP
Données sur les 9 premiers mois de chaque année 2017 à 2022

Tableau 1
Consommation apparente de viande bovine

	2022	2022/2021	2022/Moyenne 2017-2021
	Millier de tec*		%
Abattages bovins (a)	1 020	- 4,2	- 4,7
Importations de viande bovine (tec) (b)	284	22,8	19,3
Exportations de viande bovine (tec) (c)	181	2,1	5,7
Consommation apparente (tec) (a+b-c)	1 123	0,4	- 1,2

* tec : tonne-équivalent-carcasse
Source : Agreste - cumul de janvier à septembre

mais se replie vers les clients traditionnels de la France (Italie, Grèce et Allemagne). En valeur, les exportations de viande bovine dépassent de 29,3 % leur niveau de 2021.

Légère hausse de la consommation par rapport à 2021

Sur les neuf premiers mois de 2022, la consommation de viande bovine (à domicile et hors foyer) augmente sur un an (+ 0,4 %), après une année 2021 de transition (- 0,2 %), et le net repli de 2020 (- 2,6 %) (tableau 1). Comparée à la moyenne quinquennale, elle est inférieure de 1,2 %.

Des cours des gros bovins finis et des veaux de boucherie à des hauts niveaux

Sur les neuf premiers mois de l'année, les cours des gros bovins finis dépassent de 1,15 €/kg de carcasse ceux de 2021 et de 1,29 €

/kg la moyenne de la période 2017-2021 (graphiques 3 et 7).

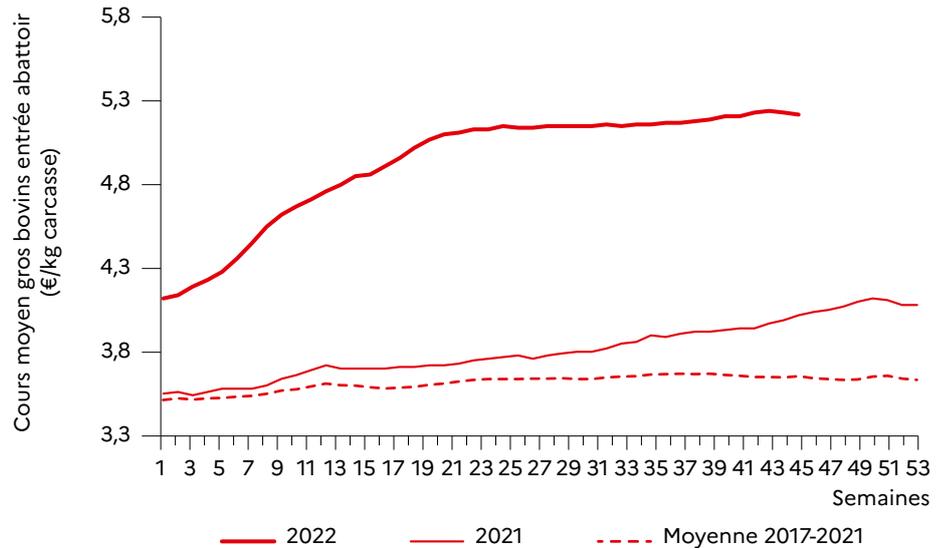
Dès le début de l'année, les cours des gros bovins finis augmentent, tirés par le manque d'animaux dans les exploitations françaises et sur le marché européen. Ces conditions sont favorables à la viande de vaches laitières dont les prix augmentent en France, comme en Europe. Cette hausse s'étend aux cours des vaches allaitantes et des jeunes bovins. Parallèlement, l'entrée sur le marché français de viandes importées à un coût supérieur aux années précédentes contribue à soutenir les cours.

Sur les neuf premiers mois de 2022, les cours des veaux de boucherie sont en hausse pour la seconde année consécutive. Ils dépassent de 68 cts/kg de carcasse leur niveau de 2021 et de 86 cts/kg la moyenne quinquennale.

Des coûts de production en forte hausse

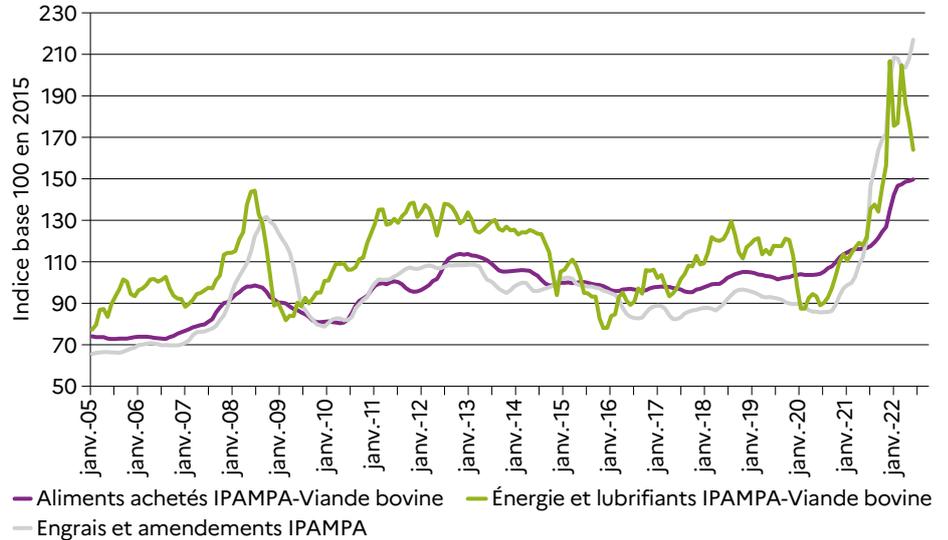
Entamée début 2021, la hausse des coûts de production s'accroît en 2022 en lien avec les conséquences du déclenchement du conflit russo-ukrainien. Sur les neuf premiers mois, l'Ipampa Bovins-viande (indice des prix des moyens de production agricoles) augmente de 20,4 % porté par la hausse des postes « aliments achetés » (+ 23 %), « engrais » (+ 93 %) et « énergie-lubrifiants » (+ 55 %) (graphique 8).

Graphique 7
Cours des gros bovins finis



Source : FranceAgriMer

Graphique 8
Coûts de production des bovins-viande



Source : Institut de l'élevage (Idele), d'après l'Insee et Agreste

Annexe - Bovins

Production

	Abattages			Exportations animaux finis			Importations animaux finis			Production bovins finis		
	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy 2017-2021 (%)	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy 2017-2021 (%)	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy 2017-2021 (%)	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy 2017-2021 (%)
en têtes												
TOTAL BOVINS	3 183	-3,9	-5,7	33	-15,7	-22,7	30	-28,9	-11,9	3 186	-3,8	-5,8
Veaux de boucherie	823	-5,2	-8,7	7	-1,0	-32,9	27	-30,2	-11,4	804	-4,0	-8,9
GROS BOVINS	2 359	-3,5	-4,6	25	-19,1	-19,2	2	-10,8	-16,6	2 382	-3,7	-4,8
Vaches	1 153	-2,8	-4,5	3	+15,0	-26,2	1	-42,3	-40,7	1 155	-2,7	-4,6
Génisses	465	-0,0	+1,9	5	-2,1	+13,9	0	-	-	470	-0,0	+2,0
Gros bovins mâles	742	-6,4	-8,4	17	-26,6	-24,7	2	+16,5	+1,2	757	-7,1	-8,8
en tec												
TOTAL BOVINS	1 020	-4,2	-4,7	7	-20,1	-25,2	4	-23,5	-1,1	1 022	-4,2	-4,9
Veaux de boucherie	121	-5,5	-7,7	1	+0,0	-33,0	4	-24,6	+2,1	118	-4,7	-8,3
GROS BOVINS	899	-4,0	-4,2	6	-22,7	-23,8	1	-16,2	-16,3	904	-4,1	-4,4
Vaches	422	-3,3	-4,1	1	+13,8	-21,2	0	-42,0	-42,1	422	-3,3	-4,1
Génisses	169	-0,2	+2,2	1	-8,0	+11,1	0	-	-	170	-0,3	+2,3
Gros bovins mâles	309	-6,8	-7,7	4	-30,3	-30,6	0	+3,9	+3,9	312	-7,2	-8,1

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

Exportations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	22/21 (%)
Millier de tec							
Monde	173,6	177,8	166,2	161,2	177,4	181,1	+ 2,1
Italie	57,2	56,0	51,7	49,8	47,3	44,6	- 5,8
Grèce	33,3	33,7	33,2	29,2	27,9	24,6	-11,6
Allemagne	33,3	32,9	30,6	31,8	32,9	29,8	-9,3
Autres pays	49,7	55,2	50,7	50,4	69,3	82,0	+18,3
Million d'euros							
Monde	726	760	720	685	774	1 000	+ 29,3
Italie	271	263	247	234	235	275	+17,0
Grèce	120	128	124	110	104	125	+19,7
Allemagne	142	145	139	143	158	176	+11,7
Autres pays	193	225	209	198	277	424	+53,3

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

Importations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	22/21 (%)
Millier de tec							
Monde	240	247	255	216	231	284	+ 22,8
Pays-Bas	57	60	62	53	56	67	+19,8
Allemagne	43	44	43	30	30	31	+6,5
Irlande	42	41	45	41	43	50	+16,4
Pologne	22	26	22	22	25	31	+22,8
Autres pays	77	76	83	70	78	104	+34,7
Million d'euros							
Monde	983	1 042	1 083	915	1 043	1 618	+ 55,1
Pays-Bas	249	263	282	234	270	418	+55,0
Allemagne	169	169	166	116	116	175	+50,2
Irlande	149	159	173	162	178	273	+53,1
Pologne	61	79	69	70	84	147	+75,3
Autres pays	356	373	392	333,0	395	604	+53,2

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

Exportations françaises de broutards

		2017	2018	2019	2020	2021	2022	22/21 (%)
Millier de têtes								
Monde	Broutards légers	209	189	177	130	130	114	-11,9
	Broutards femelles lourds	186	181	193	158	178	154	-13,7
	Broutards mâles lourds	430	467	482	531	530	507	-4,2
	TOTAL	826	837	852	819	838	776	-7,4
dont Italie	Broutards légers	89	71	69	53	56	61	9,3
	Broutards femelles lourds	182	177	189	153	173	149	-13,7
	Broutards mâles lourds	372	400	405	464	441	434	-1,5
	TOTAL	643	648	663	670	670	645	-3,8
dont Espagne	Broutards légers	113	111	100	70	68	45	-33,9
	Broutards femelles lourds	2	3	3	2	4	1	-63,6
	Broutards mâles lourds	16	22	18	17	19	17	-12,1
	TOTAL	131	136	120	89	90	63	-30,5

Sources : Agreste, DGDDI - données de janvier à septembre

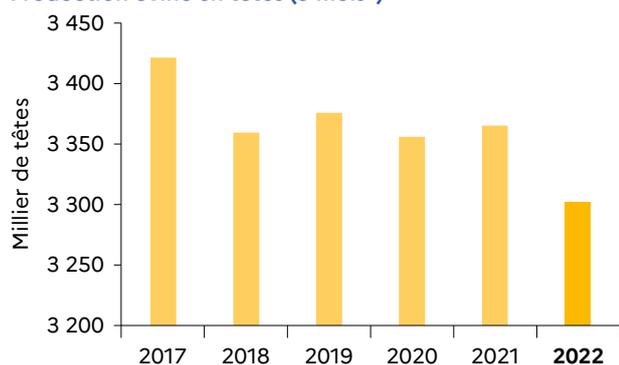
Ovins

Sur les neuf premiers mois de 2022, la production française ovine recule sur un an. Les abattages d'agneaux diminuent tandis que ceux d'ovins de réforme, moins nombreux, augmentent. Les importations d'ovins vivants baissent tandis qu'ils augmentent à l'exportation. Face à la reprise de la consommation, le recul des abattages est compensé par une hausse des importations de viande ovine. Dans un contexte d'offre limitée et de demande ferme, le cours de l'agneau continue d'augmenter pour s'établir à un niveau record. Dans le même temps, les éleveurs d'ovins sont confrontés à une accélération de leurs coûts de production, en particulier des aliments achetés, des engrais et de l'énergie.

Principaux indicateurs

Graphique 1

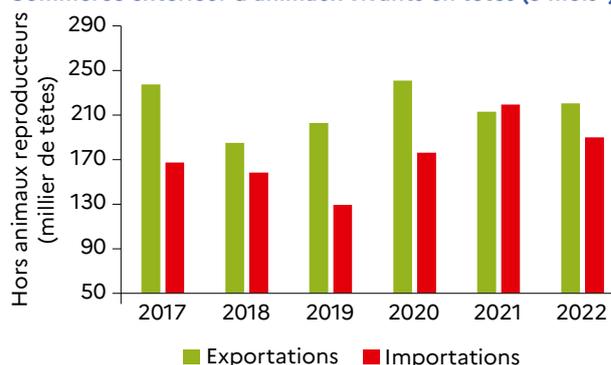
Production ovine en têtes (9 mois*)



Source : Agreste

Graphique 2

Commerce extérieur d'animaux vivants en têtes (9 mois*)

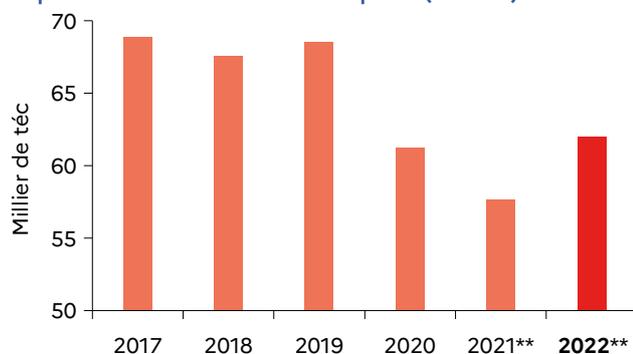


Source : DGDDI

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3

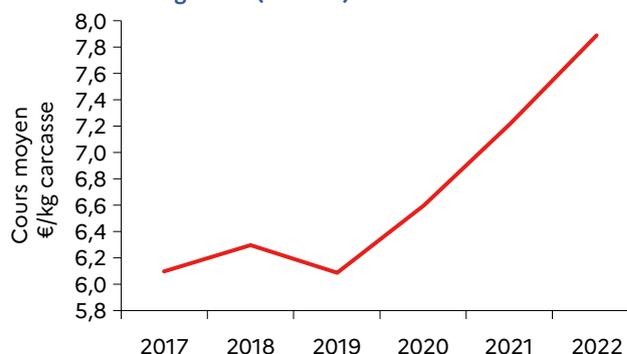
Importations de viande ovine en poids (9 mois*)



Sources : Agreste, DGDDI
** Après estimation des ré-exportations

Graphique 4

Cotations des agneaux (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

En 2022, recul de la production ovine et des abattages

En 2022, la production ovine française recule à un niveau bas (*graphique 1*). Sur les neuf premiers mois de l'année, en nombre de têtes, la baisse atteint 1,9 % sur un an (*annexe Ovins*) et 2,2 % par rapport à la moyenne 2017-2021. En poids, le repli est de 2,1 % sur un an et de 1,4 % par rapport à la moyenne quinquennale.

À l'instar de la production ovine, les abattages reculent en 2022 (- 3,0 % en têtes et - 2,8 % en poids). La baisse porte principalement sur les agneaux dont les abattages (87 % du total des abattages) sont en repli de 4,1 % à la fois en têtes et en poids. Par rapport à la moyenne 2017-2021, le repli atteint 2,1 % en nombre de têtes (soit - 120 300 animaux). Après trois années de baisse continue, les abattages d'ovins

de réforme sont en hausse de 4,8 % en têtes et 3,3 % en poids, sur un an, dépassant de 0,6 % en têtes le niveau de la moyenne quinquennale.

Le recul des abattages d'ovins s'inscrit dans un contexte de repli généralisé des effectifs de femelles reproductrices en France, mais aussi dans l'Union européenne. En dix ans, les effectifs de brebis dans les principaux pays producteurs

européens reculent ainsi de plus de 4,1 millions de têtes, dont 700 000 en France (5^e cheptel d'Europe). Cette situation conduit à un recul du nombre de naissances et à un déficit d'offre de viande ovine sur le marché européen.

Des volumes importés d'ovins vivants moins importants

Sur les neuf premiers mois de 2022, les importations françaises d'ovins vivants reculent de 13,5 % après deux années consécutives de hausse (graphique 2). Cette baisse concerne uniquement les achats d'agneaux dont l'offre a faibli en 2022. Malgré la contraction des importations en provenance d'Espagne (- 21,0 % sur un an), les agneaux espagnols restent largement majoritaires (72 % du total).

Les importations d'ovins adultes augmentent sensiblement. Elles sont multipliées par trois sur un an et retrouvent leur niveau d'avant crise sanitaire de la Covid-19.

La France accroît également ses exportations d'ovins vivants par rapport à 2021 (+ 3,5 %). La progression est essentiellement due à la hausse des demandes de certains pays tiers (Israël et le Liban), les ventes vers les marchés traditionnels comme l'Espagne et l'Italie ayant reculé.

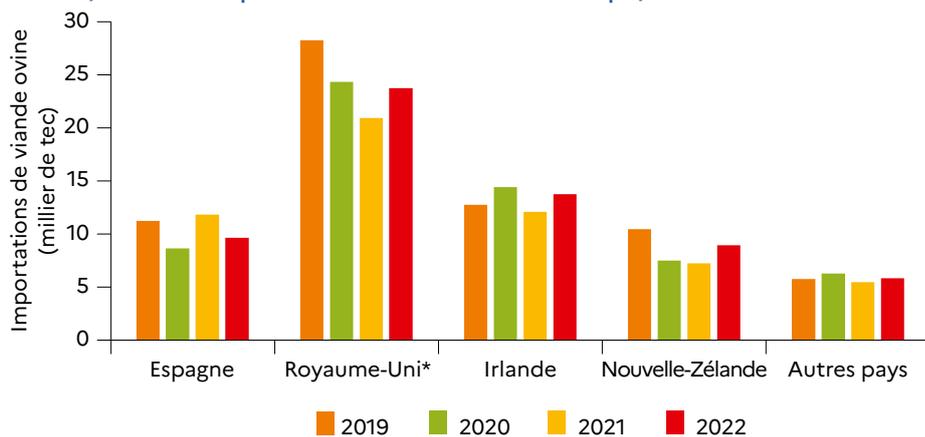
Reprise des importations de viande ovine

Après deux années de repli, les importations de viande ovine destinées au marché français sont en hausse sur un an (graphique 3). Sur les neuf premiers mois de 2022, elles dépassent ainsi de 7,5 % les volumes de l'an dernier fortement réduits par la fermeture, une partie de l'année pour cause de Covid-19, de la restauration hors domicile. Elles ne retrouvent toutefois pas leur niveau d'avant crise sanitaire.

En 2022, les importations de viande ovine augmentent en provenance des principaux fournisseurs de la France, à l'exception de l'Espagne (graphique 5). Après le creux de

Graphique 5

En 2022, hausse des importations de viande ovine britannique, néo-zélandaise et irlandaise

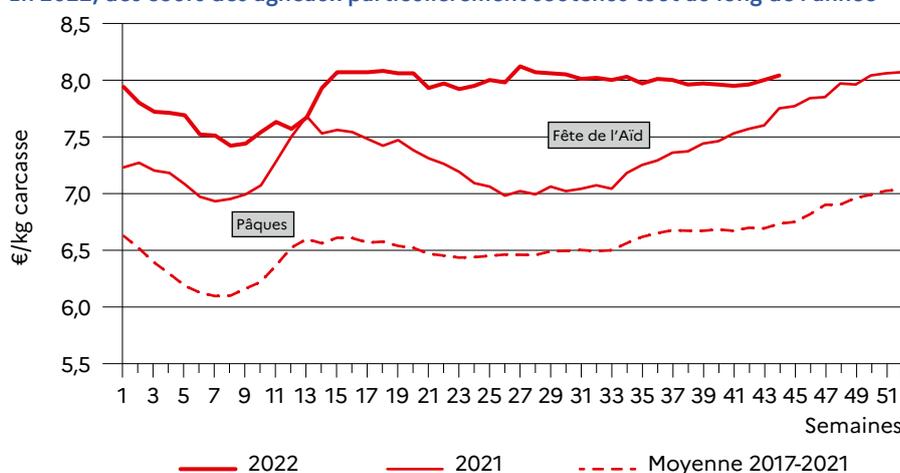


Sources : Agreste, DGDDI - de janvier à septembre

* Après estimation de la viande réexportée

Graphique 6

En 2022, des cours des agneaux particulièrement soutenus tout au long de l'année



Source : FranceAgriMer

2021, les achats en provenance du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande et de l'Irlande s'accroissent. La hausse des volumes importés de viande compense en partie le repli des abattages d'ovins et permet de répondre à la demande intérieure.

Redressement de la consommation de viande ovine après deux années de recul

Sur les neuf premiers mois de 2022, la hausse des importations de viande ovine s'inscrit dans un contexte de reprise de la consommation (+ 2,2 % sur un an), après deux années de recul dues à la fermeture d'une partie de la restauration hors domicile en 2021, et surtout 2020. Entre 2017 et 2022, la part de la viande ovine produite et consommée en France passe ainsi de 45,8 % à 46,3 %.

Des cours au plus haut depuis 20 ans

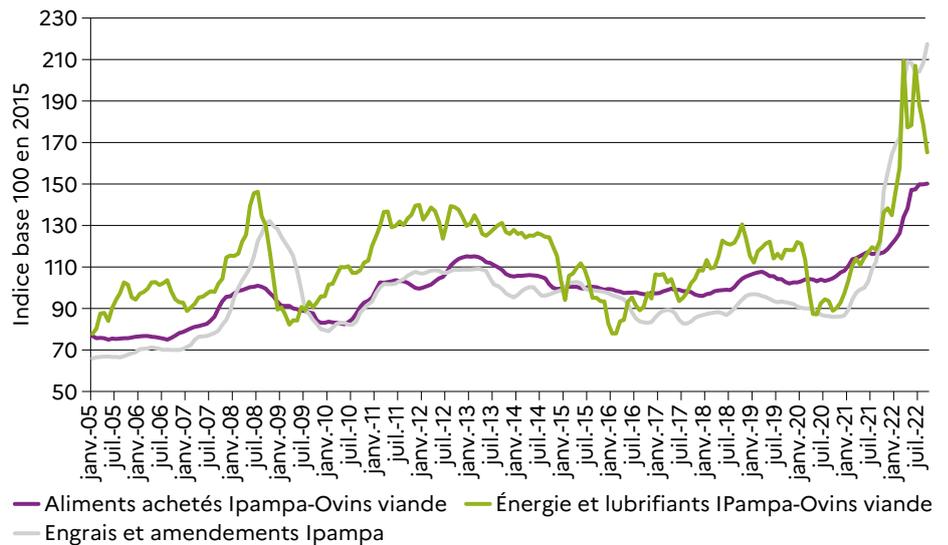
Au niveau européen comme mondial, l'offre limitée et la demande toujours ferme s'accompagnent d'une hausse des cours. En France, bien que la demande soit restée peu active en dehors des périodes des fêtes religieuses (Pâques, Ramadan et Aïd-El-Kébir), les prix sont soutenus.

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2022, le cours de l'agneau français dépasse de 53 cts/kg de carcasse son niveau de 2021 et de 1,34 cts/kg de carcasse celui de la moyenne 2017-2021 (graphique 4). Il est au plus haut depuis 20 ans. Tout au long de l'année, le cours moyen est resté nettement supérieur à celui déjà élevé de l'an dernier, y compris lors du creux saisonnier observé en période estivale (graphique 6).

Accélération des coûts de production en 2022

En 2022, la hausse des coûts de production se prolonge et s'amplifie (graphique 7). En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, l'Ipampa ovins viande (indice des prix des moyens de production calculé par l'Idèle) augmente de 19 %. Les principaux postes contribuant à cette hausse sont les aliments achetés (+ 22 %), les engrais (+ 93 %) et le poste énergie-lubrifiants (+ 56 %). Démarrée au 2^d semestre 2021, l'augmentation des coûts de production est depuis entretenue par les conséquences du conflit russo-ukrainien sur les prix des matières premières agricoles et énergétiques.

Graphique 7
Nette hausse des coûts de production des ovins-viande



Source : Institut de l'élevage (Idèle), d'après l'Insee et Agreste

Annexe - Ovins

Production ovine, commerce extérieur d'animaux vivants et abattages

	Abattages			Exportations animaux vivants			Importations animaux vivants			Production Ovins		
	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy. 2017-2021 (%)	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy. 2017-2021 (%)	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy. 2017-2021 (%)	2022	2022/2021 (%)	2022/Moy. 2017-2021 (%)
en têtes												
Total OVINS	3 271 101	- 3,0	- 1,8	220 591	+ 3,5	+ 2,1	190 016	- 13,5	+ 11,6	3 301 676	- 1,9	- 2,2
Agneaux	2 839 769	- 4,1	- 2,1	180 924	+ 16,0	+ 11,5	167 513	- 20,9	+ 6,7	2 853 180	- 1,8	- 1,8
Ovins de réforme	431 332	+ 4,8	+ 0,6	39 667	- 30,6	- 26,1	22 503	+ 187,5	+ 70,0	448 496	- 2,7	- 4,4
en tec												
Total OVINS	63 916	- 2,8	- 1,0	2 834	+ 2,7	+ 8,4	2 760	- 12,4	+ 15,0	63 990	- 2,1	- 1,2
Agneaux	52 328	- 4,1	- 1,5	1 849	+ 43,3	+ 47,4	2 452	- 18,7	+ 18,4	51 725	- 2,1	- 1,1
Ovins de réforme	11 588	+ 3,3	+ 1,4	985	- 33,0	- 27,5	308	+ 127,8	- 6,4	12 265	- 2,3	- 1,5

Sources : DGDDI
Données de janvier à septembre

Abattages - Exportations et importations d'ovins vivants par année

	Abattages (millier de têtes)			Abattages (millier de tec)		
	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme
2017	3 351,4	2 906,3	445,0	64,6	52,9	11,7
2018	3 332,8	2 886,8	446,0	64,4	52,5	11,9
2019	3 302,2	2 873,8	428,4	64,0	52,8	11,2
2020	3 291,2	2 878,9	412,2	64,0	52,9	11,1
2021	3 371,8	2 960,0	411,7	65,8	54,6	11,2
2022	3 271,1	2 839,8	431,3	63,9	52,3	11,6

Source : Agreste

	Exportations d'ovins vivants (millier de têtes)			Exportations d'ovins vivants (millier de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2017	237,6	187,3	50,3	2,6	1,4	1,2
2018	185,1	144,0	41,1	2,0	1,0	1,0
2019	202,9	156,5	46,4	2,4	1,2	1,2
2020	241,1	167,7	73,4	3,3	1,4	1,9
2021	213,1	156,0	57,1	2,8	1,3	1,5
2022	220,6	180,9	39,7	2,8	1,8	1,0

Sources : DGDDI

	Importations d'ovins vivants (millier de têtes)			Importations d'ovins vivants (millier de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2017	167,3	148,1	19,3	2,2	1,6	0,6
2018	158,5	142,1	16,3	2,1	1,7	0,4
2019	129,3	115,7	13,5	1,9	1,6	0,3
2020	176,3	167,1	9,2	2,7	2,4	0,2
2021	219,6	211,8	7,8	3,2	3,0	0,1
2022	190,0	167,5	22,5	2,8	2,5	0,3

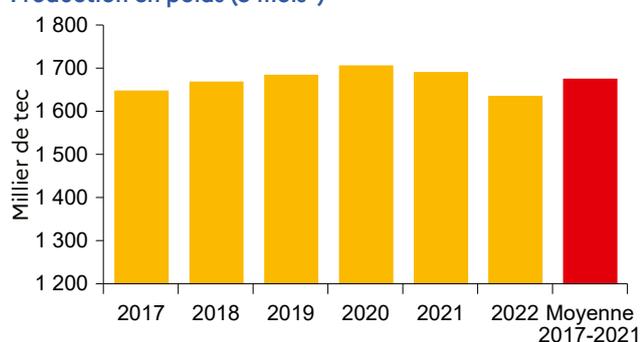
Sources : DGDDI

Porcins

En 2022, la production porcine recule de 3,0 % en poids dans un contexte de contraction du cheptel de truies, en France comme dans l'Union européenne. Les volumes exportés de viande porcine reculent de 5,6 % du fait principalement de la diminution de la demande chinoise, liée à la reconstitution progressive du cheptel dans ce pays. Ce retour à des volumes plus habituels vers les pays tiers est pour moitié compensé par des ventes dynamiques à l'UE. Par rapport au niveau bas de 2021, impacté par la pandémie de Covid-19, la consommation française de viande porcine se redresse de 3,0 % en volume, entraînant une hausse de 13,0 % des importations en provenance de l'UE. Déjà soutenus en 2021, les coûts de production s'envolent en 2022, conséquence du conflit en Ukraine. Conjointement avec un niveau historiquement élevé du coût de l'aliment porcins (+ 41 % par rapport à la moyenne 2017-2021), la réduction de l'offre sur le marché français et européen est à l'origine d'une forte hausse des prix à la production (+ 18,4 % sur les 9 premiers mois 2022).

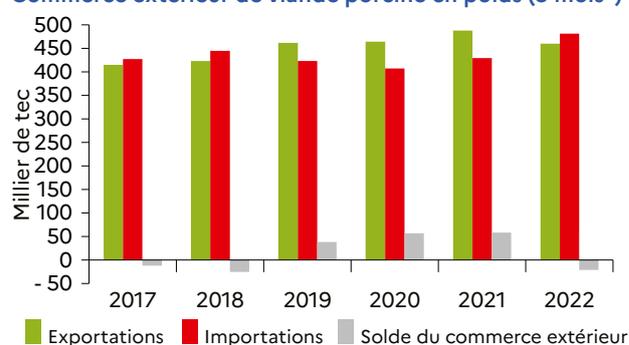
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids (9 mois*)



Source : Agreste

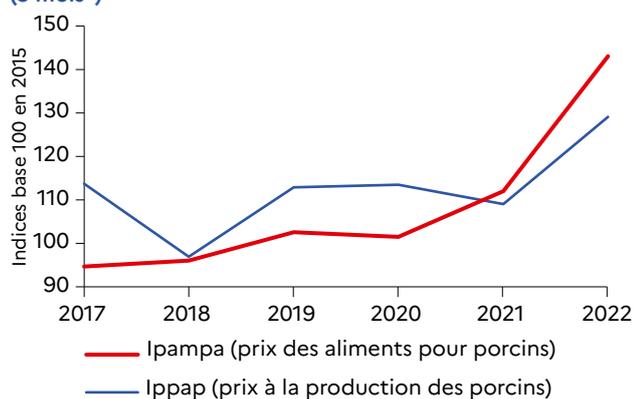
Graphique 2
Commerce extérieur de viande porcine en poids (9 mois*)



Source : DGDDI

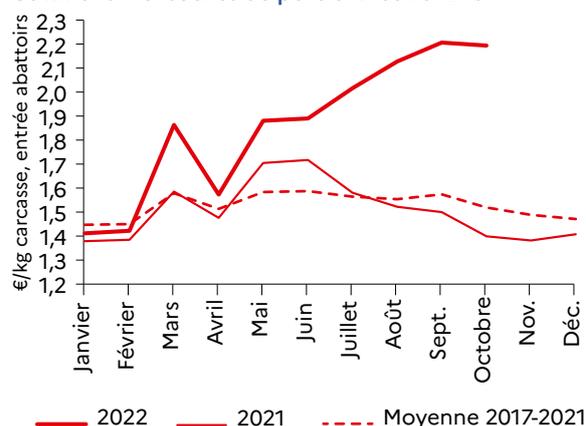
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Prix à la production du porc et coût des aliments pour porcins (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Cotations mensuelles du porc charcutier E+S



Source : RNM-FranceAgriMer

Annexe - Porcins

Production - abattages de porcins, consommation de viande porcine, de 2017 à 2022

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2022/2021 (%)	2022/ moy. 2017- 2021
Millier de têtes								
Production	17 639	17 851	17 953	17 952	17 794	17 448	-1,9	-2,2
Exportations animaux vivants	350	456	471	630	430	279	-35,0	-40,2
Importations animaux vivants	127	132	104	103	97	98	+0,1	-13,6
Abattages	17 417	17 527	17 586	17 425	17 462	17 266	-1,1	-1,2
Millier de tec								
Production	1 646	1 667	1 683	1 704	1 689	1 639	-3,0	-2,3
Exportations animaux vivants	34	43	45	59	40	25	-37,9	-43,3
Importations animaux vivants	2	2	2	1	2	2	+16,0	+5,7
Abattages	1 614	1 626	1 640	1 646	1 650	1 615	-2,1	-1,2
Exportations animaux vivants	416	424	463	465	489	462	-5,6	+2,2
Importations animaux vivants	428	446	424	409	427	482	+13,0	+13,0
Consommation de viande porcine	1 626	1 648	1 601	1 590	1 588	1 636	+3,0	+1,6

Sources : Agreste-DGDDI, données sur les 9 premiers mois

Exportations françaises de viande porcine (nc. abats)

	2022	2021	2022/2021	2022/ moy. 2017- 2021
Millier de tec				
Monde	462	489	-5,6	+2,2
UE	301	267	+12,6	+8,0
Italie	58	62	-6,0	-23,0
Belgique	36	35	+5,5	+5,2
Espagne	41	36	+12,3	+45,8
Allemagne	35	32	+11,2	+33,1
Pays-Bas	19	23	-16,0	-8,1
Pays tiers	161	222	-27,5	-7,0
Chine	47	116	-59,0	-29,5
Royaume-Uni	32	30	+4,8	-2,5
Philippines	26	23	+15,7	+38,0
Japon	14	13	+13,9	+8,3
Million d'euros				
Monde	1 015	1 015	+0,0	+10,6
UE	649	518	+25,3	+16,1
Italie	125	110	+13,0	-12,3
Belgique	100	93	+7,2	+8,4
Allemagne	92	82	+12,0	+25,3
Espagne	72	52	+37,1	+61,5
Pays-Bas	39	40	-1,9	+4,2
Pays tiers	366	497	-26,4	+2,1
Chine	98	258	-62,1	-29,6
Royaume-Uni	79	73	+8,7	+11,4
Japon	47	43	+8,9	+8,5
Philippines	54	40	+35,8	+72,0

Sources : Agreste, DGDDI - données sur les 9 premiers mois - y c. grasse

Importations françaises de viande porcines (nc. abats)

	2022	2021	2022/2021	2022/ moy. 2017- 2021
Millier de tec				
Monde	482	427	+13,0	+13,0
Pays tiers	40	20	+95,4	+279,7
Royaume-Uni	36	16	+127,3	+561,2
UE	443	406	+8,9	+6,3
Espagne	196	192	+2,1	-8,9
Allemagne	107	88	+21,1	+38,2
Italie	56	45	+24,0	+22,0
Belgique	35	39	-10,8	-5,8
Million d'euros				
Monde	1 283	1 160	+10,6	+9,9
Pays tiers	68	36	+87,0	+231,4
Royaume-Uni	58	26	+122,4	+497,6
UE	1 215	1 123	+8,1	+5,9
Espagne	541	511	+6,0	-2,3
Allemagne	228	217	+5,2	+8,3
Italie	232	210	+10,4	+18,8
Belgique	91	94	-2,4	+4,9

Sources : Agreste-DGDDI, données sur les 9 premiers mois - y c. grasse

Solde extérieur de viande porcine (nc. abats)

	2022	2021	2020	2019	Moy 2017- 2021
Millier de tec					
Monde	-21	62	56	25	17
Million d'euros					
Monde	-268	-145	-197	-250	-263

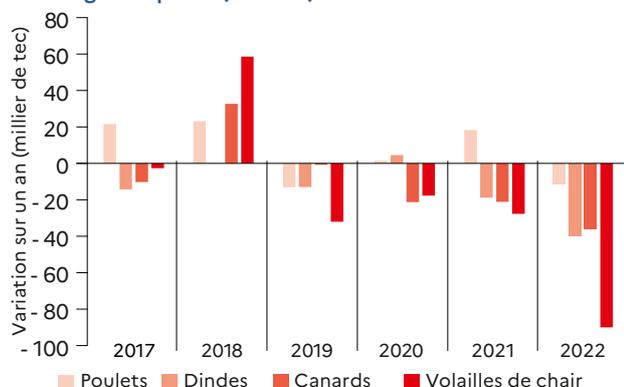
Sources : Agreste-DGDDI, données sur les 9 premiers mois - y c. grasse

Volailles - Œufs

Sur les neuf premiers mois de 2022, la production de volailles de chair recule de 5,5 % sur un an et de 10,3 % par rapport à la moyenne 2017-2021. Cette baisse s'explique par l'épizootie d'Influenza aviaire, d'ampleur exceptionnelle cette année. Celle-ci a commencé à l'hiver dans le Sud-Ouest avant de s'étendre aux départements du Grand Ouest où se concentrent de nombreux couvoirs et élevages de reproducteurs. L'ensemble des productions avicoles sont affectées, notamment celle des palmipèdes (- 31,4 %). Celles de dindes et de pintades sont également touchées, dans un contexte de baisse tendancielle de la consommation de leurs viandes. Bien que moins impactée, la production de poulet ne suffit pas à couvrir la demande intérieure dynamisée par la consommation. Dans ce contexte, les volumes importés de viande de poulet augmentent, creusant le déficit des échanges extérieurs. Avec le conflit en Ukraine, les coûts de production accélèrent, entraînant à la hausse les prix à la production des volailles de chair et des œufs au sein de filières très intégrées. La forte demande en œufs accentue cette évolution.

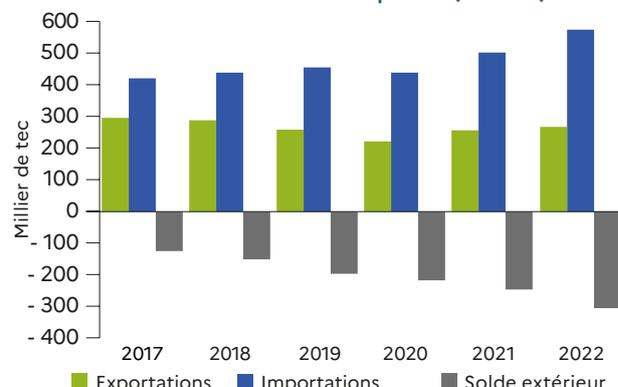
Principaux indicateurs

Graphique 1
Abattages en poids (9 mois*)



Source : Agreste

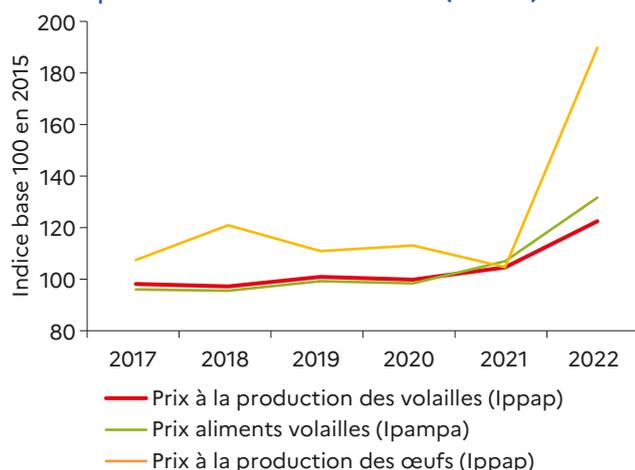
Graphique 2
Commerce extérieur de viande de poulet (9 mois*)



Source : DGDDI

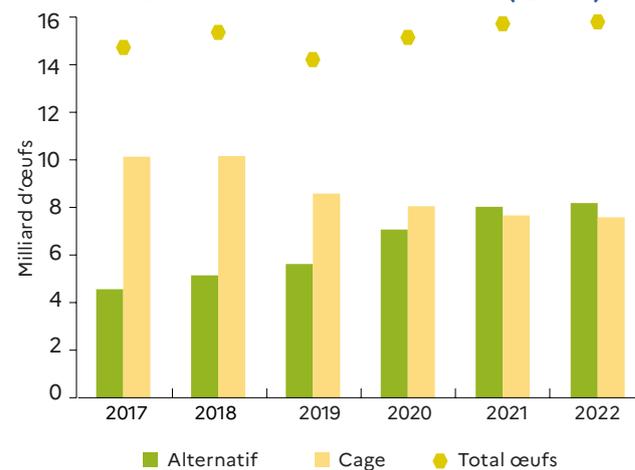
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Prix à la production et coût des aliments (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Graphique 4
Production annuelle d'œufs de consommation (12 mois)



Source : Modèle Itavi/SSP/CNPO V2, production des élevages professionnels

Annexe - Volailles - Œufs

Abattages - production de volaille de chair

	Production			Solde commerce ext. animaux vivants	Abattages			Solde commerce ext. viandes	Variation de stocks (1 000 t)	Consommation apparente		
	2022	2022/2021 (%)	2022/moy. 2017-2021 (%)		2022	2022/2021 (%)	2022/moy. 2017-2021 (%)			2022	2022/2021 (%)	2022/moy. 2017-2021 (%)
Total volailles (million de têtes)	639,6	-5,5	-10,3	+31,9	607,7	-5,2	-9,9	-	-	-	-	-
Gallus (*)	579,5	-3,2	-6,7	+30,7	548,7	-2,9	-6,2	-	-	-	-	-
Dindes	22,4	-16,8	-24,7	+0,9	21,5	-16,6	-25,1	-	-	-	-	-
Canards	27,0	-31,4	-42,6	+0,4	26,6	-30,5	-42,2	-	-	-	-	-
Pintades	10,7	-5,5	-27,1	-0,1	10,8	-5,2	-26,4	-	-	-	-	-
Total volailles (1000 téc)	1 139,2	-7,8	-11,1	+38,7	1 100,5	-7,6	-11,0	-296,6	-13,9	1 411,0	-0,5	+1,3
Gallus (*)	858,6	-1,9	-2,1	+32,5	826,0	-1,7	-1,7	-305,8	-7,0	1 138,8	+4,5	+10,7
dont poulets de chair	...	...	...	...	799,8	-1,4	-0,9	...	...	...	...	...
Dindes	184,1	-18,4	-24,4	+5,5	178,6	-18,2	-24,7	+4,0	-5,6	180,3	-11,4	-17,0
Canards	82,2	-31,1	-42,3	+0,8	81,4	-30,5	-42,0	+3,4	-1,5	79,5	-27,4	-38,8
dont canards à rôtir	...	...	...	...	39,7	-29,2	-38,0	...	...	...	...	...
dont canards gras	...	...	...	...	41,7	-31,6	-45,4	...	...	...	...	...
Pintades	14,2	-5,6	-25,0	-0,1	14,3	-5,4	-24,4	+3,1	+0,2	11,0	-9,3	-28,1

Source : Agreste-DGDDI, données de janvier à septembre

... Données non disponibles

Total volailles = gallus + dindes + canards à rôtir et à gaver + pintades + oies à rôtir et à gaver

(*) Gallus : env. 95 % de poulets de chair/coqs/coquelets, 4 % de poules de réforme, 1 % de chapons

Les données du commerce extérieur ne sont pas précisées pour les poulets de chair, canards à rôtir et canards à gaver (animaux vivants et viandes)

Commerce extérieur des viandes de volaille de chair

Viande de	Zone	En poids										En valeur													
		Exportations					Importations					Solde		Exportations					Importations					Solde	
		2022	2022/2021	2022/moy. 2017-2021	2022	2022/2021	2022/moy. 2017-2021	2022	2021	2022	2022/2021	2022/moy. 2017-2021	2022	2022/2021	2022/moy. 2017-2021	2022	2021								
Volaille	Monde	328	+1,3	-4,7	625	+12,2	+23,8	-297	-233	798	+19,4	+14,2	1 684	+47,1	+59,7	-887	-477								
	UE	209	+11,6	+24,9	548	+9,8	+20,0	-339	-312	512	+23,5	+25,3	1 556	+45,4	+61,7	-1	-655								
	Pays tiers	119	-12,9	-32,8	77	+33,3	+59,9	+42	+79	286	+12,9	-1,4	128	+71,8	+38,8	+157	+178								
Poulet	Monde	266	+3,2	+0,4	572	+13,2	+26,5	-306	-247	587	+25,2	+23,1	1 473	+48,8	+63,8	-886	-521								
	UE	162	+15,5	+44,6	501	+10,8	+22,8	-339	-312	346	+32,9	+42,5	1 359	+46,8	+66,0	-1 013	-665								
	Pays tiers	104	-11,5	-32,0	71	+33,7	+60,5	+33	+64	241	+15,6	+3,0	114	+78,1	+41,9	+127	+144								
Dinde	Monde	41	+0,6	-20,1	37	+6,3	+4,2	+4	+6	105	+17,0	+6,8	133	+30,6	+27,5	-28	-12								
	UE	31	+12,9	-15,1	33	+3,5	-2,8	-2	-4	84	+22,4	+9,3	124	+31,2	+27,5	-40	-26								
	Pays tiers	10	-24,3	-32,1	5	+30,6	+102,8	+5	+10	21	-0,3	-2,3	9	+23,6	+26,7	+12	+14								
Canard	Monde	17	-20,6	-26,8	14	+0,3	-0,2	+3	+8	90	-6,0	-15,8	73	+51,6	+56,9	+17	+48								
	UE	14	-21,4	-16,5	13	-0,8	+3,1	+1	+4	70	-7,4	-9,3	68	+51,3	+62,0	+2	+31								
	Pays tiers	4	-17,3	-50,5	1	+19,6	-31,7	+3	+4	20	-0,5	-33,1	5	+56,2	+7,3	+15	+17								

Source : Agreste et DGDDI, données de janvier à septembre

Production d'œufs de consommation

	2005	2010	2015	2020	2021	2022	2022/2021	2022/moy. 2017-2021
	Milliard d'œufs						%	
Production d'œufs	12,3	13,1	13,2	15,1	15,7	15,8	+0,3	+4,9
issue d'élevage en mode cage	10,1	10,5	9,1	8,1	7,7	7,6	-0,8	-14,8
issue d'élevage en mode alternatif	2,3	2,6	4,2	7,1	8,0	8,2	+1,5	+33,7
	Millier de téoc						%	
Production d'œufs	762,1	813,3	838,7	937,3	972,0	975,3	+0,3	+4,7

Modèle SSP-Itavi-CNPO V2 - Production des élevages professionnels, estimation sur 12 mois

Exportations d'œufs

	2022	2021	2022/2021	2022/moy. 2017
	Millier de teoc			
Œufs de consommation	75	86	-12,4	-0,8
Œufs coquille	14	23	-38,5	-18,9
Ovoproduits alimentaires	61	63	-3,0	+4,6
Ovoproduits industriels	13	15	-17,7	-20,2
	Million d'euros			
Œufs de consommation	121	98	+23,5	+33,9
Œufs coquille	22	25	-12,6	+5,6
Ovoproduits alimentaires	99	73	+35,8	+42,4
Ovoproduits industriels	8	8	+6,5	+8,9

Importations d'œufs

	2022	2021	2022/2021	2022/moy. 2017
	Millier de teoc			
Œufs de consommation	117	89	+31,5	+19,2
Œufs coquille	48	32	+50,3	+12,5
Ovoproduits alimentaires	70	57	+21,2	+24,3
Ovoproduits industriels	2	1	+133,9	+9,4
	Million d'euros			
Œufs de consommation	172	88	+94,8	+72,3
Œufs coquille	75	32	+136,0	+69,5
Ovoproduits alimentaires	96	56	+71,4	+74,5
Ovoproduits industriels	2	0	+308,4	+190,1

Solde

	2022	2021
	Millier de teoc	
Œufs de consommation	-42	-4
Œufs coquille	-34	-9
Ovoproduits alimentaires	-9	5
Ovoproduits industriels	11	15
	Million d'euros	
Œufs de consommation	-51	10
Œufs coquille	-54	-7
Ovoproduits alimentaires	3	17
Ovoproduits industriels	6	7

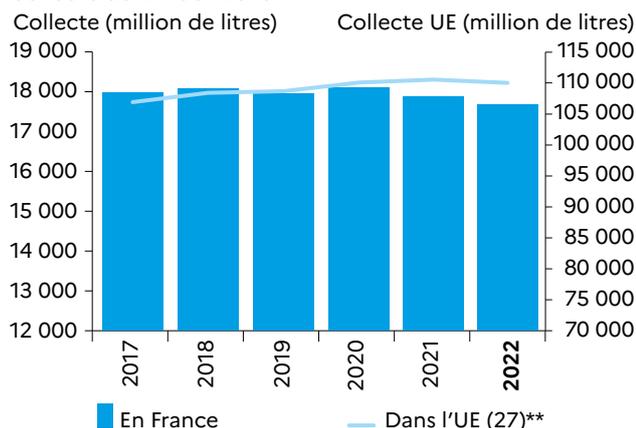
Sources : Agreste et DGDDI, données de janvier à septembre

Lait

Sur les neuf premiers mois de 2022, la production de lait de vache recule en France, comme en Europe, sous l'effet d'une hausse des coûts de production et d'une baisse de la production d'herbe liée à la sécheresse. Ce repli se répercute sur la plupart des fabrications de produits laitiers, en particulier les produits frais et les poudres de lait. Dans ce contexte, les prix du lait payés aux producteurs atteignent des niveaux inégalés, compensant en moyenne la hausse du coût des intrants. L'excédent commercial français se détériore sous l'effet d'une forte hausse des importations, en particulier de beurre et de fromages.

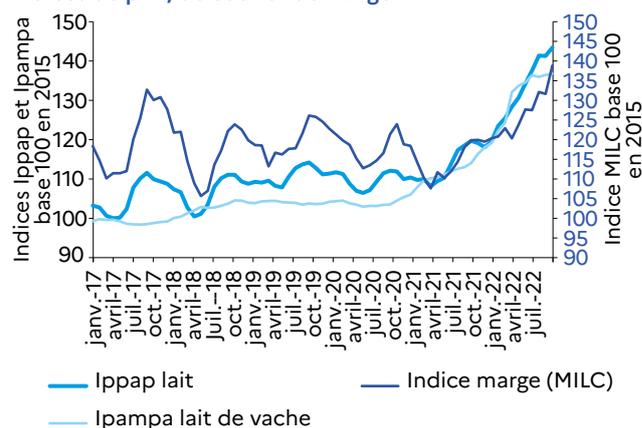
Principaux indicateurs

Graphique 1
Collecte de lait de vache*



Sources : Agreste, Eurostat
** estimée pour certains pays

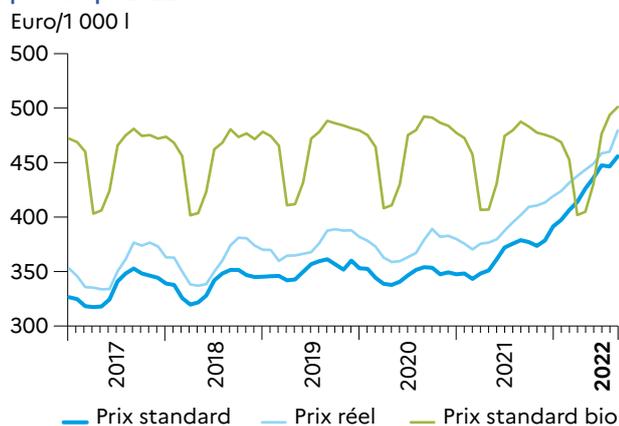
Graphique 2
Indices de prix, de coût et de marge



Sources : Insee (Ippap), Idele (Ipampa Lait de vache, indicateur MILC)

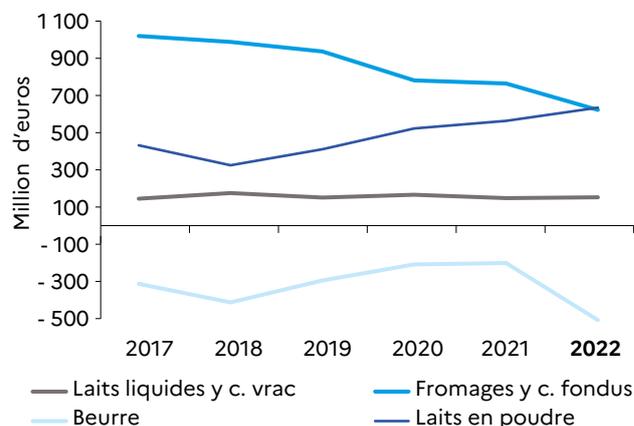
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Le prix du lait conventionnel dépasse celui du bio au printemps 2022



Source : Agreste, FranceAgriMer - enquête mensuelle laitière

Graphique 4
Solde du commerce extérieur des produits laitiers (9 mois*)



Sources : DGDDI

En 2022, baisse de la collecte de lait de vache

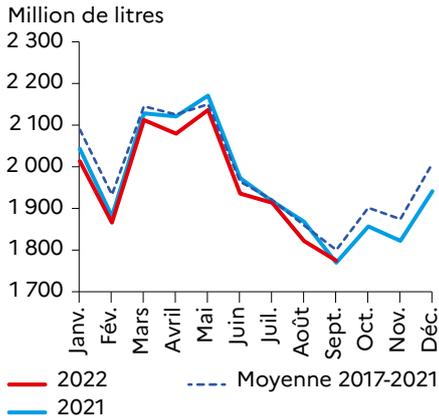
De janvier à septembre 2022, 17,7 milliards de litres de lait de vache sont collectés en France (graphique 1 et 5 – annexe Lait), soit 1,2 % de moins que l'an

dernier (- 1,8 % par rapport à la moyenne 2017-2021). Plusieurs facteurs expliquent cette baisse : la poursuite de la décapitalisation du troupeau laitier, la hausse des coûts de production, notamment ceux des aliments, mais également le déficit de production d'herbe lié

aux conditions climatiques. Avec la sécheresse, de nombreux éleveurs ont ainsi dû compléter les rations dès l'été en entamant les stocks de fourrages prévus pour l'hiver. Cette baisse de la collecte de lait s'observe également aux niveaux européen et mondial (encadrés 1 et 2).

Graphique 5

En 2022, une collecte de lait inférieure à la moyenne quinquennale



Source : Agreste, FranceAgriMer - enquête mensuelle laitière

Recul des fabrications de produits laitiers

Dans ce contexte, la plupart des fabrications françaises de produits laitiers sont orientées à la baisse sur les neufs premiers mois de l'année. C'est le cas des laits conditionnés, des yaourts et desserts lactés et surtout des poudres de lait (- 6,6 %). Les fabrications de fromages résistent davantage (- 0,4 %) (annexe). Ce recul global s'accompagne d'un ralentissement des volumes achetés par les ménages, sur fond de tensions inflationnistes.

Sur un marché tendu par un manque de disponibilités et la fermeté de la demande, les prix des produits industriels sont en forte hausse en 2022 par rapport à 2021, même si l'on constate un reflux depuis quelques semaines. La poudre de lait écrémé se négocie ainsi autour de 3 500 €/t (+ 55 % sur un an) tandis que le prix du beurre poursuit son envolée (7 200 €/t, soit + 80 %). Ces hausses reflètent l'augmentation des coûts de production, notamment énergétiques. Ce mouvement pourrait se poursuivre dans les prochains mois. Les difficultés d'approvisionnement en gaz cet hiver et son prix, dus au contexte de guerre en Ukraine, pourraient en effet pénaliser l'activité de séchage des poudres (le gaz étant un combustible indispensable à leur séchage) et contraindre les fabricants à arbitrer en faveur

de productions laitières plus économes en énergie.

Flambée des coûts de production

Sur les neuf premiers mois de 2022, le coût de production du lait de vache, mesuré par l'institut de l'élevage (indice Ipampa lait de vache - Idele), est supérieur de 18,5 % en moyenne à celui de 2021. En septembre, le coût progresse de 20 % sur un an, s'établissant à son plus haut niveau depuis plusieurs années (graphique 2). Déjà en hausse en 2021, les coûts de production accélèrent au 1^{er} semestre, à la suite du déclenchement du conflit russo-ukrainien. Sur les neuf premiers mois de l'année, les prix des engrais et amendements doublent quasiment (+ 93 %), ceux de l'énergie s'accroissent de 39 %, tandis que les prix des aliments achetés augmentent de 23 %. Sur la même période, la marge des éleveurs laitiers progresse toutefois de 32,6 %, selon l'Idele (indice Ipampa lait de vache sur coût total indicé (MILC)). Sur les neuf premiers mois de l'année, la hausse du prix du lait compense ainsi celle des coûts de production.

Hausse continue du prix du lait

Sur les neuf premiers mois de l'année, le prix standard du lait de vache s'établit en moyenne à 423,8 € pour 1 000 litres (l). Il gagne 61 € par rapport à l'an dernier (+ 18,4 % sur un an), poursuivant la hausse des prix du lait entamée en 2021. Le prix à teneurs réelles s'établit à 444,9 € pour 1 000 l (+ 16,3 % sur les neuf premiers mois de 2022). En septembre, il atteint le niveau record de 478,2 € pour 1 000 l après avoir dépassé au printemps le prix du lait biologique, en raison notamment de la saisonnalité prononcée de ce dernier (graphique 3).

Dégradation de l'excédent commercial du fait de la hausse des importations

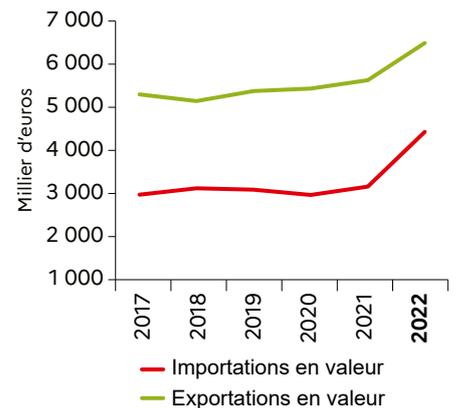
De janvier à septembre 2022, l'excédent commercial de

l'ensemble des produits laitiers diminue en valeur de 16,4 % sur un an, en lien avec une hausse des importations (+ 40 % sur un an) nettement supérieure à celle des exportations (+ 15,4 %) (annexe).

Les importations de laits liquides et de beurre doublent quasiment en valeur sur cette période. Les exportations de fromages progressent de 11 % sur un an (+ 14 % par rapport à la moyenne 2017-2021 (graphique 4 - annexe)). Les exportations de beurre progressent de 37 % par rapport à 2021 (+ 44 % par rapport à la moyenne quinquennale), celles de poudres de lait écrémé, de 15 % (+ 38 % par rapport à 2017-2021).

Graphique 6

Hausse des importations de produits laitiers en 2022



Source : DGDDI

Lait biologique en France : hausse modérée de la collecte et quasi-stabilité des prix

Sur les neuf premiers mois de 2022, la collecte de lait biologique de vache progresse de 1,9 % en moyenne, à un rythme bien moins élevé qu'en 2021 (+ 10,2 %). Parallèlement, le prix standard du lait bio augmente légèrement de 0,2 % après un repli en 2021 (- 0,5 %). Néanmoins, les prix des produits laitiers biologiques augmentent et, dans ce contexte inflationniste, les achats des ménages se replient fortement en volume, aussi bien pour les laits de consommation (- 8 %) que pour les fromages de vache ou le beurre.

Encadré 1

Union européenne : repli de la collecte et hausse marquée des prix

De janvier à septembre 2022, la collecte de lait dans l'Union européenne (à 27) poursuit le recul (- 0,5 %) entamé à la mi-2021 (*graphique 1*). Dans un contexte d'envolée des coûts de production, elle baisse dans la plupart des pays : Allemagne (- 0,9 %), Pays-Bas (- 0,4 %). La Pologne fait exception, avec

une hausse de 2,0 %. Dans l'ensemble de l'UE, le prix du lait payé aux producteurs s'établit en moyenne à 485 €/1 000 litres. Avec 34,5 % de hausse en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, il progresse plus vite qu'en France où il est moins réactif (à la hausse comme à la baisse).

Recul des fabrications européennes

Sur les neuf premiers mois de 2022, la plupart des fabrications des produits laitiers sont orientées à la baisse en Europe. C'est le cas des fromages (- 4,0 %), du beurre (- 1,0 %), des yaourts (- 0,3 %) et surtout des poudres (- 11,3 %), fortement affectées par la moindre demande chinoise. En revanche, les fabrications de lait de consommation et de

crème se maintiennent, soutenues par la demande des ménages. Les exportations européennes sont orientées à la baisse, à l'exception de celles de beurre et de poudres infantiles. Les importateurs se montrent prudents dans un contexte de prix élevés mais les transformateurs pourraient être confrontés à des disponibilités en lait faibles à l'automne.

Encadré 2

Léger retrait de la collecte mondiale de lait

En 2022, après plusieurs années de croissance, la collecte mondiale reculerait légèrement de 0,5 % pour atteindre environ 660 millions de tonnes. Elle fléchirait en Nouvelle-Zélande (- 5,0 %) et en

Australie (- 6,1 %) en raison de la sécheresse. La baisse serait moins marquée aux États-Unis. Parmi les principaux pays producteurs, les volumes croîtraient seulement en Argentine (+ 1,6 %).

Recul de la demande chinoise de produits laitiers sur le marché international

En 2022, la Chine est moins présente sur le marché des produits laitiers (confinements, difficultés logistiques) : de janvier à mai, ses achats de poudre de lait écrémé en provenance de Nouvelle-Zélande et de l'Europe chutent d'un quart. La demande mondiale reste cependant forte, d'autres pays (Indonésie, Philippines) compensant en partie la baisse de la demande chinoise. Dans ce contexte, les prix du lait augmentent dans les principaux pays producteurs. C'est le cas notamment en Nouvelle-

Zélande et aux États-Unis, où la hausse a été plus marquée qu'en Europe. Au 1^{er} semestre, les cours mondiaux des produits laitiers continuent de grimper, s'approchant de leur niveau record de 2017. Ils se tassent légèrement en août en lien avec le recul des achats chinois. La cotation du beurre, qui se situait en moyenne à environ 4 700 € la tonne en 2021, dépasse les 7 500 € en mai 2022 ; le prix de la poudre de lait écrémé atteint 4 000 € la tonne depuis mars 2022 alors qu'il avoisinait 3 100 € l'an dernier.

Annexe - Lait

Collecte et prix moyen du lait de vache

	Collecte			Prix moyen		
	2022 (millier de litres)	2022/2021 (%)	2022/ MQ* (%)	2022 (millier de litres)	2022/2021 (%)	2022/I MQ* (%)
Janvier	2 013 801	-1,4	-3,6	419,4	+10,3	+13,4
Février	1 865 845	-0,8	-3,5	424,0	+12,8	+15,6
Mars	2 112 251	-0,8	-1,5	431,5	+16,4	+20,5
Avril	2 079 448	-2,0	-2,2	437,8	+16,5	+23,2
Mai	2 136 374	-1,6	-0,6	443,7	+17,7	+25,2
Juin	1 936 170	-1,9	-1,4	449,2	+18,3	+26,2
Juillet	1 913 806	-0,2	-0,4	458,5	+18,2	+25,9
Août	1 821 392	-2,5	-2,0	460,1	+16,4	+23,6
Septembre	1 775 702	+0,3	-1,4	479,3	+19,2	+24,8
Cumul 9 mois	17 654 792	-1,2	-1,8	444,2	+16,2	+22,0
dont lait biologique*	954 437	+1,9	+32,2	471,0	-0,3	+3,2

* Évolution par rapport à la moyenne quinquennale 2017-2021

Source : Agreste, FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière

Fabrication de produits laitiers

	2022		2021	
	Quantité*	2022/2021 (%)	Quantité*	2021/2020 (%)
LAIT CONDITIONNÉ	2 084 842	-2,9	2 147 811	+2,1
Lait UHT	1 902 646	-3,4	1 968 803	+2,4
YAOURT ET DESSERT LACTÉ	1 460 271	-2,4	1 496 442	+2,4
Yaourt et lait fermenté	993 673	-3,2	1 026 433	+3,5
Dessert lacté frais	441 654	-0,8	445 165	+0,4
Dessert lacté longue conservation	24 944	+0,4	24 842	-4,8
CRÈME CONDITIONNÉE	381 889	+2,7	371 883	+0,7
Crème fraîche :	146 662	0,0	146 690	+5,1
MATIÈRES GRASSES**	304 727	-0,6	300 777	+1,2
Beurre	264 546	-1,0	267 160	+1,9
Beurre anhydre de crème (MGLA *1,22)	34 130	+1,5	27 554	-3,4
Spécialités à tartiner	6 052	+2,2	5 920	+6,4
SÉCHAGE DE POUDRE DE LAIT	377 647	-6,6	404 191	+6,0
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	285 595	-7,9	310 035	+1,4
Autres poudres de lait (1,5 % et plus)	92 052	-2,2	94 157	+24,2
CONDITIONNEMENT DE POUDRES DE LAIT	124 876	+2,6	121 733	+6,1
LAIT CONCENTRÉ CONDITIONNÉ	49 030	-6,4	52 389	+2,5
TOTAL FROMAGE DE VACHE (hors fondus)	1 276 015	-0,4	1 280 849	-1,5
FROMAGES FONDUS issus de la fonte de fromages	77 620	-7,8	84 162	-0,6
CASÉINES ET CASÉINATES	35 812	+8,8	32 915	-4,4
POUDRE DE BABEURRE	19 080	-3,0	19 661	+7,5
POUDRE DE LACTOSÉRUM	355 543	-5,9	378 003	-2,8

* Unités : laits conditionnés en 1000 l et autres produits en tonnes

** Matières grasses : beurre + (MGLA *1,22) + spécialités à tartiner

Source : Agreste, FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière

Commerce extérieur

	Cumul 9 mois								
	Exportations			Importations			Solde		
	2022 (millier d'€)	22/21 (%)	22/ Moy. 2017-2021 (%)	2022 (millier d'€)	22/21 (%)	22/ Moy. 2017-2021 (%)	2022 (millier d'€)	22/21 (%)	22/ Moy. 2017-2021 (%)
Laits liquides (y c. vrac)	259 467	+26,3	+7,6	103 378	+95,3	-28,8	156 090	+2,3	-3,1
Beurre	407 415	+37,1	+44,1	910 521	+84,4	-18,9	-503 106	+156,0	+78,9
Fromages (tous laits) y c. fondus	2 545 473	+11,2	+14,1	1 920 426	+26,3	-21,1	625 047	-18,8	-30,6
Laits en poudre	813 946	+14,8	+37,7	176 294	+25,0	-5,9	637 652	+12,2	+40,4
Yaourts et desserts lactés*	356 766	+10,6	+5,0	105 046	+11,3	-6,0	251 720	+10,3	-1,5
Yaourts et laits fermentés	191 215	-15,3	-2,3	54 001	-2,7	-11,3	137 213	-19,4	-5,7
Total des produits laitiers	6 497 960	+15,4	+20,7	4 435 936	+40,2	+44,6	2 062 024	-16,4	-9,2

Source : DGDDI - traitement Agreste

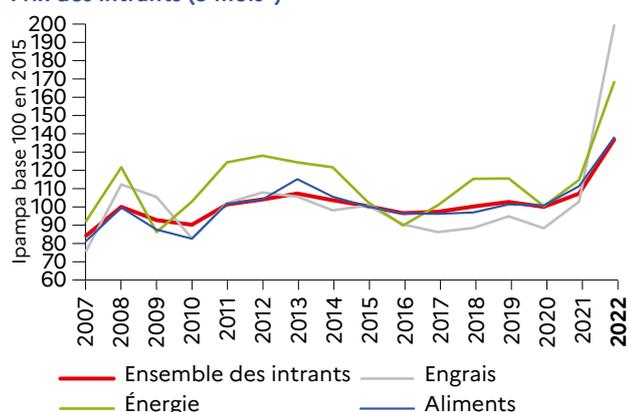
* hors desserts lactés de conserve ou thermisés

Intrants

Sur les neuf premiers mois de 2022, sous l'effet de l'accélération du prix de plusieurs intrants (énergie, engrais, aliments pour animaux), les prix des moyens de production achetés par les exploitants agricoles augmentent très fortement (+ 27,5 % sur un an). Les prix des combustibles s'envolent en lien avec l'offre limitée en pétrole puis le conflit russo-ukrainien. Les prix des engrais azotés font plus que doubler, tandis que ceux des phosphates et des potasses augmentent respectivement de 59,7 % et 45,8 %. Sur la campagne 2021-2022, les livraisons d'engrais azotés baissent nettement (- 7,7 %) mais moins que celles de phosphate et de potasse (- 21,2 % et - 22,8 %). La production en volume d'aliments pour animaux d'élevage se contracte pour presque tous les types d'animaux, notamment pour les volailles (- 10,0 % sur un an) en lien principalement avec l'épizootie d'influenza aviaire.

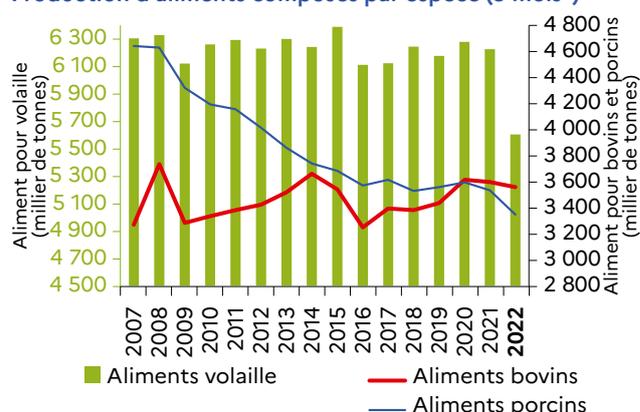
Principaux indicateurs

Graphique 1
Prix des intrants (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

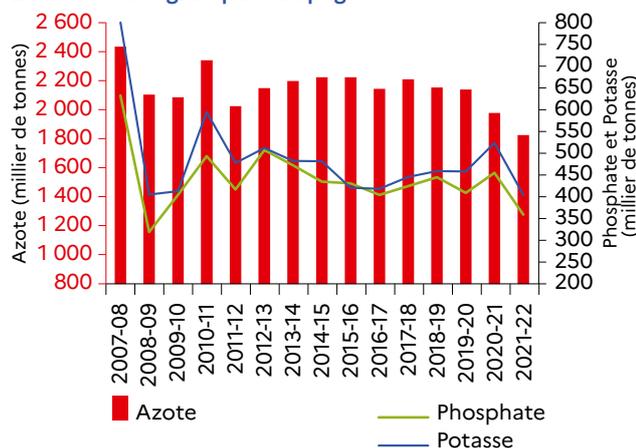
Graphique 2
Production d'aliments composés par espèce (9 mois*)



Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA

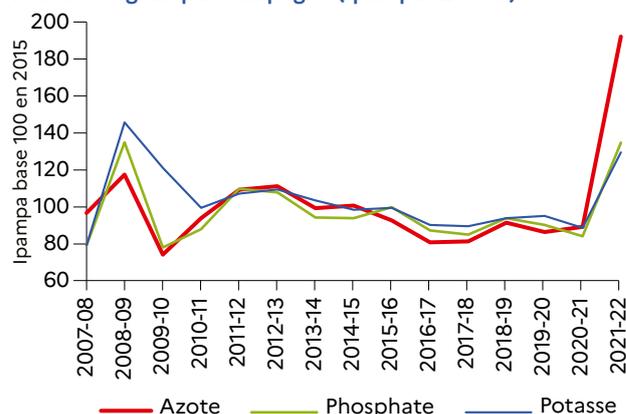
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Livraisons d'engrais par campagne



Source : Unifa

Graphique 4
Prix des engrais par campagne (Ipampa 12 mois)



Sources : Insee, Agreste

Déjà en hausse fin 2021, le prix des intrants agricoles, mesuré par l'indice des prix d'achat des consommations intermédiaires des exploitations agricoles (Ipampa), augmente fortement en 2022 :

+ 27,5 % sur les neuf premiers mois de 2022 par rapport aux mêmes mois de 2021 (graphique 1 – annexe Intrants). Les prix atteignent un niveau record, bien supérieur au pic de 2013. Les prix des engrais

(+ 93,4 %), de l'énergie (+ 46,6 %) et des aliments pour animaux (+ 24,0 % sur un an), progressent de manière inédite tandis que ceux des semences et des produits de protection des cultures

augmentent comparativement de façon moins marquée (+ 3,6 %). Ces hausses s'appuient d'une part sur une forte demande dans un contexte de reprise économique mondiale fin 2021 et d'autre part sur les conséquences des tensions d'approvisionnement en gaz provoquées par le conflit russo-ukrainien.

En 2022, les exploitations classées en grandes cultures sont les plus touchées par la hausse du prix des intrants, celles en viticulture sont les moins affectées

L'impact de la hausse des intrants diffère selon l'orientation technique des exploitations (Otex). Sur les neuf premiers mois de 2022, le prix des intrants s'accroît le plus fortement pour les exploitations classées en céréales et oléo-protéagineux (+ 37,4 % par rapport à 2021). La hausse est également marquée pour l'Otex Autres grandes cultures (betteraves, pommes de terre...) (+ 31,1 %) et les exploitations de maraîchage (+ 22,8 %), en particulier pour les productions sous serres chauffées, tandis qu'elle est moins forte pour la viticulture (+ 17,7 %). Dans l'élevage, le prix des intrants augmente également (entre 24 % et 28 % selon le type d'élevage).

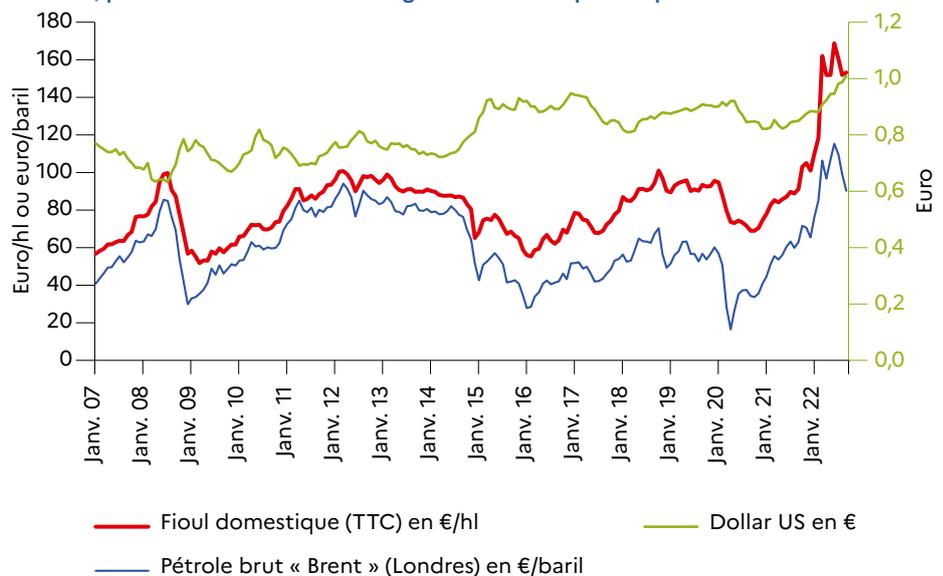
Poursuite de la forte hausse des prix du pétrole

Après une forte hausse en 2021, les cours du pétrole de la mer du Nord progressent de nouveau en 2022, malgré un net repli depuis juin consécutif à l'augmentation de la production décidée par les pays de l'OPEP (graphique 5). En septembre 2022, les niveaux restent très élevés (90 €/baril). Le dollar s'est continûment raffermi face à l'euro depuis mai 2021, rendant en Europe la baisse moins forte qu'ailleurs.

Les prix du gazole non routier, qui représente la moitié du poste énergie, suivent la même évolution à la hausse, si bien qu'en septembre 2022 (153 €/hl) ils dépassent fortement les valeurs,

Graphique 5

En 2022, poursuite de la très forte augmentation des prix du pétrole



Sources : Insee, ministère de l'Industrie

pourtant élevées, de la fin 2021 (105 €/hl en novembre 2021).

Les prix des semences et celui des produits phytosanitaires progressent légèrement

Le prix des semences, qui représentent 7 % des intrants, est comparativement aux autres grands postes d'intrants beaucoup moins affecté en 2022 par le contexte économique (+ 3,6 % sur les neuf premiers mois par rapport à 2021) (annexe). Les prix des produits de protection des cultures sont à nouveau en augmentation (+ 2,5 % sur un an), après des baisses successives depuis 2019.

En 2022, poursuite de la hausse des prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage

En 2022, les prix des aliments pour animaux d'élevage (27 % des intrants), mesurés par l'Ipampa, s'accroissent fortement par rapport à 2021 (+ 24,0 % sur les neuf premiers mois) et atteignent des niveaux record (graphique 6 – annexe).

Dans le même temps, les prix des matières premières (Ipa) entrant dans les formulations des aliments pour animaux s'accroissent encore plus fortement par rapport à 2021 (+ 38,2 % en moyenne sur les

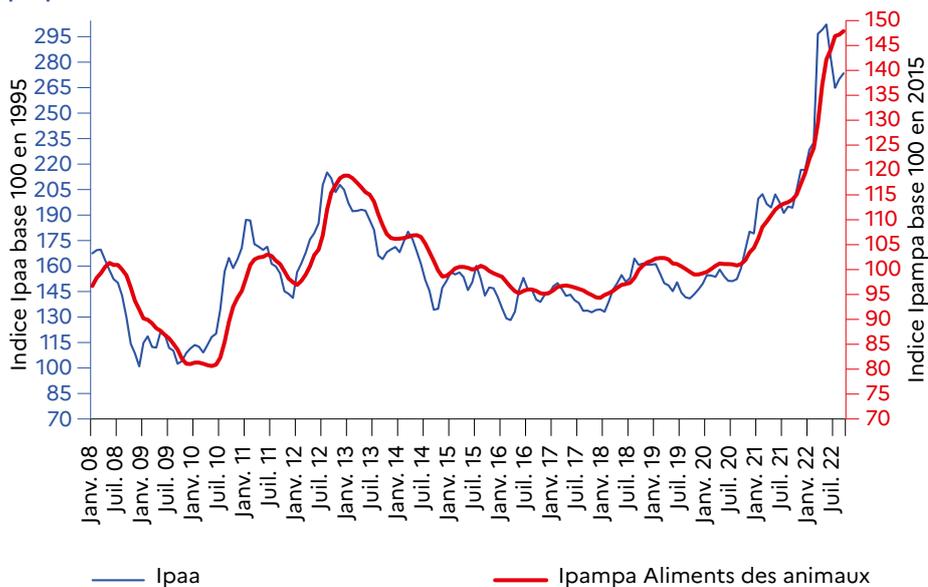
neuf premiers mois de 2022). De façon générale, il y a un décalage temporel entre l'évolution des prix des matières premières et celle des aliments composés car les fabricants procèdent à des achats anticipés plusieurs mois à l'avance, à des conditions de prix pouvant différer de celles du mois de livraison ; de fait les courbes d'évolution des prix des matières premières et des aliments sont parallèles mais avec un décalage de quelques mois. Par ailleurs, d'autres coûts (logistiques, fabrication) interviennent, expliquant en partie la différence d'évolution entre les prix des matières premières et celles des aliments fabriqués.

Sur les neuf premiers mois de 2022, nouveau recul de la production d'aliments pour animaux d'élevage

En 2022, comme en 2020 et 2021, les fabrications d'aliments composés reculent sur un an mais beaucoup plus fortement cette fois (- 6,1 % sur les neuf premiers mois) (annexe). Cette baisse cache toutefois des disparités : la production d'aliments pour ovins et caprins augmente sensiblement (+ 7,0 %) ; celle d'aliments pour bovins baisse légèrement (- 1,0 %) malgré le dynamisme des fabrications pour vaches laitières (+ 4,2 %) tandis qu'une forte

Graphique 6

Les prix d'achat des aliments par les éleveurs répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard et dans des proportions moins fortes



Sources : Agreste, Insee - Ipampa, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale).

baisse caractérise la production d'aliments pour volailles (- 10,0 %) et lapins (- 6,6 %) et, à un degré moindre, celle pour porcins (- 5,3 %) (graphique 2).

Ces diminutions de production d'aliments composés en 2022 sont en lien à la fois avec des niveaux de prix des aliments élevés et

des productions animales en recul, notamment en raison de l'épizootie d'Influenza aviaire.

Engrais : une campagne 2021-2022 marquée par des prix qui s'envolent et un net recul des livraisons

Sur la campagne 2021-2022 (juillet 2021 à juin 2022), les

livraisons d'engrais azotés reculent fortement (- 7,7 %) selon les derniers chiffres disponibles. Elles s'écartent ainsi nettement de la moyenne sur les cinq dernières campagnes (graphique 3 - annexe).

Parallèlement, les prix de ces engrais progressent de manière inédite, faisant plus que doubler (+ 114,5 % par rapport à la campagne précédente) (graphique 4 - annexe).

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte tout à fait inédit : d'une part, au 2^d semestre 2021, celui d'une augmentation régulière des prix du gaz (combustible utilisé dans la production d'engrais azotés), en lien avec la reprise économique, qui freine les commandes, d'autre part, au 1^{er} semestre 2022, l'envolée des prix du gaz liée au déclenchement du conflit russo-ukrainiens.

Sur la campagne de mai 2021 à avril 2022, les livraisons de phosphates et potasses se contractent nettement (respectivement - 21,2 % et - 22,8 %), tandis que leurs prix augmentent fortement (resp. + 59,7 % et + 45,8 %).

Annexe - Intrants

Prix d'achat des moyens de production agricole

	Pondérations (%)	2021	2022	Évolution (%)	Moyenne 2017-2021
Ensemble des moyens de production agricole	100,0	107,2	136,7	+ 27,5	97,2
dont					
Semences	7,4	96,9	100,4	+ 3,6	95,5
Énergie et lubrifiants	12,3	114,7	168,1	+ 46,6	113,9
Engrais et amendements	14,1	102,9	199,0	+ 93,4	89,5
Produits de protection des cultures	11,1	92,3	94,7	+ 2,5	95,2
Aliments des animaux	28,2	111,2	137,9	+ 24,0	105,5

Indice base 100 en 2015 - Moyenne sur 9 mois
Source : Insee, Agreste

Prix des intrants par Otex

Orientation technico-économique des exploitations agricoles (Otex)	Septembre			Indice base 100 en 2015	
	2021	2022	2022/2021 (%)	Moyenne janv.-sept. 2022	2022/2021 (%)
Ensemble	111,7	142,1	27,2	136,7	27,5
dont*					
Céréales, oléo-protéagineux	109,1	147,0	34,7	140,5	37,4
Autres grandes cultures	108,0	139,7	29,3	134,3	31,1
Viticulture	106,9	124,8	16,7	122,1	17,7
Maraîchage	111,2	130,1	17,0	129,0	22,8
Arboriculture fruitière	107,6	125,7	16,8	123,5	18,2
Bovins lait	112,6	140,1	24,5	135,3	24,2
Bovins viande	113,3	140,7	24,3	136,4	24,7
Porcins	114,4	146,6	28,2	138,8	24,5
Volailles	111,4	141,3	26,8	132,7	23,1

* liste non exhaustive, il existe 17 OTEX.
Sources : Insee, Agreste

Production d'aliments composés

	Production d'aliments composés (millier de tonnes)			Ipampa (indice 100 base 2015)		
	Cumul janvier-septembre			Moyenne mensuelle janvier-septembre		
	2021	2022	Évol %	2020	2021	Évol %
Bovins	3 594	3 556	- 1,0	110,0	134,3	+ 22,0
Ovins Caprins	17	18	+ 7,0	112,3	139,1	+ 23,9
Porcins	3 533	3 346	- 5,3	112,2	143,4	+ 27,8
Volailles	6 222	5 602	- 10,0	107,2	131,9	+ 23,1
Lapins	183	171	- 6,6	107,3	126,5	+ 17,9
Allaitement	2 230	2 094	- 6,1	121,5	162,1	+ 33,5
Animaux de ferme	14 634	13 744	- 6,1	109,9	136,4	+ 24,2

Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee
Note : La production d'aliments composés pour les bovins inclut le mash.

Livraisons d'engrais en quantités d'éléments fertilisants, et prix des engrais

	Campagne 2020-2021	Campagne 2021-2022	2021-2022 /2020-2021	Moyenne sur cinq ans 2017-2021	Campagne 2020-2021	Campagne 2021-2022	2021-2022 /2020-2021	Moyenne sur cinq ans 2017-2021
	Millier de tonnes	Millier de tonnes	%	Millier de tonnes	Indice Ipampa	Indice Ipampa	%	Indice Ipampa
Azote	1 972	1 820	- 7,7	2 121	89	192	+ 114,5	86
Phosphate	456	360	- 21,2	429	84	135	+ 59,7	88
Potasse	525	405	- 22,8	462	89	130	+ 45,8	92

Campagne pour l'azote : de juillet à juin. Campagne pour le phosphate et la potasse de mai à avril
Source : Insee, Agreste

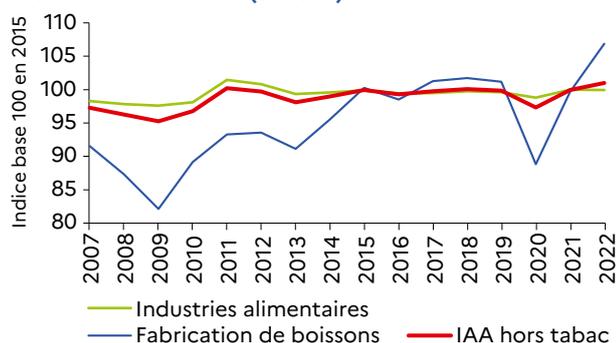
Industries agroalimentaires

En 2022, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) devrait légèrement augmenter en volume, sous l'effet exclusif de la poursuite de la hausse de la production de boissons. Les prix à la production accélèrent fortement sur un an (+ 13,1 % sur les neuf premiers mois). Après deux années de hausses liées aux périodes de confinement pendant la crise sanitaire, la consommation alimentaire des ménages baisse très nettement, à un niveau inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. Sur les neuf premiers mois de 2022, l'excédent commercial des IAA enregistre une forte baisse principalement due à l'augmentation des importations de viande et de produits laitiers. Sous l'effet de la hausse des prix, le chiffre d'affaires des IAA est en forte augmentation pour la 2^e année consécutive dans un contexte d'accroissement des coûts de production.

Principaux indicateurs

Graphique 1

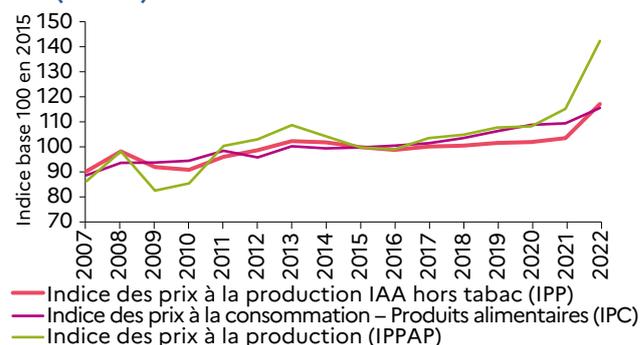
Production en volume (9 mois*)



Source : Insee - indice de production industrielle CVS-CJO
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 2

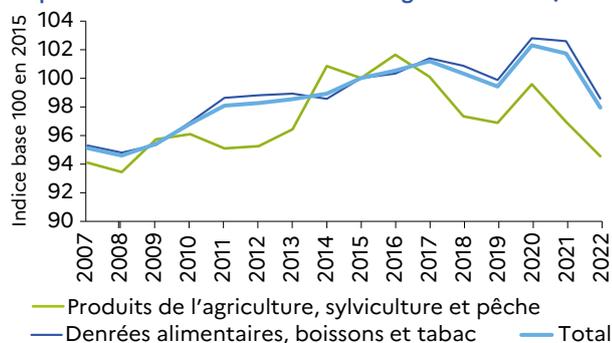
Prix (9 mois*)



Source : Insee - indices bruts
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3

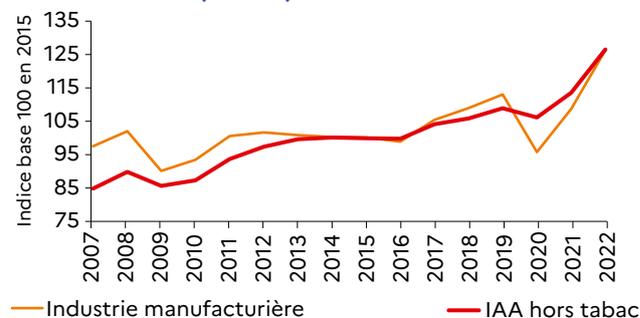
Dépenses de consommation des ménages en volume (9 mois*)



Source : Insee - comptes trimestriels - traitement SSP - indice CVS-CJO
* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 4

Chiffre d'affaires (8 mois*)



Source : Insee - indice de chiffres d'affaires CVS-CJO
* sur les 8 premiers mois de chaque année

Le périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév.2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base

de tabac (division 12). Les données de branche présentées incluent l'artisanat alimentaire (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), qui font partie des activités de la division 10 de la nomenclature d'activité.

La production en 2022 augmente fortement pour les boissons mais se tasse pour les autres produits des IAA

Sur les neuf premiers mois de l'année 2022, la production en volume des industries agroalimentaires est en légère hausse sur un an (+ 0,8 %) (*graphique 1 et annexe Industries agroalimentaires*), progression cependant insuffisante pour remettre en cause la relative stabilité de la production en volume depuis 2011. Toutefois, au sein de l'industrie agroalimentaire, la production de boissons en 2022 atteint des niveaux très élevés, prolongeant la forte hausse qui avait déjà eu lieu en 2021 avec la reprise économique mondiale.

La production des industries agroalimentaires hors boissons est, elle, en léger retrait (- 0,2 % sur un an). Les viandes et produits à base de viande sont de nouveau en baisse (- 3,1 % en 2022, après - 0,8 % en 2021), en lien d'une part avec l'influenza aviaire pour les volailles, et d'autre part avec le recul des productions de porcins et de veaux de boucherie, impactées par l'augmentation du coût de l'alimentation animale. Les fabrications d'huiles et graisses végétales et animales diminuent également (- 2,4 %) mais de façon moins marquée qu'en 2021 (- 5,6 %) ; cette baisse s'explique en partie par des disponibilités plus limitées en matières premières (graines de colza notamment). En hausse en 2021, les fabrications de produits laitiers et d'aliments pour animaux reculent (respectivement - 1,7 % et - 2,6 %). Les préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche diminuent également (- 3,9 %). *A contrario*, quatre autres productions sont en hausse ou stables en 2022 : les produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (+ 5,1 %), les produits à base de fruits et légumes (+ 3,8 %), les « autres produits alimentaires » (+ 0,2 %), et les produits du travail des grains et produits amylacés (+ 0,0 %).

En 2022, les prix à la production accélèrent fortement

Après une hausse modérée en 2021 (+ 1,6 %), les prix à la production des IAA accélèrent fortement en 2022 (+ 13,1 % sur les neuf premiers mois) (*graphique 2 et annexe*), aussi bien pour les produits des industries alimentaires (+ 14,9 % sur un an) que pour les boissons (+ 4,9 %). Les prix des aliments pour animaux et des produits du travail des grains et produits amylacés augmentent très fortement (resp. + 24,1 % et + 31,1 %) et plus encore ceux des huiles et graisses végétales et animales (+ 60,9 %).

Sur les neuf premiers mois de 2022, nette baisse de la consommation des ménages

Sur les neuf premiers mois de 2022, la consommation en volume des ménages en produits agroalimentaires diminue nettement par rapport à 2021 (- 3,9 %), selon les comptes trimestriels de l'Insee (*graphiques 3 et 5 - annexe*), prolongeant la tendance entamée au deuxième trimestre 2021. Cette moindre consommation concerne aussi bien les denrées alimentaires, boissons et

tabac que les produits bruts de l'agriculture et de la pêche (légumes et fruits, poisson frais, etc.). Elle résulte pour partie de la forte hausse des prix des denrées alimentaires, mais aussi de l'énergie, qui conduisent les consommateurs à restreindre leurs dépenses.

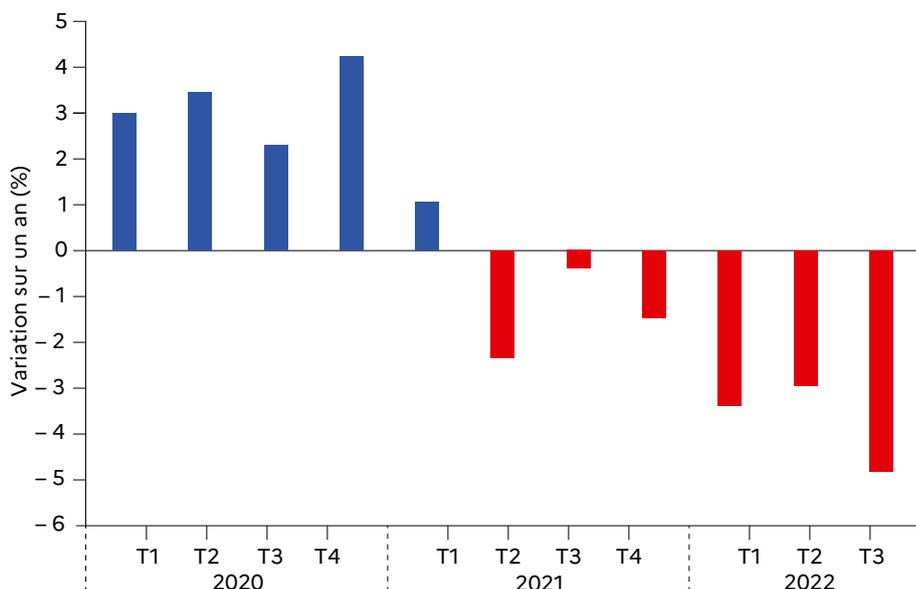
Sur les neuf premiers mois de 2021, forte baisse de l'excédent commercial

Sur les neuf premiers mois de 2021, l'excédent commercial des IAA est en forte baisse sur un an (- 21,4 % en valeur), après la hausse historique de 2021 (+ 82,5 %). Il s'établit à 4,9 Mds €, une valeur proche de son niveau moyen 2016-2019 d'avant la crise sanitaire.

Cette baisse provient de reculs principalement dans trois branches. Tout d'abord, le doublement du déficit en valeur pour les viandes et produits à base de viande, en lien avec la hausse marquée des importations (+ 35,3 %). Ce déficit est multiplié par plus de six pour les viandes de boucherie et produits d'abattage, par deux pour les viandes de volailles et se creuse de plus de 30 % pour les produits à base

Graphique 5

Recul des dépenses de consommation alimentaire sur les trois premiers trimestres 2022



Source : Insee - comptes trimestriels - traitement SSP - indice CVS-CJO

de viande. La deuxième branche concernée, celle des produits laitiers, est, elle, excédentaire, mais son excédent diminue nettement (- 23,5 % en valeur). Enfin, le déficit s'alourdit pour les préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche (- 26,3 % en valeur) (*annexe*).

Poursuite de la forte hausse du chiffre d'affaires de l'ensemble des IAA mais baisse des bénéfices

En 2022, le chiffre d'affaires du secteur des industries agroalimentaires augmente de nouveau (+ 11,9 % sur les huit premiers mois), après + 7,1 % en 2021 (*graphique 4 – annexe*). La raison en

est cependant différente : la hausse de 2022 s'appuie sur l'augmentation des prix alors que celle de 2021 était due à la progression des volumes liée à la reprise économique.

Cette hausse intervient dans un contexte de renchérissement des matières premières et de l'énergie.

Annexe - Industries agroalimentaires

2022 : activité des industries agroalimentaires (production, prix, chiffre d'affaires et commerce extérieur)

	Poids dans la production	Janvier - septembre 2022 / janvier - septembre 2021 (%)		Janvier - août 2022 / janvier - août 2021 (%)	Janvier - septembre 2022 / janvier - septembre 2021 (%)		2022 Janvier - septembre	2021 Janvier - septembre
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	Solde extérieur (million d'euros)	
	%	Brut						Brut
Produits des industries alimentaires	85,1	- 0,2	+ 14,9	+ 11,6	+ 15,5	+ 22,0	- 7 209	- 4 565
Viande et produits à base de viande	24,9	- 3,1	+ 13,4	+ 8,5	+ 15,7	+ 35,3	- 1 998	- 953
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	- 3,9	+ 11,4	ND	+ 8,9	+ 22,1	- 2 985	- 2 364
Produits à base de fruits et légumes	6,6	+ 3,8	+ 4,2	+ 10,2	+ 15,7	+ 10,5	- 2 662	- 2 490
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 2,4	+ 60,9	+ 43,4	+ 61,4	+ 38,4	- 2 131	- 1 746
Produits laitiers	20,3	- 1,7	+ 9,6	+ 10,1	+ 14,9	+ 40,4	+ 1 629	+ 2 130
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	- 0,0	+ 31,1	+ 22,7	+ 23,8	+ 29,9	+ 467	+ 449
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	+ 5,1	+ 11,1	+ 9,8	+ 15,9	+ 14,7	- 116	- 120
Autres produits alimentaires	21,6	+ 0,2	+ 12,4	+ 11,5	+ 6,4	+ 8,5	- 688	- 503
Aliments pour animaux	6,0	- 2,6	+ 24,1	+ 15,6	+ 12,9	+ 3,0	+ 1 275	+ 1 033
Boissons*	14,9	+ 6,6	+ 4,9	+ 14,4	+ 13,6	+ 19,4	+ 12 115	+ 10 811
IAA hors tabac	100	+ 0,8	+ 13,1	+ 11,9	+ 14,8	+ 21,8	+ 4 907	+ 6 245

* Non compris les vins pour la production

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.
Sources : Insee, DGDDI et Agreste

2021 : activité des industries agroalimentaires (production, prix, chiffre d'affaires et commerce extérieur)

	Poids dans la production	Janvier - septembre 2021 / janvier - septembre 2020 (%)		Janvier - août 2021 / janvier - août 2020 (%)	Janvier - septembre 2021 / janvier - septembre 2020 (%)		2021 Janvier - septembre	2020 Janvier - septembre
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	Solde extérieur (million d'euros)	
	%	Brut						Brut
Produits des industries alimentaires	85,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 6,2	+ 8,8	+ 8,1	- 4 565	- 4 363
Viande et produits à base de viande	24,9	- 0,8	- 0,3	+ 1,4	+ 16,2	+ 10,5	- 953	- 1 022
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	+ 11,5	+ 0,0	ND	+ 24,2	+ 6,3	- 2 364	- 2 325
Produits à base de fruits et légumes	6,6	- 1,1	+ 1,4	+ 1,3	- 1,1	- 1,2	- 2 490	- 2 520
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 5,6	+ 24,1	+ 13,4	+ 29,4	+ 21,1	- 1 746	- 1 507
Produits laitiers	20,3	+ 0,7	+ 1,0	+ 3,1	+ 5,5	+ 7,9	+ 2 130	+ 2 088
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	+ 0,2	+ 0,7	+ 4,0	+ 11,3	+ 1,8	+ 449	+ 281
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	+ 5,8	- 0,6	+ 16,2	+ 19,2	+ 6,7	- 120	- 290
Autres produits alimentaires	21,6	+ 1,6	+ 0,8	+ 4,8	+ 1,3	+ 9,1	- 503	+ 8
Aliments pour animaux	6,0	- 0,0	+ 9,3	+ 8,0	+ 14,4	+ 17,0	+ 1 033	+ 924
Boissons*	14,9	+ 11,7	+ 0,8	+ 14,2	+ 30,5	+ 6,7	+ 10 811	+ 7 785
IAA hors tabac	100	+ 2,9	+ 1,6	+ 7,1	+ 15,6	+ 8,0	+ 6 245	+ 3 422

* Non compris les vins pour la production

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.
Sources : Insee, DGDDI et Agreste

Dépenses de consommation des ménages par trimestre

	T1 2021/T1 2020	T2 2021/T2 2020	T3 2021/T3 2020	T4 2021/T4 2020	T1 2022/T1 2021	T2 2022/T2 2021	Consommation T2 2022
	%						Million d'euros 2014
Produits de l'agriculture, sylviculture et pêche	- 3,3	- 0,7	- 3,9	- 2,6	- 4,4	- 1,1	7 655,0
Denrées alimentaires, boissons et tabac	1,9	- 2,6	0,2	- 1,3	- 3,2	- 3,3	43 108,0
Total	1,5	- 2,3	- 0,4	- 1,5	- 3,4	- 3,0	50 763,0

Source : Insee - comptes trimestriels

Commerce extérieur

En 2022, sur les neuf premiers mois, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires, en hausse de 41 % sur un an, atteint son plus haut niveau depuis 2013, dans un contexte de tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine. À rebours des années récentes, cette hausse de l'excédent est principalement portée par les produits bruts à travers les exportations de céréales, qui tirent parti de la hausse des cours mondiaux. *A contrario*, l'excédent des produits transformés diminue, sous l'effet de la forte augmentation des importations, principalement de viande. Géographiquement, l'accroissement global de l'excédent résulte plus de la réduction du déficit commercial avec l'Union européenne que de l'accroissement de l'excédent avec les pays tiers.

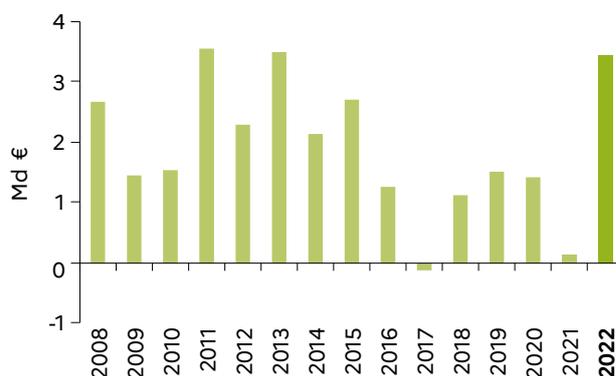
Principaux indicateurs

Graphique 1
Exportations - Importations de produits agroalimentaires (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

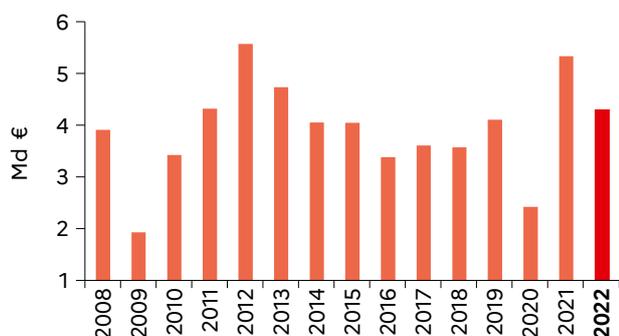
Graphique 2
Solde des échanges de produits bruts (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

* sur les 9 premiers mois de chaque année

Graphique 3
Solde des échanges de produits transformés (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

Graphique 4
Solde des échanges UE- pays tiers (9 mois*)



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1
UE à 27 (sans le Royaume-Uni)

En 2022, une aggravation du déficit de la balance commerciale de la France sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie

Sur les neuf premiers mois de 2022, le déficit global des échanges extérieurs français s'élève à 144,6 milliards

d'euros (Md€), en augmentation de 67 Md€ par rapport à 2021, principalement sous l'effet de la hausse des cours des hydrocarbures, à l'origine d'une aggravation de 40,9 Md€ de la facture énergétique. Dans ce contexte, l'amélioration de certains soldes importants des

échanges français reste largement insuffisante : + 2,7 Md€ pour le solde des matériels de transport, qui redevient excédentaire après deux années difficiles liées aux effets de la pandémie de Covid-19, et + 2,2 Md€ pour l'excédent des produits agricoles et agroalimentaires,

tandis que l'excédent des produits chimiques, parfums et cosmétiques, se réduit de 2,2 Md€.

En 2022, une hausse inédite de l'excédent des produits bruts, portée par les céréales

Sur les neuf premiers mois de 2022, toutes destinations confondues, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires croissent de 10,8 milliards d'euros (Md€) sur un an, contre 8,6 Md€ pour les importations (*graphique 1*). L'excédent agroalimentaire (7,7 Md€) augmente ainsi de 41 % sur un an, atteignant son plus haut niveau depuis 2013 et supérieur de plus du double au niveau moyen des cinq dernières années.

Ce résultat s'appuie uniquement sur l'excédent des produits bruts (*graphique 2*), multiplié par 20, alors que celui des produits transformés recule (*graphique 3*). Le solde des produits bruts bénéficie avant tout du dynamisme des ventes de céréales et de la hausse de leurs prix. *A contrario*, celui des produits transformés souffre de l'augmentation des importations (viandes, produits laitiers, huiles, tourteaux et corps gras), qui fait plus que contrebalancer la progression des exportations, tirée notamment par des ventes vigoureuses de vins et spiritueux. L'excédent des produits transformés reste cependant supérieur de 13 % à son niveau moyen des cinq dernières années.

Une hausse de l'excédent qui repose principalement sur les échanges avec l'UE

La hausse de l'excédent agroalimentaire 2022 résulte principalement de la réduction (- 1,8 Md€ sur neuf mois) du déficit avec l'UE (*graphique 4 – annexe Commerce extérieur*). La diminution du déficit commercial avec l'UE se confirme ainsi après 2021 et rompt avec la dégradation du solde observée entre 2011 et 2020. Elle provient exclusivement des échanges de produits bruts (+ 2,6 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2021), sous l'effet de la croissance des exportations, largement supérieure à celle des

importations. Parallèlement, le déficit des échanges de produits transformés avec l'UE se creuse, mais dans une moindre mesure.

L'augmentation de l'excédent des échanges agroalimentaires avec les pays tiers est, pour sa part, moins marquée (+ 0,5 Md€ sur un an) : sous l'impulsion des échanges de produits bruts, la hausse des exportations est supérieure à celle des importations, mais l'amélioration qui en résulte est en grande partie contrebalancée par les mauvaises performances des produits transformés.

Céréales : exportations record en valeur depuis 15 ans

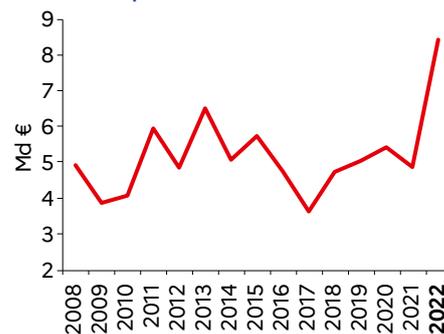
Sur les neuf premiers mois de 2022, l'excédent des échanges de céréales, au premier rang des produits bruts exportés, augmente de 3,5 Md€ par rapport à 2021 sous l'effet de la hausse des exportations (*annexe – graphique 5*). La croissance des ventes de céréales, à un niveau inédit depuis 15 ans, est avant tout la conséquence de la progression des prix, liée à la forte demande de céréales sur le marché mondial et exacerbée par la guerre en Ukraine.

La valeur des exportations de blé tendre augmente de 2,4 Md€, principalement du fait de la hausse du prix moyen à l'exportation (+ 50 % sur les neuf premiers mois de 2022 par rapport à la même période en 2021). Les quantités vendues aux pays tiers progressent sensiblement (+ 2,6 millions de tonnes (Mt)). Les ventes vers le Maroc représentent à elles seules 60 % de cette hausse du fait de la sécheresse qui impacte fortement les récoltes depuis deux ans et de la moindre concurrence des blés en provenance de la mer Noire. Les exportations vers l'UE progressent également, mais dans une moindre mesure (+ 0,9 Mt).

Les exportations d'orge augmentent de 240 M€. La hausse du prix moyen à l'exportation sur la période (+ 47 %) fait plus que compenser le recul des quantités (- 17 %). Sous l'impulsion d'une nette augmentation des volumes (+ 1,4 Mt), les exportations de maïs progressent également (+ 642 M€ sur un an).

Graphique 5

Les exportations de céréales progressent sur un an pour atteindre leur plus haut niveau des quinze dernières années*



Source : DGDDI - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1 * sur les 9 premiers mois de chaque année

Filière oléoprotéagineuse : aggravation du déficit sur les neuf premiers mois de 2022 en lien avec la hausse des importations

Sur les neuf premiers mois de 2022, le déficit de la filière oléoprotéagineuse (graines, huiles et tourteaux) se creuse de 312 M€ sur un an pour s'établir à 2,1 Md€, en raison de l'augmentation des importations, notamment de produits issus de la transformation des oléagineux (*annexe*). Dans un contexte de hausse des prix du complexe oléagineux, les achats d'huiles, tourteaux et corps gras sont supérieurs de 58 % à la moyenne quinquennale 2017-2022, atteignant ainsi un niveau record.

L'alourdissement du déficit commercial des huiles, tourteaux et corps gras est partiellement compensé par l'amélioration du solde des échanges de graines. En effet, la hausse des importations, principalement de fèves de soja et, au 1er semestre, de graines de colza dans un contexte de faible récolte hexagonale pour ces dernières en 2021, est plus que contrebalancée par la croissance des exportations de tournesol.

Sucre : progression des exportations favorisée par l'augmentation des disponibilités et des prix

Sur les neuf premiers mois de 2022, les ventes de sucre augmentent de 327 M€ par rapport à 2021 (*annexe*) sous le double effet de la croissance du prix moyen à l'exportation (+ 16 %

sur un an) et de la progression des quantités expédiées (+ 0,6 Mt), rendue possible par la forte hausse de la production 2021 de sucre de betterave. À court terme, les cours du sucre pourraient se maintenir à des niveaux élevés, sous l'influence de facteurs opposés : d'une part, la perspective du retour d'un bilan sucrier excédentaire en 2022/23 après trois années de déficit irait dans le sens d'une baisse des cours ; d'autre part, la faiblesse des stocks mondiaux de sucre, les incertitudes sur la récolte brésilienne, le maintien de prix élevés de l'énergie et la hausse des coûts de production du sucre exercent une pression à la hausse.

Fruits et légumes (y compris pommes de terre) : malgré les bons résultats des échanges de fruits, le déficit se creuse

Sur les neuf premiers mois de 2022, le déficit commercial structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes et produits à base de fruits et légumes) se creuse de 156 M€ sur un an, à 5,6 Md€.

Le déficit commercial des légumes frais se creuse de 28 M€, la hausse des importations ayant plus que compensé la progression des exportations, et ce, malgré les bons résultats des échanges de pommes de terre (hausse de l'excédent à 407 M€). Avec des prix bien orientés du fait du retour à la demande industrielle d'avant Covid, les exportations de pommes de terre progressent sur un an (+ 145 M€), conjointement à la hausse de 24 % des quantités vendues.

Le déficit extérieur des fruits frais se réduit de 62 M€ sous l'effet d'une augmentation des exportations supérieure à celle des importations. La hausse des ventes de fruits frais est portée principalement par les exportations de pommes, elles-mêmes favorisées par la croissance de l'offre française. Si les ventes augmentent vers le Royaume-Uni, premier marché à l'exportation et à destination du grand export, la concurrence de la production européenne ne favorise pas les exportations vers l'UE.

Sur les neuf premiers mois de 2022, le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes s'alourdit de 190 M€, l'augmentation des importations ayant été plus marquée que celle des exportations. Seules les ventes de confitures, gelées, compotes et purées de fruits sont excédentaires et, à un degré moindre, celles de pois appertisés.

Produits laitiers : la hausse des importations grève l'excédent

Sur les neuf premiers mois de 2022, les exportations de produits laitiers progressent de 793 M€ par rapport à 2021. Cette évolution s'explique par une meilleure valorisation des produits en général, dans un contexte de flambée des coûts de production et de moindres disponibilités laitières dans le monde. La hausse des ventes de fromages et de beurre représente plus de 50 % de l'augmentation globale. Outre l'appréciation des prix, les ventes de ces deux produits tirent également parti de la croissance des quantités exportées sur un an, contrairement à quasiment tous les autres produits laitiers (excepté le lait liquide).

Les importations atteignent leur plus haut niveau historique, à 1,3 Md€, sous l'effet de la forte hausse des prix.

Produits de l'élevage et de l'abattage : en 2022, la filière est déficitaire pour la première fois

Sur les neuf premiers mois de 2022, le solde commercial des produits de l'élevage (y compris animaux vivants) et de l'abattage perd près d'1 milliard d'euros, devenant ainsi déficitaire de 668 M€.

L'excédent des échanges d'animaux vivants, de miel et d'œufs gagne 59 M€ sur un an. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des cours des bovins (et notamment des broutards).

En ce qui concerne les produits transformés, le déficit commercial en viandes, préparations à base de viandes et sous-produits issus de

l'abattage augmente sensiblement dans un contexte de net recul de l'offre française et européenne et de hausse des prix. Les déficits extérieurs en viande bovine (- 0,5 Md€) et de volaille (- 0,7 Md€) se creusent sous l'effet de la forte croissance des importations (respectivement + 58 % et + 48 %), à leurs plus hauts niveaux historiques, dans un contexte d'influenza aviaire au printemps 2022 pour la filière volailles. Tout en restant excédentaire, le solde des échanges de viande porcine (0,2 Md€) se réduit sous le double effet du recul des exportations et de la hausse des importations.

Vins et spiritueux : des exportations historiquement élevées en valeur

Sur les neuf premiers mois de 2022, l'excédent commercial des vins tranquilles et de Champagne est tiré vers le haut par les exportations, en progression de 12 % en valeur par rapport à la même période en 2021 et à leur plus haut niveau historique. Plus de 70 % de la hausse concerne les flux à destination des pays tiers. Vers les États-Unis, marché toujours très dynamique et premier débouché en valeur pour les vins et Champagne français, les ventes progressent de 280 M€, dépassant même de 380 M€ le niveau pré-Covid de 2019. Vers le Royaume-Uni, les expéditions augmentent de 125 M€. En revanche, les exportations diminuent vers la Chine (- 27 M€) sur un marché de plus en plus concurrentiel (notamment avec les vins italiens) et qui souffre d'un ralentissement économique. À destination de l'UE, les ventes progressent de 13 % sur un an. La hausse concerne quasiment tous les pays, à l'exception de la Pologne, de la Lettonie et de la Lituanie.

En progression de 17 % en valeur par rapport à 2021 et atteignent, là aussi, un niveau record, les exportations d'alcools spiritueux (Cognac, Rhum, etc.) sont également vigoureuses dans le sillage des bons résultats des échanges avec les États-Unis (premier débouché pour le Cognac).

Au total, l'excédent des échanges de vins et spiritueux atteint 11,8 Md€ sur neuf mois.

Annexe - Commerce extérieur

Commerce extérieur par zone et par type de produits

Million d'euros

Produits CPF2	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
UE						
Produits bruts	5 837	6 095	7 942	10 815	2 105	4 721
Produits transformés	23 759	28 387	19 353	23 127	- 4 406	- 5 260
AGROALIMENTAIRE	29 596	34 482	27 295	33 942	- 2 301	- 539
Pays tiers						
Produits bruts	5 762	6 941	3 799	5 642	- 1 962	- 1 298
Produits transformés	9 987	12 484	19 734	22 043	9 746	9 558
AGROALIMENTAIRE	15 749	19 425	23 533	27 685	7 784	8 260
Monde						
Produits bruts	11 599	13 035	11 741	16 457	143	3 422
Produits transformés	33 746	40 871	39 086	45 170	5 340	4 299
AGROALIMENTAIRE	45 345	53 907	50 828	61 627	5 483	7 721

Source : DGDDI - traitement SSP

Commerce extérieur de produits bruts

Million d'euros

Produits CPF4	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
PRODUITS BRUTS	11 599	13 035	11 741	16 457	143	3 422
Agriculture et élevage	9 875	11 019	10 772	15 258	896	4 240
Céréales, légum., oléagi.	1 589	1 789	6 107	9 922	4 517	8 133
Céréales n. c. riz	328	340	4 889	8 442	4 561	8 102
Oléoprotéagineux	1 258	1 444	1 217	1 476	- 42	32
Légumes, fleurs, plantes	2 813	3 132	1 819	2 121	- 994	- 1 012
Légumes	2 361	2 680	1 691	1 982	- 670	- 698
Prod. cult. permanentes	5 049	5 547	1 148	1 334	- 3 900	- 4 213
Fruits	3 093	3 160	823	952	- 2 269	- 2 207
Café, cacao, thé	751	1 014	22	25	- 729	- 990
Animaux vifs, œufs, miel	425	551	1 698	1 883	1 273	1 332
Bovins	38	38	1 047	1 194	1 009	1 156
Produits sylvicoles	165	245	366	509	201	264
Pêche et aquaculture	1 558	1 772	603	690	- 955	- 1 081

Source : DGDDI - traitement SSP

Commerce extérieur de produits transformés

Million d'euros

Produits CPF4	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
IAA, TABACS	33 746	40 871	39 086	45 170	5 340	4 299
Viandes, prod. de l'abattage	4 572	6 185	3 617	4 186	- 954	- 2 000
Viande bovine	911	1 440	704	909	- 207	- 530
Viande porcine	503	554	746	720	243	167
Volaille	855	1 268	452	534	- 402	- 734
Prod. préparés de la pêche	3 110	3 812	746	816	- 2 364	- 2 995
Prod. à base de fruits & lég.	4 173	4 629	1 683	1 949	- 2 490	- 2 680
Huiles, tourteaux, corps gras	2 981	4 125	1 235	1 994	- 1 746	- 2 131
Tourteaux	1 191	1 428	139	185	- 1 053	- 1 243
Produits laitiers, glaces	3 194	4 490	5 324	6 117	2 130	1 627
Fromages	1 520	1 920	2 290	2 545	770	625
Produits des céréales	1 455	1 891	1 904	2 358	449	467
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 933	2 219	1 813	2 103	- 120	- 116
Autres produits alimentaires	7 164	7 935	6 660	7 398	- 503	- 537
Sucre	207	217	477	804	269	587
Chocolat, confiserie	2 387	2 531	1 623	1 719	- 763	- 812
Aliments pour animaux	1 099	1 131	2 132	2 407	1 033	1 275
Boissons	2 926	3 494	13 737	15 609	10 811	12 115
Vins, champagne	539	687	8 016	9 001	7 477	8 314
Eaux de vie, alcools	867	1 060	3 873	4 528	3 006	3 467
Tabacs	1 139	961	234	234	- 905	- 727

Source : DGDDI - traitement SSP

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Idele : Institut de l'élevage
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
lpaa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
lpi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MILC : marge lpampa Lait de vache sur coût total indicé
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables sur la page d'accueil à la rubrique « Toute la conjoncture agricole ».

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directrice de la publication : Corinne Prost
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : Desk (www.desk53.com.fr)
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2022

Sommaire du bilan

Météorologie.....	5	D. Fiche
Céréales.....	9	N. Boussac
Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves.....	15	N. Boussac, T. Champagnol
Fruits.....	21	L. Bernadette
Légumes.....	25	G. Thomas
Vins.....	27	A. Delort
Productions animales.....	33	P. Charrière, M.-A. Lapuyade, O. Le Tollec, C. Ugliera
Intrants.....	53	T. Sauvaget
IAA.....	57	T. Sauvaget
Commerce extérieur agroalimentaire.....	61	T. Champagnol
Organismes et abréviations.....	65	

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr.

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

agreste.agriculture.gouv.fr

[AGRICULTURE.GOUV.FR](https://agriculture.gouv.fr)



[ALIMENTATION.GOUV.FR](https://alimentation.gouv.fr)

